



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

# LES FINANCES DES COMMUNES DE MOINS DE 10.000 HABITANTS EN 2007

Collection  
Statistiques et finances locales

Direction Générale des Collectivités Locales

## Avertissement

Cette publication des « Finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2007 » poursuit les changements amorcés dans les publications sur les finances des communes en 2006 et 2005.

Les recensements complémentaires au recensement général de la population de 1999 sont pris en compte pour déterminer les communes dont la population totale est strictement inférieure à 10 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

En règle générale, les évolutions par rapport à 2006 sont présentées en euros courants et sont calculées sur les montants en euros par habitant. Des calculs à champ constant (c'est-à-dire sur les communes présentes en 2006 et 2007) neutralisent la modification de périmètre. Pour établir l'évolution en euros constants, les montants 2007 sont déflatés par l'indice de prix du PIB tel qu'il est connu en mai 2009.

Comme par le passé, l'analyse traite séparément les communes de France métropolitaine de moins de 10 000 habitants et les communes des quatre départements d'outre-mer en raison de leurs spécificités.

Comme pour le guide précédent, le lecteur trouvera l'ensemble de la publication et les tableaux détaillés sur le site de la DGCL : <http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/>

**En complément, pour avoir une vision plus large sur les finances du secteur communal, c'est-à-dire les communes et les groupements de communes à fiscalité propre, les publications « les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2007 » et « les finances des groupements de communes en 2007 » sont également en ligne.**

*Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2007  
a été élaboré au département des études et des statistiques locales  
de la Direction générale des collectivités locales  
par **Christine SEVERAC-BASTIDE***

*Juillet 2009*

*Directeur de la publication : **Edward JOSSA***

# Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2007

## Sommaire

<b>Avant-propos</b>	4
<b>Evolution globale en métropole</b>	5
<b>Evolution des budgets des communes de métropole depuis 2001</b>	6
<b>Volume des dépenses et recettes en 2007 (métropole)</b>	7
<b>Analyse d'ensemble des communes métropolitaines</b>	8
La progression des dépenses de fonctionnement se poursuit en 2007	9
La progression des recettes de fonctionnement se poursuit en 2007	11
Un niveau d'épargne important	15
Progression dynamique de l'investissement direct	16
Poursuite du recours à l'emprunt pour financer l'investissement	17
Progression de l'endettement	17
Le fonds de roulement au 31 décembre 2007	19
<b>Données financières par strate des communes métropolitaines</b>	20
<b>Evolution des données budgétaires 2006-2007 par strate</b>	22
<b>Analyse d'ensemble des communes d'outre-mer</b>	23
<b>Influence de l'intercommunalité</b>	24
<b>Dispersion par rapport à la moyenne pour les communes de métropole</b>	25
<b>Représentations régionales</b>	25
<b>Disparités thématiques</b>	27
<b>Annexes</b>	
1. Définitions et mode de calcul des concepts utilisés	30
2. Répartition des communes selon la taille ou la région	32
3. Données financières par strate des communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants	33

### En outre, le lecteur trouvera dans les tableaux détaillés (en ligne) :

- pour chaque ratio financier étudié, en plus des ventilations par région, par strate de population, une ventilation en fonction de l'appartenance à une structure intercommunale ;

- des analyses par catégorie de communes en fonction de types définis par une situation géographique (montagne, littoral, zonage en aire urbaine) ou par une activité dominante (tourisme).

## Avant-propos

Cet ouvrage présente une synthèse de l'analyse des comptes de gestion des communes de moins de 10 000 habitants sur l'exercice 2007. Il se veut un outil de travail à destination de toute personne s'intéressant à la situation financière d'une ou plusieurs communes. En regroupant de nombreuses données synthétiques, il doit faciliter la comparaison d'une ou plusieurs situations communales à une situation de référence judicieusement choisie.

La mise à disposition d'un grand nombre de ratios (dépenses par habitant, poids de l'annuité de la dette ...) a vocation à rendre cette matière a priori complexe des finances communales plus intelligible et abordable par le plus grand nombre. En effet ces ratios sont calculés pour de nombreux groupes de référence auxquels peuvent vouloir se comparer les communes. La comparaison est d'autant plus riche d'enseignements qu'elle prend en compte les multiples facettes de l'équilibre financier d'une commune. Parmi les grands axes de lecture, on pourra ainsi distinguer :

- le **service rendu** par les communes mesuré par les niveaux et structures des dépenses réelles de fonctionnement,
- **l'effort d'équipement et son financement** mesuré par le niveau des dépenses d'investissement, d'équipement et la structure du financement,
- ou encore **la charge de la dette et la marge de manœuvre** appréhendées par le niveau de la dette, le poids de l'annuité de la dette sur le fonctionnement et le taux d'autonomie financière.

Ces dimensions sont bien sûr interdépendantes et peuvent être complétées par l'étude d'autres points comme les statistiques concernant des éléments non financiers de la commune.

Les données mobilisées pour l'élaboration de cet ouvrage sont issues du recensement général de la population de 1999 et des recensements complémentaires le cas échéant (population totale au 01/01/2007), des comptes de gestion 2007 des communes et des données fiscales rassemblés par la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

## Évolution globale en métropole

### Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2007

L'exercice 2007 se caractérise par une poursuite de la croissance des dépenses totales : + 4,9 % en euros courants résultant de l'effet conjugué **de la croissance des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement : respectivement + 3,0 % et + 7,8 % par rapport à 2006.**

L'équipement brut augmente de façon dynamique (+ 10,0 %), illustrant ainsi l'influence du cycle électoral sur les dépenses d'investissement des communes. Cette croissance est aussi due à la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi qu'à l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics.

Le développement de l'intercommunalité (plus de 9 communes de moins de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre) a profondément modifié le paysage local depuis 2000. Il tend à ralentir vu la couverture du territoire déjà atteinte en 2006. Le nombre de communes ayant adhéré à un groupement à fiscalité propre a augmenté de 1,5 % (contre 1,9 % en 2006). Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources mais ces mouvements sont moins marqués en 2007.

#### Poursuite de la croissance des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement qui représentent 60 % des dépenses réelles totales augmentent de 3,0 % par rapport à 2006. Cette augmentation est due à la croissance simultanée des charges à caractère général (+ 1,5 %) et des dépenses de personnel (+ 3,6 %) qui représentent respectivement 30 % et 46 % des dépenses de fonctionnement.

D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 2,9 %** confirmant ainsi la tendance à la hausse amorcée en 2006 après la baisse enregistrée depuis plusieurs exercices.

#### Poursuite de la croissance des recettes de fonctionnement

La progression des recettes réelles de fonctionnement (+ 2,9 %) s'explique par l'augmentation des impôts et taxes (+ 3,0 %) dont une croissance de 3,7 % du produit voté des 4 taxes directes locales. Cependant, **l'analyse des impôts directs** est affectée par le développement de l'intercommunalité et spécialement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité. Si l'on tient compte des reversements de fiscalité des groupements, le produit des 4 taxes augmente de 3,7 %.

Le poste des dotations et participations enregistre une croissance moins forte en 2007 (+ 1,1 % contre 3,4 % en 2006). Ce poste inclut la DGF qui progresse de 1,7 % par rapport à 2006. Rappelons que ce poste avait connu de fortes variations en 2004 suite à **la réforme de l'architecture des concours financiers de l'État** qui intègre dans la DGF les compensations de fiscalité versées par l'État.

#### Un niveau d'épargne important

La progression des recettes de fonctionnement face à celle des dépenses de fonctionnement permet aux communes de moins de 10 000 habitants de continuer à augmenter leur niveau d'épargne brute (+ 2,4 %) qui correspond au solde de la section de fonctionnement. Cette nouvelle évolution confirme le cycle d'amélioration du niveau d'épargne et de l'autofinancement. Le niveau atteint par l'épargne brute est largement suffisant pour financer les remboursements de dette qui diminuent de 1,7 % par rapport à 2006.

#### Une progression dynamique de l'investissement direct en 2007

La forte croissance des dépenses d'équipement brut des communes de moins de 10 000 habitants confirme la tendance classique du cycle électoral : 2007 est à un an des échéances municipales. Les équipes en place accentuent leurs efforts afin de boucler leurs programmes. Cette progression s'inscrit dans un contexte d'augmentation pour l'ensemble des collectivités (régions, départements et groupements). Elle résulte aussi de la mise en application des normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement.

#### Poursuite du recours à l'emprunt pour financer les investissements

Malgré la progression du niveau d'épargne, le recours à l'emprunt pour financer les dépenses d'équipement brut se poursuit. Le montant des emprunts est supérieur à celui des remboursements de dette, ce qui contribue à l'augmentation de l'encours de dette au 31 décembre (+ 4,1 %). Cependant, le poids relatif de la dette par rapport aux recettes de fonctionnement reste stable.

Les petites communes conservent en moyenne une marge de trésorerie importante. En 2007, la variation du fonds de roulement, résultat de la différence entre les recettes totales et les dépenses totales est positive.

## Evolution des budgets des communes de moins de 10 000 habitants (métropole)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007
	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ courants	€ constants*
Dépenses réelles totales	+ 2,3%	+ 1,8%	+ 3,4%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,8%	+ 5,0%	+ 2,4%
Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette	+ 2,3%	+ 1,7%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 3,7%	+ 2,5%	+ 4,9%	+ 2,4%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie) (I)	+ 2,3%	+ 5,6%	- 0,2%	+ 1,7%	+ 3,4%	+ 3,3%	+ 3,0%	+ 0,5%
Charges de personnel	+ 4,3%	+ 6,9%	+ 2,5%	+ 2,7%	+ 3,4%	+ 3,2%	+ 3,6%	+ 1,0%
Charges d'intérêts (IV)	+ 0,4%	- 6,8%	- 14,3%	- 16,1%	- 5,2%	+ 2,3%	+ 2,9%	+ 0,4%
Recettes réelles de fonctionnement (II)	+ 1,6%	+ 3,6%	+ 2,2%	+ 2,6%	+ 3,7%	+ 3,3%	+ 2,9%	+ 0,4%
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	+ 1,1%	+ 3,1%	+ 0,9%	+ 21,1%	+ 3,6%	+ 1,8%	+ 1,7%	- 0,8%
Produit des 4 taxes	- 1,7%	- 0,7%	+ 1,2%	+ 3,1%	+ 3,1%	+ 2,8%	+ 3,7%	+ 1,1%
Produit des 4 taxes (1)	n.d.	+ 9,9%	+ 9,7%	+ 5,1%	+ 3,9%	+ 3,1%	+ 3,7%	+ 1,1%
Épargne de gestion (III)=(II)-(I)	- 0,5%	- 4,2%	+ 6,7%	+ 2,3%	+ 3,5%	+ 3,2%	+ 2,6%	+ 0,1%
Épargne brute (V)=(III)-(IV)	- 0,7%	- 3,6%	+ 11,7%	+ 5,9%	+ 4,8%	+ 3,3%	+ 2,4%	- 0,1%
Épargne nette = (V)-(VI)	- 2,2%	- 7,8%	+ 25,2%	+ 12,0%	+ 8,2%	+ 12,5%	+ 5,3%	+ 2,7%
Dépenses réelles d'investissement (y c. travaux en régie)	+ 4,0%	- 2,5%	+ 9,6%	+ 6,4%	+ 4,2%	+ 2,0%	+ 8,0%	+ 5,4%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette	+ 3,7%	- 3,0%	+ 9,3%	+ 6,5%	+ 4,1%	+ 1,2%	+ 7,8%	+ 5,2%
Remboursements de dette	+ 0,7%	- 0,1%	+ 2,6%	- 0,2%	+ 1,5%	- 4,0%	- 0,1%	- 2,6%
Remboursements de dette hors gestion active de la dette (VI)	+ 1,1%	- 0,7%	+ 1,0%	- 0,3%	+ 0,9%	- 7,8%	- 1,7%	- 4,1%
Dépenses d'équipement brut	+ 1,5%	- 6,4%	+ 10,1%	+ 8,3%	+ 5,4%	+ 5,0%	+ 10,0%	+ 7,4%
Emprunts réalisés	- 8,0%	+ 1,0%	+ 13,9%	+ 4,3%	+ 6,4%	+ 6,0%	+ 6,8%	+ 4,2%
Emprunts réalisés hors gestion active de la dette	- 7,8%	+ 0,4%	+ 12,5%	+ 4,3%	+ 6,0%	+ 3,1%	+ 6,1%	+ 3,5%
Encours de la dette au 31/12	- 0,0%	- 0,4%	+ 1,2%	+ 1,8%	+ 2,5%	+ 2,9%	+ 4,1%	+ 1,6%
Annuité de la dette	+ 0,8%	- 1,9%	- 2,2%	- 4,4%	- 0,0%	- 2,4%	+ 0,8%	- 1,7%
Annuité de la dette hors gestion active de la dette	+ 1,0%	- 2,4%	- 3,4%	- 4,6%	- 0,4%	- 5,3%	- 0,4%	- 2,8%

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

(1) y compris les reversements de fiscalité des groupements à TPU

\*taux déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE « Comptes nationaux annuels » mise à jour du 15/05/2009).

N.B. : les évolutions sont calculées à champ constant (i. e. sur les communes présentes les années n et n-1).

**Volume des dépenses et recettes en 2007 (métropole)**

<i>En millions d'euros</i>						
Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
Communes de moins de 10 000 habitants	500	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	
Métropole	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>4 654</b>	<b>10 950</b>	<b>6 171</b>	<b>4 389</b>	<b>9 689</b>	<b>35 853</b>
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie	2 528	6 116	3 619	2 719	6 270	21 249
Dépenses réelles d'investissement y c. travaux en régie*	2 126	4 834	2 552	1 670	3 419	14 602
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie** (1)</b>	<b>2 439</b>	<b>5 844</b>	<b>3 456</b>	<b>2 597</b>	<b>6 006</b>	<b>20 339</b>
Charges à caractère général	808	1 897	1 107	787	1 732	6 330
Charges de personnel	869	2 634	1 727	1 369	3 331	9 930
Autres charges de gestion courante	707	1 217	591	415	891	3 820
Autres dépenses de gestion	61	123	54	50	104	392
(-travaux en régie)	-7	-27	-23	-23	-51	-132
<b>Recettes réelles de fonctionnement (2)</b>	<b>3 518</b>	<b>8 199</b>	<b>4 725</b>	<b>3 427</b>	<b>7 736</b>	<b>27 606</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>1 343</b>	<b>3 848</b>	<b>2 509</b>	<b>1 909</b>	<b>4 465</b>	<b>14 074</b>
dont produit 4 taxes (voté)	1 006	2 866	1 782	1 275	2 853	9 782
<b>Dotations et participations</b>	<b>1 366</b>	<b>2 792</b>	<b>1 471</b>	<b>1 022</b>	<b>2 194</b>	<b>8 846</b>
dont DGF versée	917	2 029	1 086	733	1 556	6 321
<b>Ventes de produits, prestations de service</b>	<b>256</b>	<b>483</b>	<b>264</b>	<b>197</b>	<b>439</b>	<b>1 638</b>
<b>Autres recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>552</b>	<b>1 076</b>	<b>482</b>	<b>300</b>	<b>638</b>	<b>3 048</b>
<i>Produit des 4 taxes et reversements de fiscalité</i>	1 077	3 368	2 230	1 692	3 898	12 264
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>						
<b>Épargne de gestion (3) = (2)-(1)</b>	<b>1 079</b>	<b>2 356</b>	<b>1 270</b>	<b>830</b>	<b>1 730</b>	<b>7 267</b>
Charges d'intérêts (4)	89	272	163	122	264	911
<b>Épargne brute (5) = (3)-(4)</b>	<b>990</b>	<b>2 083</b>	<b>1 106</b>	<b>708</b>	<b>1 467</b>	<b>6 357</b>
Remboursements de dette* (6)	287	768	441	306	656	2 458
<b>Épargne nette = (5)-(6)</b>	<b>703</b>	<b>1 315</b>	<b>665</b>	<b>402</b>	<b>810</b>	<b>3 898</b>
<b>Dépenses d'équipement brut</b>	<b>1 761</b>	<b>3 908</b>	<b>2 021</b>	<b>1 322</b>	<b>2 660</b>	<b>11 672</b>
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>1 235</b>	<b>2 812</b>	<b>1 428</b>	<b>960</b>	<b>1 915</b>	<b>8 350</b>
<b>Dotations et subventions d'investissement</b>	<b>767</b>	<b>1 497</b>	<b>721</b>	<b>454</b>	<b>858</b>	<b>4 297</b>
<b>Emprunts*</b>	<b>374</b>	<b>1 120</b>	<b>610</b>	<b>425</b>	<b>928</b>	<b>3 458</b>
<b>Autres recettes réelles d'investissement</b>	<b>93</b>	<b>195</b>	<b>97</b>	<b>80</b>	<b>129</b>	<b>595</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>	<b>2 174</b>	<b>6 569</b>	<b>3 931</b>	<b>2 908</b>	<b>6 341</b>	<b>21 923</b>
Annuité de la dette*	376	1 041	604	428	920	3 369

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion 2007 fournis par la DGFIP.

\* Hors gestion active de la dette

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts.

## Analyse d'ensemble des communes métropolitaines de moins de 10 000 habitants

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la France métropolitaine compte **35 672 communes** de moins de 10 000 habitants regroupant **31,0 millions d'habitants**, soit 51 % de la population métropolitaine (les chiffres retenus sont ceux du recensement de la population de 1999 y compris les recensements complémentaires le cas échéant pris en compte au 01/01/2007).

Ces communes gèrent en 2007 un **volume budgétaire de 35,9 milliards d'euros** et le montant des **recettes totales s'élève à 36,0 milliards d'euros**.

Le tableau suivant présente l'évolution, en euros courants et en euros constants, des recettes et des dépenses totales depuis 2001 :

<b>Evolutions</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007**</b>
<b>Recettes réelles totales*</b>	<b>1,8%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,9%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,2%</b>
En euros constants**	- 0,0%	0,4%	1,9%	1,1%	1,9%	0,2%	0,7%
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,7%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,6%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,9%</b>
En euros constants**	0,5%	- 0,5%	1,6%	1,9%	1,6%	0,1%	2,4%

\* Hors gestion active de la dette

\*\* taux déflatés par l'indice des prix du PIB (actualisés au 15/05/2009)

Les mouvements liés aux opérations de gestion active de la dette (1) ont été exclus de l'étude, car leur volume inégal selon les communes perturbe l'analyse des montants et des évolutions.

En 2007, les dépenses réelles totales (hors gestion active de la dette) réalisées par les communes de moins de 10 000 habitants de métropole sont **en progression de 4,9 % par rapport à 2006**. Compte tenu de la hausse des prix, la croissance en volume s'établit à 2,4 %. Ceci marque une rupture par rapport à 2006 où la stabilité prévalait.

Ce rythme de croissance est imputable à l'augmentation des dépenses de fonctionnement (+ 3,0 %) et à la forte progression des dépenses d'investissement (+ 7,8 %). En section de fonctionnement, les frais de personnel ont progressé de 3,6 % et les charges d'intérêts de 2,9 % tandis qu'en section d'investissement les dépenses d'investissement sont particulièrement dynamiques (+ 10,0 %) en cette année préélectorale pour les communes. Cette forte progression s'explique aussi par la mise en application des normes européennes plus contraignantes (assainissement, collecte des déchets...).

Le montant des ressources s'établit à un niveau légèrement supérieur à celui du total des dépenses, ce qui se traduit par une augmentation du fonds de roulement de 3 euros par habitant en 2007 (contre 21 euros par habitant en 2006).

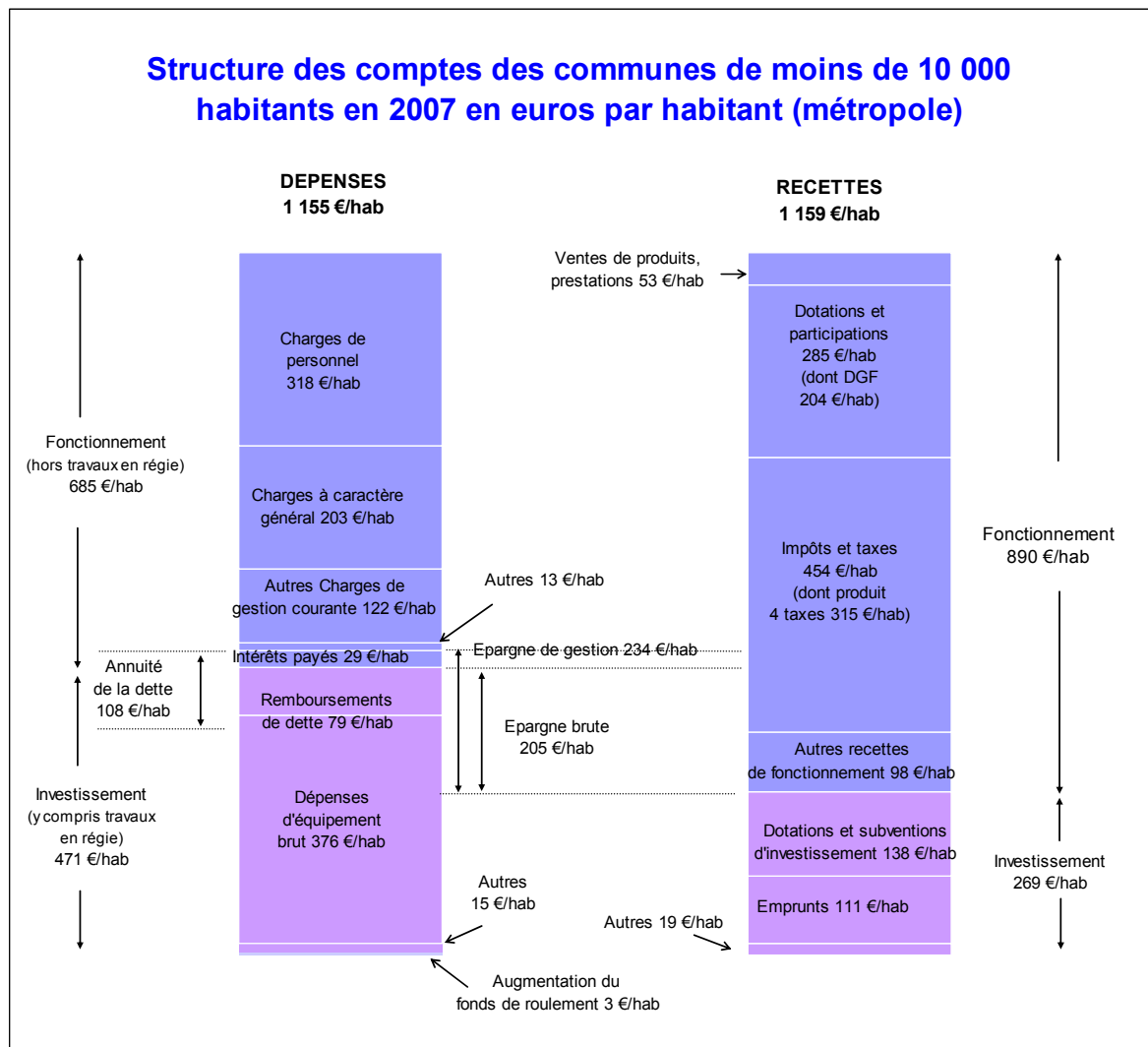
(1) Sont compris sous les termes de « gestion active de dette » ou encore « réaménagement de dette » :

- d'une part les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt, comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »

- d'autre part les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie : opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

N.B. : afin de ne pas affecter exagérément le sens de la moyenne, dans les montants en euros par habitant et par strate, il a été décidé d'exclure de l'analyse 1 commune métropolitaine de moins de 10 000 habitants dont la situation financière est exceptionnelle (niveau d'endettement particulièrement élevé).





Les dépenses réelles totales des communes de moins de 10 000 habitants sont constituées pour 59,3 % par les dépenses réelles de fonctionnement et pour 40,7 % par les dépenses réelles d'investissement.

## 1 – La progression des dépenses de fonctionnement se poursuit en 2007

Les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux d'investissement en régie s'élèvent à 21,2 milliards d'euros en 2007, soit 685 euros par habitant, et ont évolué depuis 2001 de la façon suivante :

### Evolution des dépenses de fonctionnement :

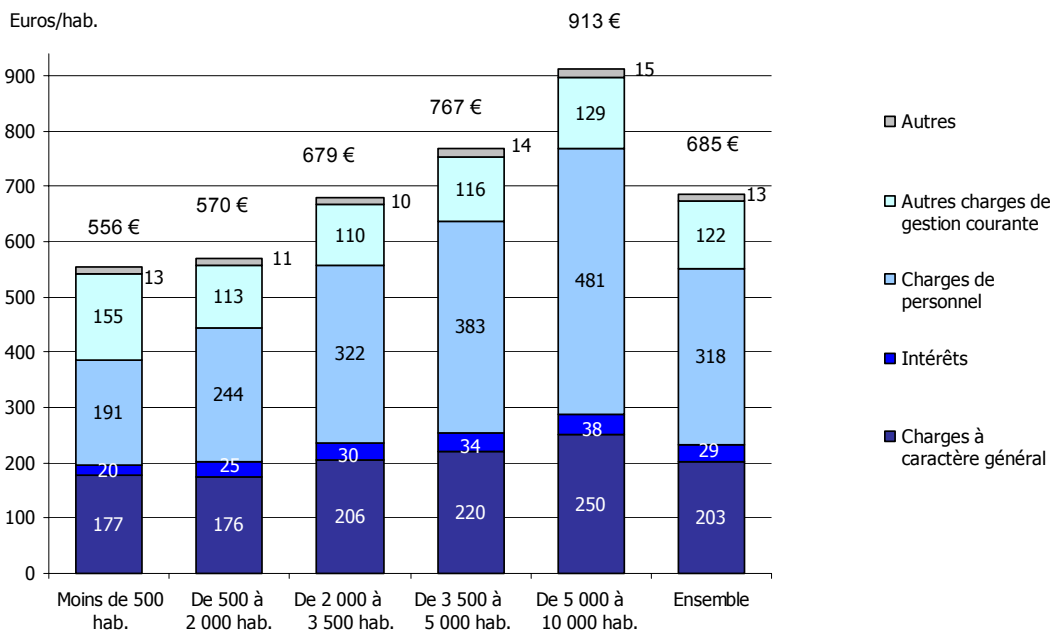
	2001	2002	2003	2004 (1)	2005 (1)	2006	2007
En euros courants	+ 2,3%	+ 5,6%	- 0,2%	+ 1,7%	+ 3,4%	+ 3,3%	+ 3,0%
En euros constants*	+ 0,5%	+ 3,2%	- 1,8%	+ 0,1%	+ 1,3%	+ 0,9%	+ 0,5%

\* taux déflatés par l'indice des prix du PIB.

(1) Les subventions d'équipement ont été réintégrées en opération d'investissement en 2004 et 2005, afin de préparer le changement de nomenclature intervenu le 1er janvier 2006.

Le niveau des dépenses de fonctionnement exprimé en euros par habitant augmente avec la taille des communes et atteint 913 euros par habitant pour les communes de 5 000 à moins de 10 000 habitants. Ceci est à mettre en rapport avec les services disponibles dans les communes plus importantes et les coûts nécessaires pour assurer ces services.

### Dépenses réelles de fonctionnement en euros par habitant



### La structure des dépenses de fonctionnement est la suivante :

. **46,4 % de « charges de personnel et frais assimilés »** (rémunérations, charges sociales et aussi les impôts, taxes et versements assimilés qui s'y rapportent et les prestations versées au personnel extérieur au service). Ce poste qui représente donc la plus grande part des dépenses courantes atteint 9,9 milliards d'euros, soit 318 euros par habitant en 2007 contre 306 euros par habitant en 2006.

. **29,6 % de « charges à caractère général »** qui regroupent les achats stockés ou non stockés (principalement fournitures diverses et petit équipement) et les prestations de services extérieurs (redevances, loyers, primes d'assurance, études et recherches ainsi que rémunérations d'intermédiaires, honoraires, publicité, publications, relations publiques, transports de biens et de personnel, déplacements, missions, réceptions et frais postaux et bancaires...). Elles s'élèvent à 6,3 milliards d'euros et représentent 203 euros par habitant en 2007 contre 199 euros par habitant en 2006.

. **17,9 % d'autres charges de gestion courante** qui se composent principalement des indemnités dues aux élus, des contingents et participations obligatoires et des subventions versées en fonctionnement. Ces charges atteignent 122 euros par habitant en 2007.

. **4,3 % d'intérêts payés.** Le niveau s'établit à 29 euros par habitant. Les charges d'intérêts ont augmenté de 2,9 % en 2007 après avoir augmenté de 2,3 % en 2006 suite à une diminution depuis plusieurs exercices. Cette inversion de tendance peut s'expliquer par des conditions moins favorables en matière d'emprunts dans un contexte général de hausse des taux. Rappelons que les taux d'intérêt avaient atteint un niveau plancher historiquement bas en 2005.

## 2 – La progression des recettes de fonctionnement se poursuit en 2007

Pour financer leurs dépenses, les communes disposent de recettes de fonctionnement qui s'établissent à 27,6 milliards d'euros en 2007. Elles passent de 866 euros par habitant en 2006 à 890 euros par habitant, traduisant ainsi **une augmentation de 2,9 %** par rapport à l'exercice précédent.

### Evolution des recettes réelles de fonctionnement depuis 2001 :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
En euros courants	+ 1,6%	+ 3,6%	+ 2,2%	+ 2,6%	+ 3,7%	+ 3,3%	+ 2,9%
En euros constants*	- 0,2%	+ 1,2%	+ 0,5%	+ 1,0%	+ 1,6%	+ 0,9%	+ 0,5%

\* taux déflatés par l'indice des prix du PIB.

### Les recettes de fonctionnement se décomposent de la façon suivante :

. **32,0 % de dotations et participations**, essentiellement constituées par les dotations de l'État. Elles atteignent 8,8 milliards d'euros en 2007, soit 285 euros par habitant contre 282 euros par habitant en 2006.

Rappelons que ce poste a été profondément réorganisé en 2004 avec la réforme des concours financiers de l'État. **En effet, la loi de finances pour 2004 a organisé la refonte de l'architecture des dotations de l'État** en augmentant considérablement le périmètre et donc le volume de la dotation globale de fonctionnement pour les collectivités territoriales en y intégrant des compensations fiscales et des dotations. La compensation de l'État au titre de la part salaires des bases de TP est ainsi incluse dans la DGF à partir de 2004.

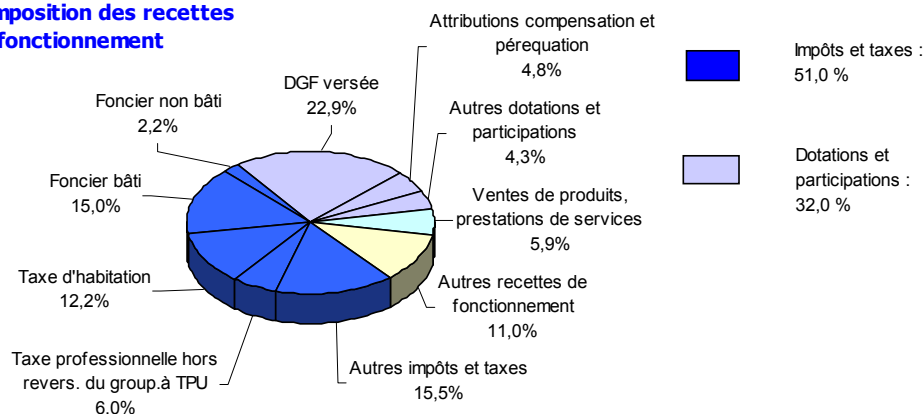
. **51,0 % d'impôts et taxes**. Ils comprennent le produit des 4 taxes directement perçues par les communes, les reversements de TP des groupements à TPU, les taxes pour utilisation des services publics et du domaine (taxe d'enlèvement des ordures ménagères, droits d'occupation des sols, de port, de quai, de stationnement...) et diverses taxes (taxes d'électricité, sur les pylônes, débits de boisson, taxe de séjour, droits de mutation).

Les impôts et taxes s'établissent ainsi à 454 euros par habitant en 2007 et sont constitués à 69,5 % par le produit des contributions directes, à 17,6 % par la fiscalité reversée par les groupements et à 12,9 % par les autres impôts et taxes (dont 1,0 % pour la TEOM). **En moyenne, ce poste de recettes enregistre une augmentation de 3,0 %.**

. **5,9 % de ventes de produits, prestations de services, marchandises**, soit 53 euros par habitant contre 50 euros par habitant en 2006.

. **11,0 % d'autres recettes de fonctionnement**, soit 98 euros par habitant contre 93 euros par habitant en 2006.

### Composition des recettes de fonctionnement



N.B. : les reversements de taxe professionnelle des groupements à TPU aux communes membres sont inclus dans les « autres impôts et taxes », ce qui explique la faible part de la taxe professionnelle dans le graphique ci-dessus.

## a – Les dotations de l'État

La **dotation globale de fonctionnement (DGF)** s'établit pour les communes de moins de 10 000 habitants à 6,3 milliards d'euros, soit 204 euros par habitant et enregistre une progression de 1,7 % en 2007.

Elle comprend deux parts :

- la dotation forfaitaire des communes qui intègre une dotation de base, une part proportionnelle à la superficie, une part « compensation » correspondant à l'ancienne compensation « part salaires » de la taxe professionnelle ainsi qu'à la compensation des baisses de dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP), et enfin un complément de garantie.
- la part péréquation qui, aux côtés de la dotation de solidarité urbaine (DSU), désormais appelée « dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale », et de la dotation de solidarité rurale (DSR), inclut la dotation nationale de péréquation (DNP) remplaçant l'ancien fonds national de péréquation (FNP).

La **dotation générale de décentralisation (DGD)** perçue par les communes de moins de 10 000 habitants au titre des transferts de compétence en matière d'urbanisme, d'hygiène et de santé, de bibliothèques municipales, s'élève à 18,9 millions d'euros en 2007.

Les **attributions de compensation et de péréquation fiscales** représentent 43 euros par habitant en 2007 comme en 2006, après avoir fortement augmenté en 2006. Leur montant s'établit à **1,3 milliard d'euros** en 2007.

Le **FSRIF** qui n'est pas une dotation de l'État, mais un mécanisme de solidarité, s'établit à 8,4 millions d'euros en 2007 et ne concerne que 22 communes de moins de 10 000 habitants (par comparaison, ce fonds s'élève à 175,0 millions d'euros pour les communes de plus de 10 000 habitants en 2007).

*Le fonds de solidarité au sein des communes de la région d'Ile-de-France (FSRIF) institue un mécanisme de solidarité financière entre ces communes fondé sur un prélèvement sur les ressources fiscales des communes les plus riches (potentiel fiscal par habitant élevé) au bénéfice des communes défavorisées.*

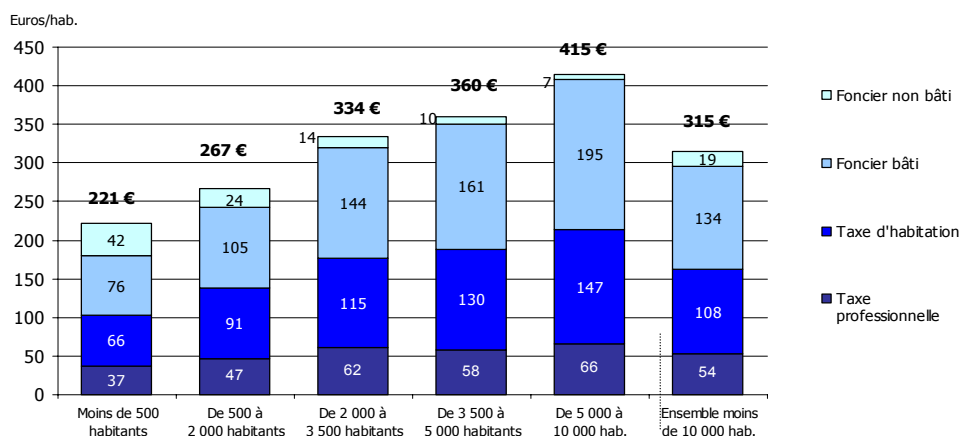
## b – Les produits de fiscalité

Le **produit des quatre taxes** directement perçu par les communes s'élève à 9,8 milliards d'euros pour les communes de moins de 10 000 habitants, **soit 315 euros par habitant** en moyenne et **enregistre une croissance de 3,7 %** en 2007.

Ce produit varie fortement d'une strate à l'autre : alors qu'il est de 213 euros par habitant pour les plus petites communes, il s'élève à 405 euros par habitant pour celles de plus de 5 000 habitants.

De plus, comme on peut le constater sur le graphique suivant, la répartition du produit entre les 4 taxes est très différente en moyenne selon la taille démographique. Ainsi, la taxe sur le foncier non bâti, qui constitue environ un cinquième de la recette des plus petites communes en moyenne, ne représente qu'une part marginale pour les plus grosses communes.

### Produit des quatre taxes en euros par habitant



**La fiscalité reversée par les groupements à TPU vers les communes membres** s'élève à 80 euros par habitant en moyenne contre 78 euros par habitant en 2006.

Globalement, les produits de fiscalité : **produit des quatre taxes** directement perçu par les communes **et fiscalité reversée** représentent 395 euros par habitant et augmentent de 3,7 % par rapport à 2006.

Avec le développement de l'intercommunalité, la fiscalité directe des communes devient de plus en plus difficile à analyser indépendamment de celle des groupements auxquels elles appartiennent. En 2007, le nombre de communes de moins de 10 000 habitants appartenant à un groupement à TPU a augmenté de 4,8 % (contre 5,2 % en 2006). Il convient donc d'étudier l'ensemble du secteur communal : communes et groupements.

Le **produit des quatre taxes encaissé sur le territoire communal** par la commune et le groupement atteint 487 euros par habitant en 2007 (contre 469 euros par habitant en 2006).

#### Fiscalité directe des communes de moins de 10 000 habitants et de leurs groupements en 2007

	Évolution des produits	Évolution des bases	Évolution des taux
Taxe d'habitation	+ 5,4 %	+ 4,7 %	+ 0,6 %
Taxe professionnelle	+ 4,4 %	+ 3,5 %	+ 0,9 %

### Le produit des quatre taxes directes locales est fonction de la richesse fiscale et de la pression fiscale.

#### La richesse fiscale

**La richesse fiscale** d'une commune est désormais mesurée à l'aide d'un indicateur de ressources plus large que la notion de potentiel fiscal (voir encadré ci-contre). Le **potentiel financier** prend en compte non seulement les ressources fiscales mais aussi certaines dotations versées par l'Etat.

Le potentiel financier des communes calculé sur les valeurs 2007 pour la répartition de la DGF 2008 s'élève à 702 euros par habitant pour les communes de moins de 10 000 habitants ; il n'atteint que 522 euros pour les communes de moins de 500 habitants et représente 887 euros pour celles de 5 000 à 10 000 habitants.

*Pour mémoire, le potentiel fiscal des communes de moins de 10 000 habitants utilisé dans le cadre de la répartition de la DGF s'élève à 562 euros par habitant. Il n'atteint que 380 euros pour les communes de moins de 500 habitants et représente 732 euros pour celles de 5 000 à 10 000 habitants (N.B. : la population utilisée dans ces calculs comprend les résidences secondaires, ce qui donne des montants en euros par habitant inférieurs à ceux du graphique suivant).*

*Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme des quatre produits :*

*Bases d'imposition communales 2007 x taux moyen national 2007*

*Les taux moyens nationaux 2007 sont :*

- foncier bâti	: 18,49 %
- foncier non bâti	: 44,51 %
- taxe d'habitation	: 14,44 %
- taxe professionnelle	: 15,76 %

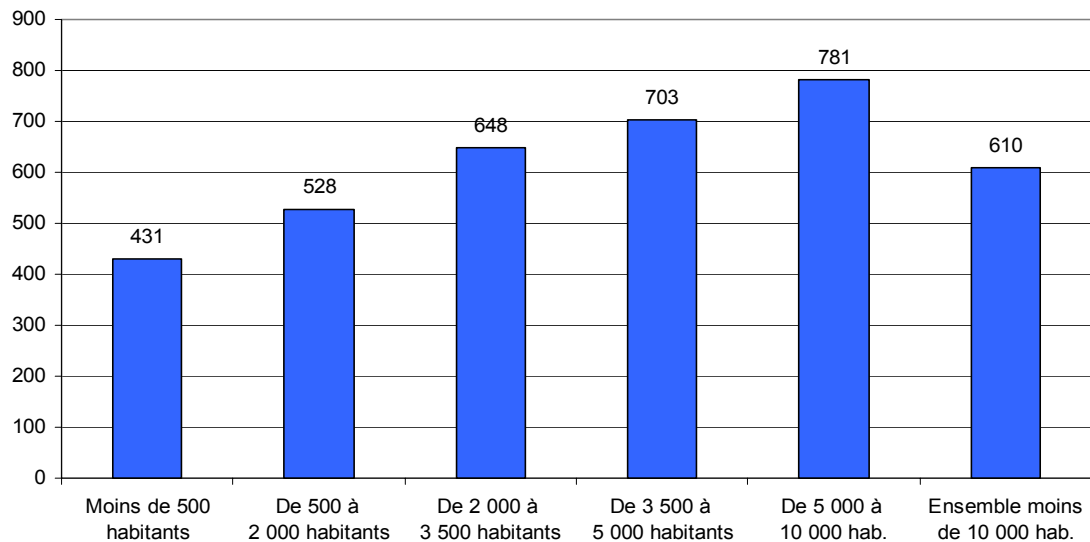
*Il s'agit des taux moyens nationaux du secteur communal (communes + groupements) calculés sur l'ensemble des communes toutes tailles confondues.*

*Le potentiel ainsi calculé sur l'exercice 2007 est celui utilisé pour les dotations 2008.*

*À ce total, s'ajoute, depuis 1999, la compensation versée au titre de la suppression de la part salaires des bases de taxe professionnelle.*

Dans le graphique ci-contre, on a utilisé la population totale au 01/01/2007 pour établir le montant en euros par habitant. Ce mode de calcul donne ainsi des montants par habitant plus élevés pour le potentiel fiscal que ceux cités précédemment.

### Potentiel fiscal en euros par habitant



## La pression fiscale : deux approches

1 - La pression fiscale globale peut être appréciée à partir du ratio :

produit des quatre taxes / potentiel fiscal \*

appelé « coefficient de mobilisation du potentiel fiscal » (CMPF) qui compare le produit effectivement encaissé par la commune au produit moyen théorique.

La pression fiscale est d'autant plus importante que ce ratio est élevé.

**\* le potentiel fiscal utilisé pour le calcul du CMPF ne comprend pas la compensation versée au titre de la suppression de la part salaires des bases de TP.**

**Depuis 2000, ce ratio n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un groupement à TPU.** Il s'établit à 65,7 % en moyenne pour les communes de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à un groupement à TPU. On note de fortes variations d'une strate à l'autre (54,3 % pour les plus petites communes et 77,4 % pour celles de plus de 5 000 habitants).

**- Pour les communes appartenant à un groupement à TPU, il est plus pertinent de calculer ce ratio en ne prenant en compte que la taxe d'habitation et les deux taxes foncières** pour lesquelles elles restent « maîtres » des taux.

Le rapport du produit 3 taxes et du potentiel fiscal 3 taxes s'établit à 77,0 % en moyenne pour l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants en 2007.

Ce ratio diffère de l'effort fiscal calculé pour la DGF qui ajoute entre autres au produit des 3 taxes, celui de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

*L'indicateur moyen de pression fiscale n'a aucune raison d'être égal à 100 : les bases utilisées dans le calcul du potentiel fiscal ne correspondent pas aux bases nettes d'imposition, et l'indicateur est calculé sur les seules communes de moins de 10 000 habitants (et non sur l'ensemble des communes).*

**- Avec le développement de l'intercommunalité, il est également intéressant de calculer un indicateur de pression fiscale « élargi » égal au rapport entre le produit fiscal encaissé sur le territoire communal par la commune et les groupements et le potentiel fiscal communal.** Il s'élève à 87,4 % en 2007.

**2 - L'analyse des taux d'imposition** permet d'évaluer la pression fiscale taxe par taxe. Les taux moyens d'imposition des trois principales taxes des communes de moins de 10 000 habitants de métropole s'établissent, de 2001 à 2007, de la façon suivante :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taxe d'habitation	10,0%	10,4%	10,7%	10,9%	11,0%	11,1 %	<b>11,2 %</b>
Taxe professionnelle	10,1%	10,2%	10,3%	10,3%	10,4%	10,3 %	<b>10,3 %</b>
Taxe foncier bâti	14,5%	15,0%	15,4%	15,7%	15,8%	16,0 %	<b>16,1 %</b>

Le taux de taxe d'habitation croît avec la taille démographique : de 8,1 % pour les communes de moins de 500 habitants à 13,3 % pour celles de 5 000 à 10 000 habitants.

Par comparaison le taux moyen de taxe d'habitation pour les communes de plus de 10 000 habitants de métropole est de 16,9 %.

### 3 – Un niveau d'épargne important

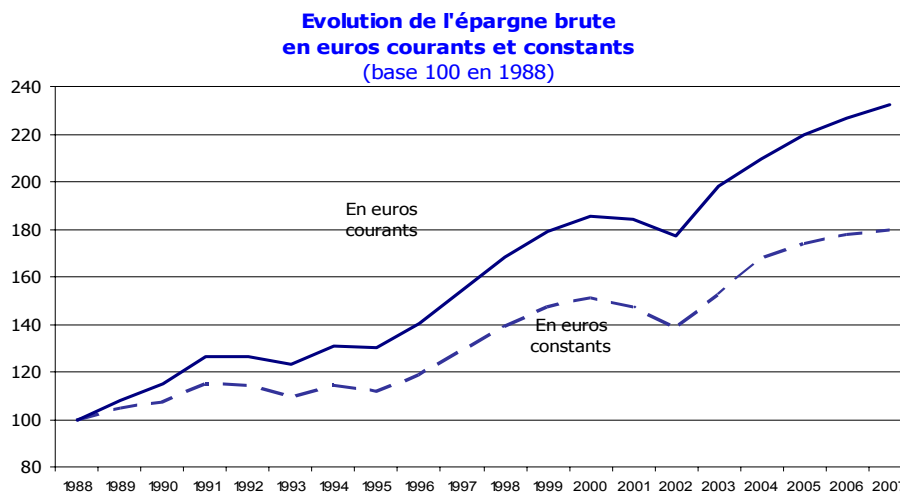
L'épargne de gestion est le résultat de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses de gestion. Elle permet de mesurer les marges de manœuvre des collectivités locales par rapport à leur fonctionnement courant avant la prise en charge des intérêts.

L'**épargne de gestion** pour les communes de moins de 10 000 habitants s'élève à 234 euros par habitant et **progressé de 2,6 %** en 2007 ce qui signifie une **amélioration du niveau d'épargne en 2007**.

L'**épargne brute**, qui est égale à l'épargne de gestion diminuée du montant des charges d'intérêts, représente **6,4 milliards d'euros** pour l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants, soit une moyenne de 205 euros par habitant.

En 2007, **l'épargne brute augmente de 2,4 %**. Cette nouvelle évolution poursuit le cycle d'amélioration du niveau d'épargne et de l'autofinancement pour les communes de moins de 10 000 habitants.

Notons que le niveau particulièrement élevé atteint par l'épargne brute est largement suffisant pour financer les remboursements de dette hors gestion active de la dette dont le montant s'élève à 2,5 milliards d'euros. Il permet aussi un financement de l'investissement direct en nette progression depuis 2003.



Le taux d'épargne reste stable par rapport à 2006 :

	2001	2002	2003	2004 (a)	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne brute (1)	21,7%	20,2%	21,7%	22,1%	22,8%	23,1%	23,1%	<b>23,0%</b>

(1) épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement

(a) taux calculé en réintégrant les subventions d'investissement en fonctionnement de façon à obtenir un taux comparable à celles des exercices précédents

et décroît avec la taille des communes :

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble
Taux d'épargne brute (1)	28,1%	25,4%	23,4%	20,7%	19,0%	23,0%
Taux d'épargne nette (2)	20,0%	16,1%	14,1%	11,8%	10,5%	14,1%

(2) épargne nette rapportée aux recettes réelles de fonctionnement

#### 4 – Progression dynamique de l'investissement direct

Les **dépenses réelles d'investissement** y compris les travaux en régie et hors gestion active de la dette s'élèvent à **14,6 milliards d'euros** soit 471 euros par habitant (contre 437 euros par habitant en 2006).

Leur forte progression illustre le cycle électoral en matière d'investissement : 2007 est une année préélectorale pour les communes. La croissance doit être attribuée au **dynamisme des dépenses d'équipement brut**. Les équipes en place intensifient leurs efforts afin d'achever les projets mis en place pendant leur mandature.

- **Les remboursements de dette**, d'un montant total de 2,5 milliards d'euros en 2007, soit 79 euros par habitant (contre 81 euros par habitant en 2006), sont en légère diminution.

- **Les dépenses d'équipement brut**, ou investissements directs, s'élèvent 11,7 milliards d'euros soit 376 euros par habitant et enregistrent ainsi une forte croissance : + 10,0 %.

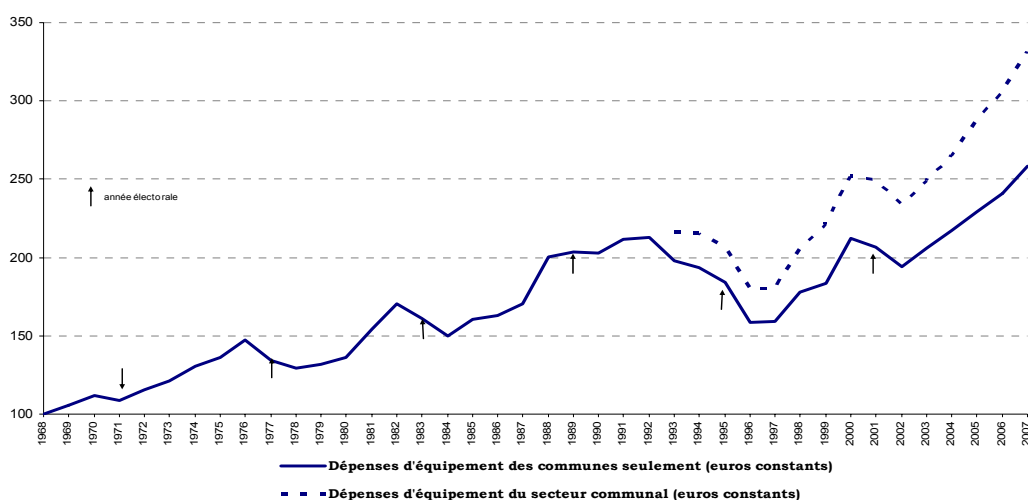
La progression des investissements directs communaux concerne l'ensemble des strates de population :

Exercice 2007	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble
Equipement brut (en € / hab.)	387	364	379	373	387	376
Evolution 2006/2007	+ 7,7%	+ 9,6%	+ 10,4%	+ 8,1%	+ 13,2%	+ 10,0%

Les dépenses d'investissement des petites communes sont relativement stables d'une strate de population à l'autre, contrairement aux dépenses de fonctionnement qui augmentent avec la taille des communes.

Ce sont toujours les petites communes qui restent les plus gros investisseurs avec 11,7 milliards d'euros de dépenses d'équipement brut. Pour information, les dépenses d'équipement brut dans les communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants (hors Paris) atteignent 9,5 milliards d'euros, soit 344 euros par habitant.

#### Dépenses d'équipement des communes et du secteur communal (communes + groupements à fiscalité propre) : base 100 en 1968



N.B. : dépenses d'équipement brut pour la totalité des communes (moins de 10 000 habitants et plus de 10 000 habitants)



**La poursuite de l'investissement direct communal illustre l'influence du cycle électoral : 2007 est à une année des échéances municipales, les efforts d'équipement ont tendance à augmenter en vue des élections. Elle est favorisée par le niveau élevé de l'épargne brute ainsi que par la mise en application des normes européennes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement. Elle est accentuée par l'effet de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics.**

## 5 – Poursuite du recours à l'emprunt pour financer l'investissement

**Les recettes réelles d'investissement progressent en 2007.** Elles s'établissent à 8,3 milliards d'euros soit 269 euros par habitant (contre 257 euros par habitant en 2006). Cette évolution résulte de la progression du recours à l'emprunt (+ 6,1 %) et de la croissance des subventions et participations reçues de (+ 4,5 %). Les autres recettes d'investissement ont, quant à elles, diminué de 3,3 %.

Les recettes de la section d'investissement comportent principalement des subventions, des participations reçues et des emprunts.

- **Les subventions et participations reçues** s'élèvent à 4,297 milliards d'euros et se composent :
  - d'une part, des subventions d'investissement : 2,716 milliards d'euros ;
  - d'autre part, des dotations : 1,581 milliard d'euros, qui comprennent le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) : 1,225 milliard d'euros (+ 13,0 % par rapport à 2005) ; Cette augmentation du FCTVA est la conséquence de la hausse de l'équipement des communes en 2005 (le FCTVA est calculé sur la base des dépenses réalisées deux ans auparavant).

**Ce poste affiche une progression de 4,5 %** en 2007, résultat de la hausse simultanée des dotations de 6,5 % et des subventions d'investissement reçues de 3,3 %.

- **Les emprunts s'établissent à 3,5 milliards d'euros**, soit 111 euros par habitant et augmentent de 6,1 % par rapport à 2007. Ils représentent 41,4 % des recettes réelles d'investissement.

## 6 – Progression de l'endettement des communes

En 2007, les communes de moins de 10 000 habitants affichent en moyenne une progression de leur endettement de 4,1 % en euros courants, ce qui correspond en euros constants à une augmentation de leur endettement de 1,6 %. Ce niveau de progression est inférieur à celui des dépenses réelles totales.

**L'encours de la dette communale s'élève à 21,9 milliards d'euros** au 31 décembre 2007, soit **706 euros par habitant**. Le niveau d'endettement augmente avec la strate démographique : de 477 euros pour les communes de moins de 500 habitants à 923 euros pour celles de 5 000 à 10 000 habitants.

Hors gestion active de la dette, le niveau atteint par le montant des emprunts (3,5 milliards d'euros) est supérieur à celui des remboursements de dette (2,5 milliards d'euros) ce qui entraîne une progression de l'encours de dette pour 2007.

- **La charge de l'endettement** peut être mesurée par **l'annuité de la dette payée** (intérêts payés + remboursements de dette). L'annuité hors réaménagement de dette atteint 3,4 milliards d'euros soit 109 euros par habitant, est atone par rapport à 2006. Cette quasi-stabilité (- 0,4 %) est le résultat de la forte diminution des remboursements de la dette (- 1,7 %) qui est contre-balançée par la hausse des charges d'intérêts (+ 2,9 %).

Le taux moyen d'intérêt des emprunts réalisés dans le passé peut être mesuré par le rapport « intérêts / dette en capital ». Ce taux moyen d'intérêt apparent est une valeur moyenne qui prend en compte le cumul d'emprunts d'anciennetés variables et de dates d'échéances variables, ce qui a pour conséquence un effet de lissage qui ne traduit les variations de sens qu'avec un certain retard.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux moyen d'intérêt	5,7%	5,4 %	4,9%	4,4%	4,1%	4,2%	<b>4,1%</b>

Ce rapport est stable sur la période « 2005-2007 » après avoir diminué depuis plusieurs années, principale conséquence de la baisse des taux d'intérêt et des procédures de réaménagement de la dette qui en découlaient. Ce constat est à mettre en parallèle avec le niveau particulièrement bas atteint en 2005.

Le taux d'endettement, obtenu en rapportant l'annuité de la dette aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à 12,2 % en 2007.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'endettement	16,1 %	15,8 %	15,0 %	14,2 %	13,6%	12,6%	12,2%

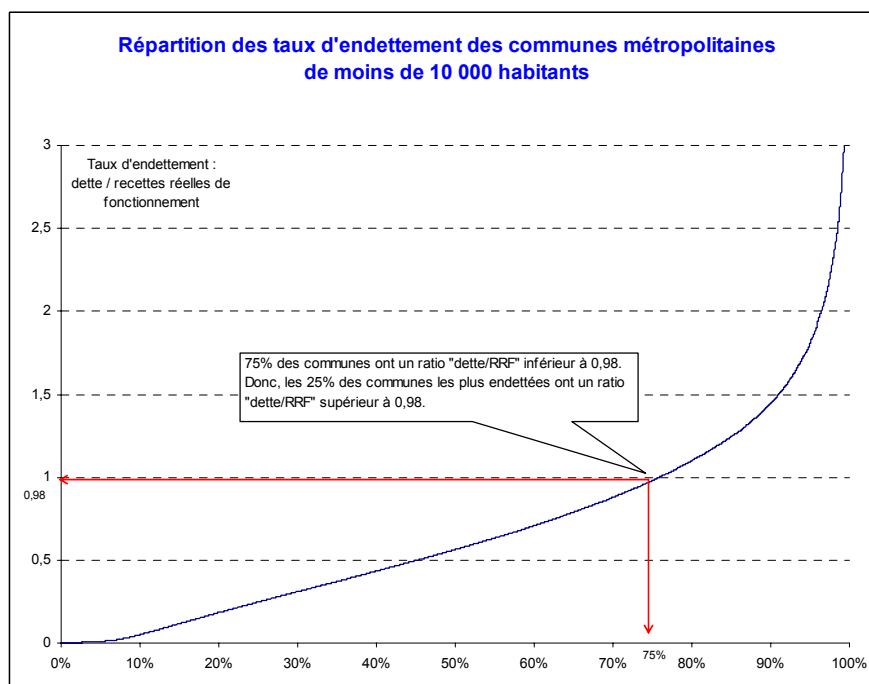
Ce taux a sensiblement diminué ces dernières années. La dette a moins progressé que les recettes réelles de fonctionnement, ceci est dû à des comportements plus prudents et une meilleure gestion active de la dette.

- Deux ratios permettent d'évaluer le poids relatif de l'encours de dette et de sa charge, la référence étant les recettes courantes (ces deux ratios font partie des onze ratios de l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales) :

- « la **marge d'autofinancement courant** » (MAC), exprimée en %, qui rapporte les dépenses de gestion augmentées de l'annuité de dette hors gestion active de dette aux recettes courantes : un ratio supérieur à 100 % exprime que la charge de la dette n'est pas totalement financée par les recettes de fonctionnement. Le ratio moyen s'établit à 85,9 % en 2007 (contre 86,1 % en 2006). Cela signifie qu'environ 14,1 % des recettes réelles de fonctionnement restent disponibles pour le financement des autres dépenses d'investissement et en particulier pour l'équipement.
- l'encours de la dette au 31 décembre représente 79 % des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2007.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Encours de dette / RRF	0,84	0,81	0,80	0,79	0,78	0,78	0,79

La moyenne cache de grandes disparités entre les communes. De nombreuses communes sont très peu endettées, ainsi 40 % des communes de moins de 10 000 habitants ont un ratio « dette / rrf » inférieur à 0,44. En revanche, pour 10 % de ces communes ce ratio est supérieur à 1,45 et 3,5 % d'entre elles sont dans une situation préoccupante avec un ratio supérieur à 2.



## 7 - Le fonds de roulement au 31 décembre 2007

Le fonds de roulement au 31 décembre 2007 s'élève à 9 518 millions d'euros, soit 96 jours de dépenses réelles. Il est en progression de 2,0 % par rapport au 31 décembre 2006.

Par comparaison, le fonds de roulement au 31 décembre des communes métropolitaines de 10 000 habitants et plus (hors Paris), représente 19 jours de dépenses réelles. Cette différence s'explique par le fait que les petites communes ne pratiquent pas le même type de gestion que les grosses collectivités.

La variation du fonds de roulement, calculée comme la différence entre les recettes et les dépenses totales, est toujours positive : + 102 millions (elle était de + 644 millions d'euros en 2006).

## Données financières par strate (Ensemble des communes de moins de 10 000 habitants de métropole au RP de 1999)

Montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble
<b>Dépenses réelles totales (DRT)</b>	<b>1 024</b>	<b>1 022</b>	<b>1 163</b>	<b>1 253</b>	<b>1 432</b>	<b>1 164</b>
Gestion active de la dette	1	2	5	14	22	8
<b>Dépenses réelles totales*</b>	<b>1 023</b>	<b>1 020</b>	<b>1 158</b>	<b>1 239</b>	<b>1 411</b>	<b>1 155</b>
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie (a)	556	570	679	767	913	685
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie	468	453	484	485	520	479
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie*	467	450	479	471	498	471
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie**(I)</b>	<b>536</b>	<b>544</b>	<b>648</b>	<b>733</b>	<b>874</b>	<b>656</b>
Charges à caractère général	177	176	206	220	250	203
Charges de personnel	191	244	322	383	481	318
Autres charges de gestion courante	155	113	110	116	129	122
Autres dépenses de gestion	15	14	14	20	22	17
(- travaux en régie)	-2	-3	-4	-7	-7	-4
<b>Recettes réelles de fonctionnement (II) (a)</b>	<b>773</b>	<b>764</b>	<b>886</b>	<b>967</b>	<b>1 126</b>	<b>890</b>
Impôts et taxes	295	358	471	539	650	454
dont produit 4 taxes (voté)	221	267	334	360	415	315
dont produit 4 taxes y c. reversements de TP du groupement	237	314	418	478	567	395
Dotations et participations	300	260	276	288	319	285
dont DGF versée	202	189	204	207	226	204
Ventes de produits, prestations de services	56	45	49	56	64	53
Autres recettes de fonctionnement	121	100	90	85	93	98
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>						
<b>Épargne de gestion (III) = (II) - (I)</b>	<b>237</b>	<b>219</b>	<b>238</b>	<b>234</b>	<b>252</b>	<b>234</b>
Intérêts (IV)	20	25	30	34	38	29
<b>Épargne brute (V) = (III) - (IV)</b>	<b>218</b>	<b>194</b>	<b>208</b>	<b>200</b>	<b>214</b>	<b>205</b>
Remboursements de dette* (VI)	63	72	83	86	96	79
<b>Épargne nette = (V) - (VI)</b>	<b>155</b>	<b>123</b>	<b>125</b>	<b>114</b>	<b>118</b>	<b>126</b>
<b>Dépenses d'équipement brut (a)</b>	<b>387</b>	<b>364</b>	<b>379</b>	<b>373</b>	<b>387</b>	<b>376</b>
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>271</b>	<b>262</b>	<b>268</b>	<b>271</b>	<b>279</b>	<b>269</b>
Dotations et subventions d'investissement	169	139	135	128	125	138
Emprunts* (VII)	82	104	114	120	135	111
Autres recettes d'investissement	21	18	18	23	19	19
<b>Encours de dette au 31/12 (a)</b>	<b>477</b>	<b>612</b>	<b>737</b>	<b>821</b>	<b>923</b>	<b>706</b>
Annuité de la dette*	83	97	113	121	134	109
Variation nette de l'endettement = (VII) - (VI)	19	33	32	34	40	32

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

**(a) Ratios de l'article L. 2313-1 du CGCT**

\* Hors gestion active de la dette

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts.

Voir annexe 3 pour la comparaison avec les communes de plus de 10 000 habitants de métropole.

## Données financières par strate (Ensemble des communes de moins de 10 000 habitants de métropole)

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble
<b>structure de fonctionnement</b>						
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) y c. TR (€/hab.)</b>	<b>557</b>	<b>572</b>	<b>683</b>	<b>774</b>	<b>920</b>	<b>689</b>
Charges à caractère général / DRF	31,9%	30,9%	30,4%	28,7%	27,4%	29,6%
Charges de personnel / DRF (a)	34,3%	42,9%	47,4%	49,9%	52,7%	46,4%
Charges d'intérêts / DRF	3,5%	4,4%	4,5%	4,4%	4,2%	4,3%
Autres dépenses de fonctionnement / DRF	30,3%	21,8%	17,7%	16,9%	15,7%	19,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement (RRF) (€/hab.)</b>	<b>773</b>	<b>764</b>	<b>886</b>	<b>967</b>	<b>1126</b>	<b>890</b>
Impôts et taxes / RRF	38,2%	46,9%	53,1%	55,7%	57,7%	51,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté) / RRF</i>	28,6%	34,9%	37,7%	37,2%	36,9%	35,4%
<i>dont reversements de fiscalité</i>	2,0%	6,1%	9,5%	12,2%	13,5%	9,0%
Dotations et participations / RRF	38,8%	34,1%	31,1%	29,8%	28,4%	32,0%
<i>dont DGF / RRF</i>	26,1%	24,7%	23,0%	21,4%	20,1%	22,9%
Ventes de produits, prestations de services / RRF	7,3%	5,9%	5,6%	5,7%	5,7%	5,9%
Autres recettes de fonctionnement / RRF	15,7%	13,1%	10,2%	8,8%	8,2%	11,0%
<b>Richesse et pression fiscale</b>						
<b>Produit communal des 4 taxes** (€/hab.)</b>	<b>221</b>	<b>267</b>	<b>334</b>	<b>360</b>	<b>415</b>	<b>315</b>
Produit 4 taxes commune et groupement** (€/hab.)	308	389	516	591	682	487
Part communale dans le total produit 4 taxes	71,9%	68,5%	64,8%	60,9%	60,9%	64,7%
Potentiel fiscal (/ pop DGF) (b)	380	486	600	656	732	562
Potentiel financier (/ pop DGF)	523	616	737	799	887	702
Taux d'imposition de la taxe d'habitation	8,08%	10,06%	11,41%	12,37%	13,28%	11,16%
Taux d'imposition de la taxe professionnelle	8,76%	9,16%	10,45%	10,94%	12,17%	10,26%
CMPF (a) (produit des 4 taxes / potentiel fiscal corrigé (b)) (c)	54,3%	61,4%	69,6%	71,7%	77,4%	65,7%
CMPF élargi (a) (produit des 4 taxes com. et group. / PF corrigé (b))	73,6%	78,8%	87,8%	93,7%	99,2%	87,4%
Effort fiscal (produit des 3 taxes / potentiel fiscal des 3 taxes) (a)	59,5%	70,0%	78,7%	84,3%	90,4%	77,0%
<b>Effort d'équipement et financement</b>						
<b>Dépenses réelles d'investissement y c. TR (DRI)* (en €/hab.)</b>	<b>467</b>	<b>450</b>	<b>479</b>	<b>471</b>	<b>498</b>	<b>471</b>
Remboursements de dette* / DRI	13,5%	15,9%	17,3%	18,3%	19,2%	16,8%
Dépenses d'équipement brut / DRI	82,8%	80,9%	79,2%	79,2%	77,8%	79,9%
Taux d'équipement (équipement brut / RRF) (a)	50,1%	47,7%	42,8%	38,6%	34,4%	42,3%
Épargne nette / équipement brut	39,9%	33,7%	33,0%	30,5%	30,5%	33,4%
Dotations et subventions d'investissement / équipement brut	43,5%	38,3%	35,7%	34,4%	32,2%	36,8%
Emprunts* / équipement brut	21,3%	28,7%	30,2%	32,2%	34,9%	29,6%
<b>Charge de la dette, marge de manœuvre et fonds de roulement</b>						
<b>Encours de dette (en €/hab)</b>	<b>477</b>	<b>612</b>	<b>737</b>	<b>821</b>	<b>923</b>	<b>706</b>
Taux d'épargne (épargne brute / RRF)	28,1%	25,4%	23,4%	20,7%	19,0%	23,0%
Dette au 31/12 / RRF (a)	0,62	0,80	0,83	0,85	0,82	0,79
Annuité de la dette* / RRF	10,7%	12,7%	12,8%	12,5%	11,9%	12,2%
MAC (DRF hors TR et remboursements* de dette / RRF) (a)	80,0	83,9	85,9	88,2	89,5	85,9
Produit des 4 taxes (voté) / RRT*	21,2%	26,0%	29,0%	29,1%	29,6%	27,2%
Taux d'intérêt moyen de la dette (intérêts / dette au 31/12)	4,1%	4,1%	4,2%	4,2%	4,2%	4,2%
Fonds de roulement au 01/01 / DRT* en jours	194	111	84	63	50	95

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

### (a) Ratios de l'article L. 2313-1 du CGCT

(b) à partir de 1999 le potentiel fiscal utilisé pour la DGF prend en compte la compensation versée au titre de la suppression de la part salaires des bases de TP. Le potentiel fiscal retenu pour les calculs des CMPF et CMPF élargi est calculé sans l'ajout de cette compensation.

(c) ce ratio n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un groupement à TPU.

\* hors gestion active de la dette      \*\* produits votés lors de l'élaboration des budgets primitifs

CMPF : coefficient de mobilisation du potentiel fiscal ; PF : potentiel fiscal

DRI : dépenses réelles d'investissement ; DRT : dépenses réelles totales ; RRT : recettes réelles totales

MAC : marge d'autofinancement courant ; TR : travaux en régie.

## Evolution des données budgétaires 2006-2007 par strate de population (Communes de moins de 10 000 habitants de métropole)

<b>Evolutions en %</b> calculées sur les montants par habitants en euros courants	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	<b>Ensemble</b>
<b>Dépenses réelles totales</b>	4,4	4,8	5,4	4,3	5,6	<b>5,0</b>
Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette	4,4	4,7	5,4	4,2	5,4	<b>4,9</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	3,0	3,0	3,0	2,9	3,0	<b>3,0</b>
Dépenses de gestion (1)	2,8	2,8	2,9	3,1	3,1	<b>3,0</b>
Charges à caractère général	2,1	1,4	1,5	0,9	1,6	<b>1,5</b>
Charges de personnel	3,4	3,4	3,6	3,7	3,6	<b>3,6</b>
Autres charges de gestion courante	2,0	1,6	1,7	0,2	0,5	<b>1,2</b>
Charges d'intérêts	6,2	6,6	3,2	-1,0	-0,2	<b>2,9</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	4,2	3,3	2,2	2,5	2,4	<b>2,9</b>
Produit des services, du domaine	11,1	6,7	6,6	5,2	3,5	<b>6,3</b>
Impôts et taxes	3,7	3,3	3,0	2,7	2,7	<b>3,0</b>
dont produit des 4 taxes (voté)	3,3	3,5	3,8	3,5	4,0	<b>3,7</b>
dont produit des 4 taxes et reversements de fiscalité	3,5	3,8	3,7	2,7	4,0	<b>3,7</b>
Dotations et participations	2,4	0,8	0,6	1,1	0,9	<b>1,1</b>
dont DGF versée	2,1	1,7	1,6	1,9	1,4	<b>1,7</b>
dont attribution de compensation	2,8	-2,4	-1,4	-3,1	-1,5	<b>-1,2</b>
Autres recettes de fonctionnement	6,8	8,5	1,2	4,2	5,1	<b>5,8</b>
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>						
Epargne de gestion	7,2	4,4	0,3	0,6	0,1	<b>2,6</b>
Epargne brute	7,3	4,0	-0,2	0,7	0,0	<b>2,4</b>
Epargne nette	11,5	8,8	1,1	0,7	0,7	<b>5,3</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement (2)</b>	6,2	7,1	8,9	6,5	10,5	<b>8,0</b>
Dépenses réelles d'investissement (2) hors gestion active de la dette	6,1	7,0	9,0	6,3	10,1	<b>7,8</b>
Remboursements de dette	-1,6	-2,3	-1,9	2,5	2,5	<b>-0,1</b>
Remboursements hors gestion active de la dette	-1,9	-3,3	-2,0	0,7	-0,8	<b>-1,7</b>
Dépenses d'équipement brut	7,7	9,6	10,4	8,1	13,2	<b>10,0</b>
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	-2,7	2,4	7,4	6,6	10,9	<b>4,9</b>
Recettes réelles d'investissement hors gestion active de la dette	-2,7	2,2	7,6	6,2	10,3	<b>4,5</b>
Dotations et subventions d'investissement	1,6	2,5	5,5	8,7	7,7	<b>4,5</b>
Emprunts	-6,3	4,6	7,5	7,8	14,0	<b>6,8</b>
Emprunts hors gestion active de la dette	-6,5	4,0	7,9	7,1	13,0	<b>6,1</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>	4,2	4,9	3,4	3,5	3,9	<b>4,1</b>
Annuité de la dette	0,2	-0,1	-0,4	1,8	2,0	<b>0,8</b>
Annuité de la dette hors gestion active de la dette	0,0	-0,8	-0,5	0,5	-0,4	<b>-0,4</b>

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

(1) hors travaux en régie

(2) y compris travaux en régie

## Analyse d'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants des départements d'outre-mer

**Les finances des communes des départements d'outre-mer présentent des caractéristiques spécifiques et différentes de celles de métropole. De plus, elles présentent entre elles des divergences, surtout en ce qui concerne leur situation financière.**

Les résultats présentés dans cette analyse concernent les 65 communes des départements d'outre-mer de moins de 10 000 habitants au recensement général de la population de 1999, y compris les recensements complémentaires pris en compte au 01/01/2007. L'ancienne commune de Saint-Barthélemy, qui a le statut de collectivité d'outre-mer depuis juillet 2007 a été exclue du champ d'étude.

Pour ces 65 communes, qui regroupent 273 702 habitants au 01/01/2007, **les dépenses totales** hors gestion active de la dette s'élèvent à 446,6 millions d'euros en 2007, soit 1 632 euros en moyenne par habitant. Le niveau des dépenses totales en euros par habitant reste supérieur à celui des communes de métropole (1 155 euros). Ces dépenses enregistrent une progression de 4,9 % par rapport à 2006.

Les communes des départements d'outre-mer enregistrent **un niveau de dépenses de fonctionnement** largement supérieur à celui des communes de métropole, soit 1 169 euros par habitant contre 685 euros. Elles sont constituées pour une part importante de frais de personnel : 59,0 % contre 46,4 % en métropole.

**Les recettes réelles de fonctionnement** s'élèvent à 1 272 euros par habitant en moyenne. Le produit des 4 taxes directement perçues par les communes ne s'élève qu'à 188 euros par habitant en moyenne et ne représente que 14,8 % des recettes de fonctionnement. Les versements de fiscalité des groupements à TPU vers les communes membres s'établissent à 13 euros par habitant. Les communes des départements d'outre-mer se caractérisent par **une fiscalité indirecte très importante** (environ la moitié des recettes de fonctionnement). Les impôts et taxes spécifiques à l'outre-mer représentent 554 euros par habitant, ils comprennent l'octroi de mer pour un montant de 452 euros par habitant ainsi que des taxes sur le tabac, les rhums et les carburants.

**Le niveau de l'épargne brute** augmente fortement et s'établit à 103 euros par habitant en 2007. Le taux d'épargne atteint 8,1 %.

**Les dépenses réelles d'investissement** représentent 463 euros par habitant. Les dépenses d'équipement brut augmentent de manière conséquente (+ 7,5 %) mais moins fortement qu'en métropole (+ 10,0 %). L'effort d'équipement relatif (dépenses d'équipement brut rapportées aux recettes de fonctionnement) s'établit à 32,5 % en 2007 alors qu'il est de 42,3 % pour les communes métropolitaines.

**L'encours de la dette** au 31 décembre 2007 représente 427 euros par habitant et augmente de façon conséquente (+ 7,2 %). Il reste nettement inférieur à celui des communes de métropole (706 euros par habitant).

La charge de la dette mesurée par l'annuité versée diminue fortement et s'élève à 63 euros par habitant en 2007. Elle représente 4,9 % des recettes de fonctionnement.

Montants en euros par habitant	2006	2007	Evolution des montants par hab. (1)
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 556</b>	<b>1 632</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie</b>	<b>1 103</b>	<b>1 169</b>	<b>+ 6,0%</b>
Charges de personnel	658	690	+ 4,8%
Charges d'intérêts	18	18	+ 3,3%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 197</b>	<b>1 272</b>	<b>+ 6,2%</b>
Impôts et taxes	780	815	+ 4,4%
Dotations et participations	314	328	+ 4,4%
<b>Dépenses réelles d'investissement* y c. travaux en régie</b>	<b>453</b>	<b>463</b>	<b>+ 2,2%</b>
Dépenses d'équipement brut	384	413	+ 7,5%
Emprunts*	90	78	- 12,8%
<b>Dette au 31/12</b>	<b>398</b>	<b>427</b>	<b>+ 7,2%</b>

Source : analyses et traitements par la DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

\* hors gestion active de la dette. (1) à champ constant 2006-2007

## Influence de l'intercommunalité

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, le nombre de groupements à fiscalité propre a fortement augmenté. On en dénombre 2 588 au 1<sup>er</sup> janvier 2007. A cette date, près de 9 communes de moins de 10 000 habitants sur 10 (91,2 %) appartiennent à un groupement. Cette proportion était de 13 % en 1999, 73,3 % en 2002 et 88,9 % en 2005.

La taxe professionnelle unique (TPU) concerne de plus en plus de communes : 42,3 % des communes de moins de 10 000 habitants regroupant plus de la moitié (59,4 %) de la population ont opté pour ce régime fiscal en 2007. Certaines communautés de communes ont changé de régime fiscal pour adopter la TPU. Les communes sont d'autant plus souvent membres d'un groupement à TPU qu'elles sont peuplées. En effet, les petites communes appartiennent plus fréquemment que les autres à une communauté de communes à 4 taxes.

Après l'extension de la couverture du territoire par l'intercommunalité initiée au début des années 2000, et qui avait profondément modifié le paysage local et affecté le budget des communes membres d'un groupement à fiscalité propre, 2007 est surtout marquée par une montée en puissance des structures existantes. Peu à peu elles prennent le relais des communes : un certain nombre de charges de fonctionnement deviennent mutualisées et de nombreux investissements sont pensés à l'échelon intercommunal. Les groupements de communes prennent de plus en plus le relais pour des investissements mutualisés structurants en matière de développement et d'aménagement économique, d'assainissement et de déchets, et dans le domaine des transports.

Pour une évaluation chiffrée de la part de l'intercommunalité sur quelques postes importants de dépenses des communes, le lecteur pourra consulter le Bulletin d'informations statistiques n°67 sur le secteur communal (communes et groupements à fiscalité propre) ainsi que le guide des finances des groupements à fiscalité propre en 2007.

### Répartition des communes de moins de 10 000 habitants de France (métropole et DOM) appartenant à un groupement à fiscalité propre au 01/01/2007

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	<b>Ensemble</b>
Nombre de communes appartenant à :						
- une CU à 4T (3)*	5	9	5	3	5	<b>27</b>
- une CC à 4T (1 388)*	11 964	4 494	593	198	188	<b>17 437</b>
- un SAN (5)*	0	3	3	3	9	<b>18</b>
- une CA ou CU à TPU (180)*	432	1 140	453	268	434	<b>2 727</b>
- une CC à TPU (1 012)*	6 265	4 642	838	336	304	<b>12 385</b>
<b>Total (2 588)</b>	<b>18 666</b>	<b>10 288</b>	<b>1 892</b>	<b>808</b>	<b>940</b>	<b>32 594</b>
Pourcentage de communes appartenant à :						
- un groupement à 4T (1 391)*	57,8%	40,6%	29,3%	23,4%	18,9%	<b>48,9%</b>
- un groupement à TPU (1 197)*	32,3%	52,2%	63,5%	70,6%	73,1%	<b>42,3%</b>
<b>Total</b>	<b>90,1%</b>	<b>92,7%</b>	<b>92,8%</b>	<b>94,0%</b>	<b>92,0%</b>	<b>91,2%</b>
<i>Rappel : total en 2006</i>	<i>88,7%</i>	<i>91,4%</i>	<i>91,5%</i>	<i>92,9%</i>	<i>90,9%</i>	<i>89,9%</i>
Pourcentage de la population appartenant à :						
- un groupement à 4T (1 391)*	55,0%	38,3%	29,0%	23,5%	18,9%	<b>33,1%</b>
- un groupement à TPU (1 197)*	35,9%	54,5%	63,7%	70,2%	73,1%	<b>59,4%</b>
<b>Total</b>	<b>91,0%</b>	<b>92,8%</b>	<b>92,7%</b>	<b>93,7%</b>	<b>92,1%</b>	<b>92,5%</b>

\* entre parenthèses figure le nombre total de groupements à fiscalité propre au 01/01/2007.

**4T** : 4 taxes ; **TPU** : taxe professionnelle unique ;

**CU** : communauté urbaine ; **CA** : communauté d'agglomération ;

**CC** : communauté de communes ; **SAN** : syndicat d'agglomération nouvelle.



## Dispersion par rapport à la moyenne pour les communes de métropole

Une même moyenne peut être le résultat obtenu à partir de valeurs très éloignées les unes des autres, ou au contraire très proches. Il est donc intéressant d'évaluer pour les principaux ratios leur dispersion autour de la moyenne.

À cette fin, le tableau ci-après fournit, pour un certain nombre de ratios, les éléments suivants :

- un rappel de la moyenne des communes de moins de 10 000 habitants de métropole ;
- le coefficient de variation du ratio (rapport de l'écart-type à la moyenne), considéré comme un indice de dispersion relative et dont la valeur est d'autant plus élevée que les observations sont plus éloignées les unes des autres ;
- les seuils au dessous desquels se situent 10 % (1<sup>er</sup> décile), 25 % (1<sup>er</sup> quartile), 50 % (médiane), 75 % (3<sup>ème</sup> quartile), et 90 % (9<sup>ème</sup> décile) des communes métropolitaines.

en euros par habitant	Moyenne	Coefficient					
		de variation	1er décile	1er quartile	Médiane	3ème quartile	9ème décile
Dépenses réelles totales* / population	<b>1 155</b>	1,016	503	649	876	1 231	1 794
Dépenses réelles de fonctionnement (hors TR) / population	<b>685</b>	0,925	340	415	518	663	888
Dépenses de personnel / population	<b>318</b>	0,798	81	128	195	277	386
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population	<b>890</b>	1,001	464	561	696	901	1 229
Produit des 4 taxes / population	<b>315</b>	1,542	103	148	204	276	387
Dépenses d'équipement brut / population	<b>376</b>	1,584	44	111	246	487	893
Encours de la dette au 31/12 / population	<b>706</b>	2,089	37	167	397	740	1 210

\* hors gestion active de la dette

TR : travaux en régie

Les ratios retenus présentent d'une part le niveau en euros par habitant des dépenses totales, du fonctionnement, de l'investissement direct et de l'endettement.

D'une manière générale, la dispersion est élevée pour l'ensemble des ratios.

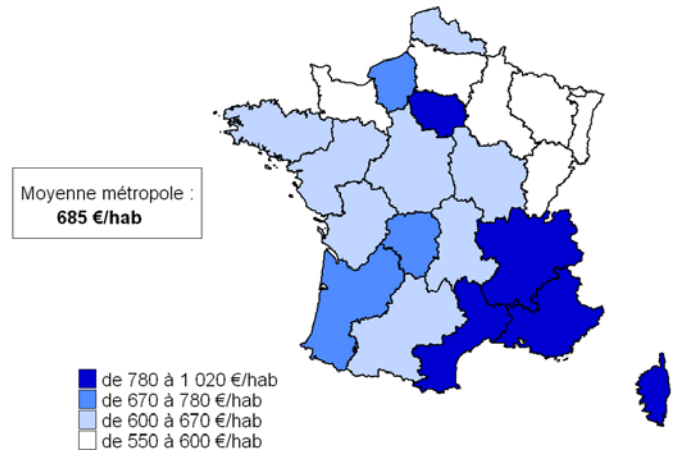
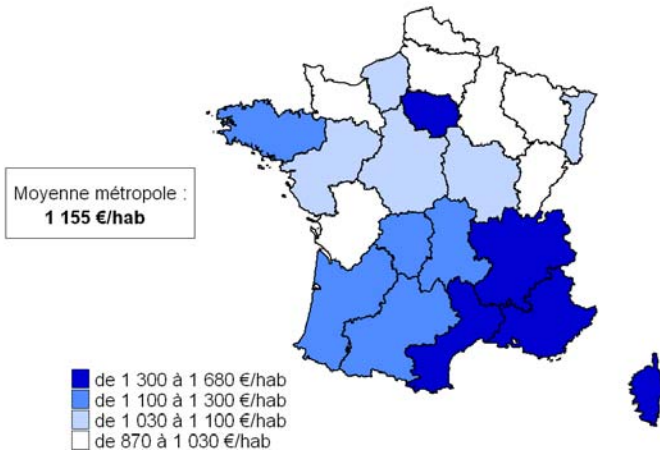
Pour les ratios par habitant, la moyenne nationale calculée sur l'ensemble des communes métropolitaines de moins de 10 000 habitants s'établit à un niveau plus élevé que celui de la valeur médiane correspondante. Ceci s'explique par le poids des communes à forte population et leur volume budgétaire important par habitant.

## Représentations régionales

La diversité des situations locales peut se traduire par d'importantes disparités géographiques. Les cartes suivantes permettent de voir si dans leur ensemble les communes de moins de 10 000 habitants d'une région se distinguent de celles, toujours prises ensemble, des autres régions. Ainsi, en matière de dépenses réelles totales, les communes des régions du grand Sud-Est se distinguent des communes situées dans les régions du Nord-Est.

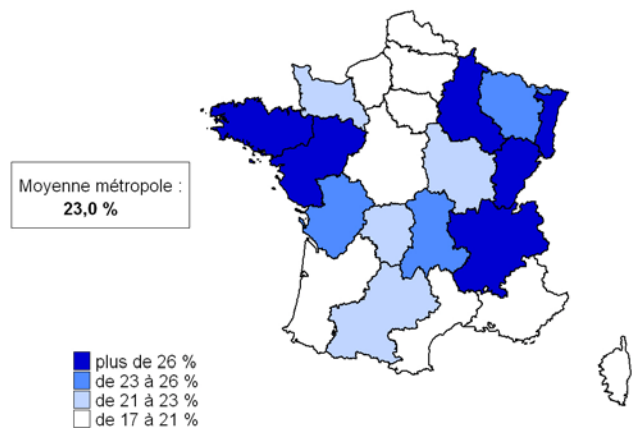
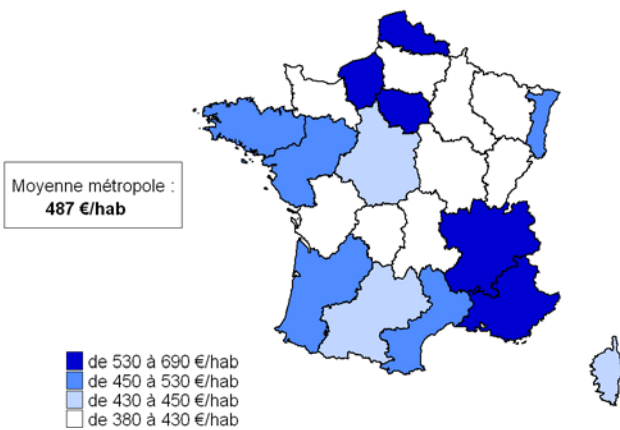
### Dépenses réelles totales (hors gestion active de la dette)

### Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie)



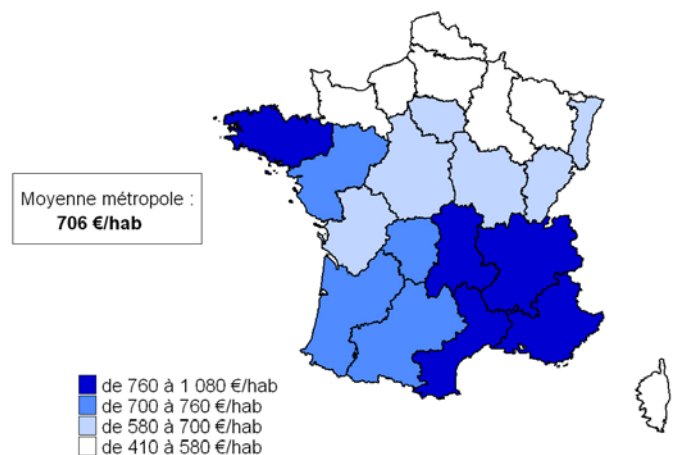
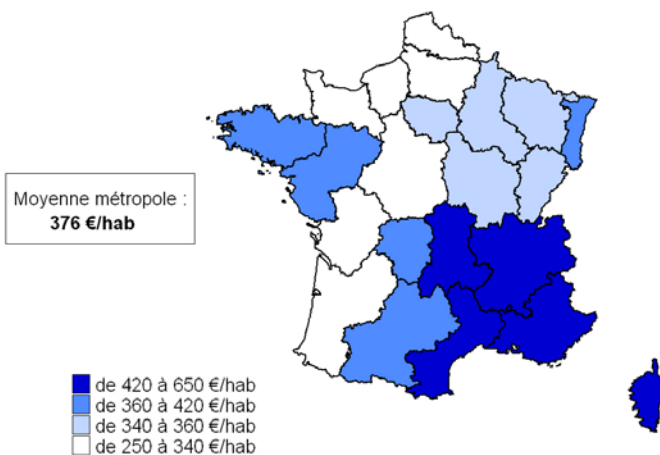
### Produit des 4 taxes (communes et groupements)

### Taux d'épargne (épargne brute / recettes de fonctionnement)



### Dépenses d'équipement brut

### Encours de dette au 31/12/2007



**Disparités thématiques****Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette**

en € / hab.

Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
	500	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	
	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	
<i>rappel : ensemble des communes de métropole</i>	1 023	1 020	1 158	1 239	1 411	1 155
<b>communes touristiques</b>	<b>2 270</b>	<b>2 004</b>	<b>1 775</b>	<b>1 793</b>	<b>2 065</b>	<b>1 952</b>
dont : - communes du littoral	2 180	1 825	1 734	1 892	2 227	1 973
- support de stations de sports d'hiver	4 270	4 459	3 610	3 061	2 449	3 773
- autres communes de montagne	1 979	1 420	1 329	1 515	1 619	1 543
- autres communes touristiques	1 243	1 238	1 364	1 435	1 635	1 405
<b>communes rurales/urbaines</b>						
dont : - pôles urbains	858	965	1 103	1 216	1 405	1 260
- communes périurbaines	896	919	1 064	1 179	1 310	1 012
- communes rurales	1 119	1 172	1 775	1 793	2 065	1 952
<b>communes de montagnes</b>	<b>1 674</b>	<b>1 544</b>	<b>1 561</b>	<b>1 501</b>	<b>1 622</b>	<b>1 584</b>
dont : - communes non touristiques	1 463	1 111	1 109	1 202	1 439	1 254

**Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie**

en € / hab.

Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
	500	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	
	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	
<i>rappel : ensemble des communes de métropole</i>	556	570	679	767	913	685
<b>communes touristiques</b>	<b>1 178</b>	<b>1 109</b>	<b>1 033</b>	<b>1 083</b>	<b>1 314</b>	<b>1 147</b>
dont : - communes du littoral	1 226	1 021	1 022	1 139	1 443	1 208
- support de stations de sports d'hiver	2 329	2 408	1 999	1 859	1 492	2 099
- autres communes de montagne	964	783	750	856	902	831
- autres communes touristiques	700	718	829	910	1 024	855
<b>communes rurales/urbaines</b>						
dont : - pôles urbains	465	550	660	774	925	803
- communes périurbaines	485	510	623	723	833	584
- communes rurales	609	657	1 033	1 083	1 314	1 147
<b>communes de montagnes</b>	<b>842</b>	<b>820</b>	<b>875</b>	<b>883</b>	<b>964</b>	<b>855</b>
dont : - communes non touristiques	729	581	622	720	875	672

**Produit voté des 4 taxes\***

en € / hab.

Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
	500	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	
	habitants	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	
<i>rappel : ensemble des communes de métropole</i>	237	314	418	478	567	395
<b>communes touristiques</b>	<b>524</b>	<b>562</b>	<b>584</b>	<b>593</b>	<b>689</b>	<b>604</b>
dont : - communes du littoral	441	502	561	633	738	631
- support de stations de sports d'hiver	1 123	1 270	1 213	1 014	830	1 142
- autres communes de montagne	420	385	400	435	462	407
- autres communes touristiques	306	359	482	499	572	465
<b>communes rurales/urbaines</b>						
dont : - pôles urbains	285	371	465	505	593	525
- communes périurbaines	214	285	375	446	499	331
- communes rurales	253	340	584	593	689	604
<b>communes de montagnes</b>	<b>339</b>	<b>430</b>	<b>520</b>	<b>518</b>	<b>602</b>	<b>449</b>
dont : - communes non touristiques	278	313	389	463	573	353

\* y c. les reversements de TP des groupements à TPU

N.B. : les définitions retenues ainsi que des informations plus complètes sont consultables sur les tableaux détaillés (en ligne).

**Taux d'épargne\***

en %

Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
	500 habitants	à moins de 2 000 hab.	à moins de 3 500 hab.	à moins de 5 000 hab.	à moins de 10 000 hab.	
<i>rappel : ensemble des communes de métropole</i>	28,1%	25,4%	23,4%	20,7%	19,0%	23,0%
<b>communes touristiques</b>	<b>29,4%</b>	<b>28,2%</b>	<b>23,6%</b>	<b>22,1%</b>	<b>19,4%</b>	<b>23,9%</b>
dont : - communes du littoral	22,2%	23,9%	22,9%	21,7%	18,3%	20,8%
- support de stations de sports d'hiver	28,1%	33,9%	26,7%	28,3%	26,0%	30,5%
- autres communes de montagne	31,7%	24,2%	23,9%	19,4%	15,9%	24,9%
- autres communes touristiques	28,5%	24,8%	21,6%	21,3%	20,6%	22,3%
<b>communes rurales/urbaines</b>						
dont : - pôles urbains	29,4%	25,3%	23,0%	20,1%	18,3%	20,0%
- communes périurbaines	28,2%	24,8%	23,5%	20,5%	20,2%	23,8%
- communes rurales	28,1%	26,0%	23,6%	22,1%	19,4%	23,9%
<b>communes de montagnes</b>	<b>29,9%</b>	<b>28,5%</b>	<b>25,3%</b>	<b>24,2%</b>	<b>21,9%</b>	<b>27,2%</b>
dont : - communes non touristiques	30,0%	26,7%	24,8%	23,4%	20,9%	26,5%

\* taux d'épargne = épargne brute / RRF

**Dépenses d'équipement brut**

en € / hab.

Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
	500 habitants	à moins de 2 000 hab.	à moins de 3 500 hab.	à moins de 5 000 hab.	à moins de 10 000 hab.	
<i>rappel : ensemble des communes de métropole</i>	387	364	379	373	387	376
<b>communes touristiques</b>	<b>909</b>	<b>698</b>	<b>546</b>	<b>536</b>	<b>566</b>	<b>616</b>
dont : - communes du littoral	794	662	567	567	588	593
- support de stations de sports d'hiver	1 571	1 509	901	794	714	1 178
- autres communes de montagne	860	513	462	531	600	582
- autres communes touristiques	440	413	412	408	460	426
<b>communes rurales/urbaines</b>						
dont : - pôles urbains	320	335	356	358	371	362
- communes périurbaines	343	338	355	369	384	350
- communes rurales	421	407	546	536	566	616
<b>communes de montagnes</b>	<b>709</b>	<b>574</b>	<b>497</b>	<b>472</b>	<b>501</b>	<b>578</b>
dont : - communes non touristiques	629	431	398	384	432	480

**Dette au 31/12/2007**

en € / hab.

Exercice 2007	Moins de	De 500	De 2 000	De 3 500	De 5 000	Ensemble
	500 habitants	à moins de 2 000 hab.	à moins de 3 500 hab.	à moins de 5 000 hab.	à moins de 10 000 hab.	
<i>rappel : ensemble des communes de métropole</i>	477	612	737	821	923	706
<b>communes touristiques</b>	<b>1 300</b>	<b>1 364</b>	<b>1 238</b>	<b>1 203</b>	<b>1 537</b>	<b>1 351</b>
dont : - communes du littoral	994	995	1 168	1 174	1 687	1 336
- support de stations de sports d'hiver	3 046	3 519	2 826	2 776	1 911	2 967
- autres communes de montagne	1 027	933	824	1 026	1 240	965
- autres communes touristiques	599	811	968	985	1 111	946
<b>communes rurales/urbaines</b>						
dont : - pôles urbains	334	557	643	704	864	756
- communes périurbaines	386	523	678	832	825	596
- communes rurales	547	747	1 238	1 203	1 537	1 351
<b>communes de montagnes</b>	<b>844</b>	<b>1 056</b>	<b>1 091</b>	<b>1 121</b>	<b>1 205</b>	<b>1 032</b>
dont : - communes non touristiques	685	716	772	833	994	754

N.B. : les définitions retenues ainsi que des informations plus complètes sont consultables sur les tableaux détaillés (en ligne).

# ANNEXES



## Annexe 1 : Définitions et mode de calcul des concepts utilisés (nomenclature M14)

Les valeurs moyennes des ratios sont calculées à partir des comptes de gestion des communes 2007 selon les concepts de l'instruction comptable M14 qui est appliquée par les communes depuis 1997.

**Les services annexes et les groupements ne sont pas pris en compte.**

### Avertissement pour l'ensemble de la publication 2007 :

Le terme « **gestion active de la dette** » ou encore « **réaménagement de dette** » signifie :

- d'une part **les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt** et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »,
- d'autre part **les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette** : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie : opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

**Annuité de la dette** : elle est composée du montant des intérêts des emprunts (dépenses réelles du compte 661) qui constituent une des charges de la section fonctionnement, et du montant du remboursement du capital (dépenses réelles du compte 16) qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement. L'addition de ces deux montants calculés hors gestion active de la dette permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

**Autres charges de gestion courante** : elles concernent les dépenses du compte 65 et se composent principalement des indemnités dues aux élus, des contingents, et des participations obligatoires.

**Charges de personnel (et frais assimilés)** : elles regroupent notamment les rémunérations et les charges sociales (compte 64) mais aussi les impôts, taxes et versements assimilés qui s'y rapportent (comptes 631 et 633) et les prestations versées au personnel extérieur au service (compte 621). Elles constituent les dépenses de la ligne budgétaire 012 de la balance générale.

**Charges à caractère général ou charges de gestion générale** : elles se composent des achats stockés ou non stockés (compte 60), des prestations de services extérieurs auxquelles on exclut les charges de personnel extérieur au service (comptes 61, et 62 hors 621) ainsi que des impôts, taxes et versements assimilés (comptes 635 et 637). Elles constituent les dépenses de la ligne budgétaire 011 de la balance générale.

**Coefficient communal de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF)** : indicateur général de pression fiscale, égal au rapport entre le produit des quatre taxes effectivement perçues par la commune la commune et le potentiel fiscal « corrigé » (i.e. obtenu en otant la compensation versée au titre de la suppression de la part salaires des bases de TP). *Ce ratio n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un groupement à TPU.*

**Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi (CMPF élargi)** : il correspond au rapport entre le produit fiscal voté sur le territoire communal par la commune et les groupements, et le potentiel fiscal « corrigé ». Ce ratio n'est pas calculé pour les SAN.

**Dépenses réelles totales** : somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

**Dépenses réelles de fonctionnement** : elles correspondent au total des dépenses réelles de la balance générale en section de fonctionnement. À ces dépenses, on retire les travaux en régie (R72) pour obtenir les **dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie**.

**Dépenses réelles d'investissement** : elles correspondent au total des dépenses réelles de la balance générale en section d'investissement calculés, le cas échéant, hors gestion active de la dette. À ces dépenses, on ajoute les travaux en régie (R72) pour obtenir les **dépenses réelles d'investissement y compris les travaux en régie**.

**Dépenses d'équipement brut** : ces dépenses réelles intègrent les immobilisations incorporelles (compte 20), les immobilisations corporelles (compte 21), les immobilisations en cours (compte 23) et les opérations pour compte de tiers (compte 45, si possible uniquement 454, 456, 457 et 458) auxquels il convient d'ajouter le cas échéant les travaux en régie (compte 72).

**Dotations, participations reçues en fonctionnement** : elles constituent l'ensemble des recettes du compte 74 et comprennent principalement les transferts reçus par l'État : DGF, attributions de compensation et de péréquation, participations de l'État et autres (emplois jeunes...).

**Dotations globales de fonctionnement reçues en fonctionnement** : elle correspond aux recettes du compte 741. La DGF est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux collectivités locales.

**Dotations, subventions d'investissement reçues** : compte 10 (hors compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé) et compte 13.

**Emprunts** : ce sont les recettes réelles du compte 16 hors gestion active de la dette. Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice.

**Encours de la dette communale totale** : emprunts et dettes à long et moyen terme restant dus au 31 décembre.

**Épargne de gestion** : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

**Épargne brute** : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie i.e. épargne de gestion – charges d'intérêts. Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

**Épargne nette** : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

**Fonds de roulement initial** : somme algébrique de l'excédent ou du déficit reporté en fonctionnement, du solde d'exécution en investissement et de l'excédent de fonctionnement capitalisé.

$FRI = \text{ligne 002 en recettes} - \text{ligne 002 en dépenses} + \text{ligne 001 en recettes} - \text{ligne 001 en dépenses} + \text{compte 1068 en recettes}$ .

Le fonds de roulement correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables du bilan. Il vise à compenser les décalages entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses.

**Impôts et taxes** : ce sont les recettes du compte 73.

**Intérêts** : ils concernent les dépenses réelles du compte 661 (charges d'intérêts).

**Potentiel fiscal** : indicateur de richesse fiscale, défini à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal utilisé dans ce guide est le suivant :

Potentiel fiscal = somme sur les 4 taxes (Bases d'imposition communales de 2007 x Taux moyens nationaux de 2007)

les bases utilisées étant les bases brutes servant à l'assiette des impositions communales, auquel s'ajoute, depuis 1999, la compensation versée au titre de la suppression de la « part salaires » des bases de taxe professionnelle.

**Potentiel financier** : suite à la loi de finances initiale de 2004 qui organise la refonte de l'architecture des dotations de l'État, la notion de potentiel fiscal est remplacé par la notion de potentiel financier pour la répartition des dotations de péréquation de la DGF des communes. Le potentiel fiscal ne mesure que la capacité de la collectivité à mobiliser ses ressources fiscales, il ne tient pas compte de la richesse tirée par les collectivités de certaines dotations versées par l'État de manière mécanique et récurrente. Ainsi, le potentiel financier est égal au potentiel fiscal de la collectivité auquel sont ajoutées les dotations récurrentes de l'État.

**Produit des 4 taxes** : produit 4 taxes voté par la collectivité.

**Recettes réelles totales** : somme des recettes réelles de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement.

**Recettes réelles de fonctionnement** : elles correspondent au total des recettes réelles de la balance générale en section de fonctionnement.

**Recettes réelles d'investissement** : elles constituent l'ensemble des recettes d'investissement inscrites en mouvements réels, hors gestion active de la dette. À noter que le compte 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) ne doit pas figurer dans le montant réel de la recette du compte 10 (dotations, fonds divers et réserves).

**Remboursements de dette** : ce sont les dépenses réelles du compte 16 duquel on déduit les mouvements liés à la gestion active de la dette.

**Ventes de produits, prestations de services, marchandises** : recettes du compte 70 y compris la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

## Annexe 2

### Structure de répartition des communes

#### Répartition par strate de population

Population totale au recensement de population de 1999 modifiée le cas échéant par les recensements complémentaires pris en compte au 01/01/2007 :

strates	Nombre de communes	Population en millions d'habitants
Moins de 500 habitants	20 723	4,549
De 500 à moins de 2 000 habitants	11 093	10,761
De 2 000 à moins de 3 500 habitants	2 039	5,348
De 3 500 à moins de 5 000 habitants	860	3,593
De 5 000 à moins de 10 000 habitants	1 022	7,049
<b>Communes de moins de 10 000 habitants</b>	<b>35 737</b>	<b>31,301</b>

Rappel : au 01/01/2007 on comptait 944 communes de plus de 10 000 habitants (y compris Paris) pour une population de 31,3 millions.

#### Répartition par région

Régions	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Nombre de communes total	Population des communes de moins de 10 000 hab. (en millions d'habitants)	Population des communes de plus de 10 000 hab. (en millions d'habitants)
Alsace	308	448	66	32	27	881	1,016	0,765
Aquitaine	1 316	735	98	50	54	2 253	1,853	1,221
Auvergne	815	381	54	24	19	1 293	0,924	0,446
Bourgogne	1 454	480	49	14	33	2 030	1,163	0,515
Bretagne	240	666	182	75	70	1 233	2,071	1,065
Centre	950	676	107	38	36	1 807	1,579	0,960
Champagne-Ardenne	1 548	317	38	13	18	1 934	0,832	0,561
Corse	280	55	15	3	4	357	0,169	0,104
Franche-Comté	1 376	323	43	18	14	1 774	0,830	0,340
Ile-de-France	330	430	109	59	110	1 038	1,846	9,331
Languedoc-Roussillon	884	416	111	48	62	1 521	1,472	0,957
Limousin	465	230	26	9	11	741	0,503	0,244
Lorraine	1 599	514	99	37	57	2 306	1,609	0,788
Midi-Pyrénées	2 196	610	101	39	41	2 987	1,698	1,044
Nord-Pas-de-Calais	628	536	129	71	101	1 465	2,034	2,045
Basse-Normandie	1 216	488	52	25	16	1 797	1,077	0,409
Haute-Normandie	822	474	51	17	29	1 393	1,057	0,778
Pays de la Loire	438	703	195	67	61	1 464	2,075	1,352
Picardie	1 567	573	91	18	20	2 269	1,308	0,608
Poitou-Charentes	715	580	95	29	29	1 448	1,286	0,464
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	423	237	96	60	67	883	1,319	3,317
Rhône-Alpes	1 150	1 203	226	102	117	2 798	3,305	2,613
Outre-Mer (1)	3	18	6	12	27	65	0,274	1,420
<b>Métropole</b>	<b>20 720</b>	<b>11 075</b>	<b>2 033</b>	<b>848</b>	<b>996</b>	<b>35 672</b>	<b>31,027</b>	<b>29,925</b>
<b>France entière</b>	<b>20 723</b>	<b>11 093</b>	<b>2 039</b>	<b>860</b>	<b>1 023</b>	<b>35 737</b>	<b>31,301</b>	<b>31,345</b>

(1) ne sont concernées que les communes des 4 départements d'outre-mer, hors Saint-Barthélemy et Saint-Martin qui sont des Collectivités d'outre-mer depuis juillet 2007.



### Annexe 3 : Données financières par strate pour les communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants (hors Paris)

Communes de plus de 10 000 habitants (hors Paris)	en euros par habitant						
	De 10 000 à moins de 20 000 hab.	De 20 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	Plus de 300 000 habitants	Ensemble plus de 10 000 hab.	Rappel : moins de 10 000 hab.
	<b>Dépenses réelles totales (DRT)</b>	<b>1 555</b>	<b>1 703</b>	<b>1 984</b>	<b>1 653</b>	<b>1 847</b>	<b>1 719</b>
Gestion active de la dette	32	43	105	91	81	62	8
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 523</b>	<b>1 660</b>	<b>1 880</b>	<b>1 562</b>	<b>1 766</b>	<b>1 656</b>	<b>1 155</b>
Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie	1 057	1 192	1 340	1 125	1 204	1 174	685
Dépenses réelles d'investissement y c. travaux en régie	498	511	645	528	643	544	479
Dépenses réelles d'investissement * y c. travaux en régie	466	469	540	437	562	482	471
<b>Dépenses de gestion hors travaux en régie ** (I)</b>	<b>1 018</b>	<b>1 148</b>	<b>1 290</b>	<b>1 087</b>	<b>1 150</b>	<b>1 131</b>	<b>656</b>
Charges à caractère général	272	298	321	250	246	283	203
Charges de personnel	593	680	749	608	695	660	318
Autres charges de gestion courante	145	155	197	195	159	167	122
Autres dépenses de gestion	15	21	26	38	52	26	17
(- travaux en régie)	(-7)	(-5)	(-4)	(-5)	(-1)	(-5)	(-4)
<b>Recettes réelles de fonctionnement (II) (RRF)</b>	<b>1 255</b>	<b>1 384</b>	<b>1 560</b>	<b>1 325</b>	<b>1 470</b>	<b>1 380</b>	<b>890</b>
Impôts et taxes	736	792	904	769	839	798	454
dont produit des 4 taxes	457	523	583	485	484	508	315
dont produit des 4 taxes y c. revers de TP du group.	648	705	780	684	728	703	395
Dotations et participations	358	422	468	383	393	406	285
dont DGF	254	299	336	276	273	289	204
Ventes de produits, prestations de services	72	84	94	74	70	80	53
Autres recettes de fonctionnement	90	86	95	99	168	97	98
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>							
<b>Épargne de gestion (III) = (II) - (I)</b>	<b>237</b>	<b>236</b>	<b>270</b>	<b>239</b>	<b>320</b>	<b>249</b>	<b>234</b>
Intérêts (IV)	39	43	50	38	54	43	29
<b>Épargne brute (V) = (III) - (IV)</b>	<b>198</b>	<b>193</b>	<b>220</b>	<b>201</b>	<b>266</b>	<b>206</b>	<b>205</b>
Remboursements de dette * (VI)	98	111	123	106	121	110	79
<b>Épargne nette = (V) - (VI)</b>	<b>100</b>	<b>82</b>	<b>97</b>	<b>95</b>	<b>145</b>	<b>96</b>	<b>126</b>
<b>Dépenses d'équipement brut</b>	<b>355</b>	<b>339</b>	<b>384</b>	<b>301</b>	<b>328</b>	<b>344</b>	<b>376</b>
<b>Recettes réelles d'investissement*</b>	<b>278</b>	<b>274</b>	<b>322</b>	<b>227</b>	<b>272</b>	<b>275</b>	<b>269</b>
Dotations et subventions d'investissement	143	123	124	105	81	122	138
Emprunts* (VII)	123	137	177	103	138	135	111
Autres recettes d'investissement	12	14	21	19	52	18	19
<b>dette communale totale 31/12/2007</b>	<b>915</b>	<b>1 062</b>	<b>1 315</b>	<b>960</b>	<b>1 316</b>	<b>1 072</b>	<b>706</b>
Annuité de la dette*	137	154	173	144	175	153	109
Variation nette de l'endettement = (VII) - (VI)	25	26	54	-3	17	25	32

Source : comptes administratifs 2007 et traitements DGCL des comptes de gestion fournis par la DGFIP.

\* hors gestion active de la dette

\*\* Dépenses réelles de fonctionnement desquelles on retranche le montant des travaux en régie (R72) et celui des intérêts.

## Disparités thématiques

### Introduction et définitions

L'analyse réalisée dans les pages suivantes porte sur les communes de moins de 10 000 habitants en les regroupant en fonction de types définis par une situation géographique particulière ou par une activité dominante qui influe sur les finances communales. La liste des catégories de communes choisies n'est pas immuable, elle est amenée à évoluer au cours des exercices.

Les études thématiques sont réalisées sur les communes de moins de 10 000 habitants de métropole à partir des catégories suivantes :

- les communes touristiques (on distingue, entre autre, les communes du littoral maritime, de supports de stations de sports d'hiver, de montagne);
- les communes appartenant à l'espace à dominante rurale, à un pôle urbain ou les communes périurbaines ;
- les communes non touristiques de montagne.

#### ◆ Communes touristiques

La définition choisie est celle utilisée jusqu'en 1993 pour la dotation touristique de la DGF qui se fonde sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune (Source : Ministère de l'Intérieur, DGCL).

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

**Communes touristiques du littoral maritime** : ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer. Elle est basée sur le référentiel de l'INSEE de 1999. (Source : Institut français de l'Environnement).

- **Communes touristiques de montagne** : voir ci-après pour la définition des communes de montagne.

- **Communes touristiques « supports de stations de sports d'hiver »** : ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de stations de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et/ou de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude les communes dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (Source : SEATM, Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne).

#### Répartition des communes touristiques de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

Population totale au 01/01/2007 (RP de 1999 y c. R complém.)	Ensemble des communes touristiques	Communes du littoral	"Supports de stations de sports d'hiver"	Autres communes de montagne	Autres communes touristiques
Nombre de communes	2128	487	308	899	434
Population regroupée	2 866 821	1 263 551	325 962	566 833	710 475
Répartition : des communes	100,0%	22,9%	14,5%	42,2%	20,4%
de la population	100,0%	44,1%	11,4%	19,8%	24,8%
Population moyenne d'une commune	1 347	2 595	1 058	631	1 637

La population moyenne des communes de moins de 10 000 habitants en métropole au RP 1999 est de 870 habitants.

Pour la strate de population de moins de 10 000 habitants, près d'un habitant sur 10 réside dans une commune touristique. Les communes touristiques sont en moyenne des communes à population élevée. De plus, à côté de cette population résidente, il faut tenir compte d'une population saisonnière très importante ainsi que l'atteste le nombre élevé des résidences secondaires. Plus de la moitié des communes touristiques sont en zone de montagne mais c'est le littoral qui regroupe le plus d'habitants.

#### ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

Pour cette typologie, on utilise le zonage en aires urbaines élaboré par l'Insee. Ce zonage est fondé non seulement sur la continuité du bâti mais encore sur les flux de déplacement domicile - travail. Il permet de distinguer sur le territoire métropolitain :

- **Le pôle urbain** : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

- **L'aire urbaine** : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle urbain ou dans des communes attirées par celui-ci.

- **La couronne périurbaine (d'un pôle urbain)** : ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.
- **Les communes multipolarisées** : communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.
- **Les communes périurbaines** : communes des couronnes périurbaines et communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante urbaine** : ensemble des pôles urbains et des communes périurbaines ; il peut se définir également comme l'ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante rurale** : ensemble des communes rurales et unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.
- **Les communes « rurales »** : ce sont les communes qui appartiennent à l'espace à dominante rurale. L'adjectif « rural » est encadré par des guillemets, pour bien distinguer ces communes des communes rurales définies de façon plus traditionnelle ne faisant référence qu'à la continuité du bâti et non aux flux de déplacement domicile – travail (Source : Insee).

#### Répartition des communes de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

	Ensemble des communes de moins de 10 000 hab.	Communes Pôles urbains	Communes périurbaines	Communes "rurales"
Nombre de communes	35 672	2 254	14 894	18 524
Population regroupée	31 026 967	7 665 543	12 515 073	10 846 351
Répartition : des communes	100,0%	6,3%	41,8%	51,9%
de la population	100,0%	24,7%	40,3%	35,0%
Population moyenne d'une commune	870	3 401	840	586

Plus d'une commune de moins de 10 000 habitants sur deux appartient à l'espace à dominante rurale, mais la population correspondante ne représente que 35 % de la population totale contre 25 % dans les pôles urbains et 40 % à l'intérieur des communes périurbaines.

Depuis 1990, le nombre de communes appartenant à l'espace à dominante urbaine a fortement augmenté (+40 %), avec une conséquence mécanique sur le nombre de communes "rurales" et leur population. Les communes « rurales » sont logiquement plus représentées dans les petites strates, alors que l'inverse s'observe dans les pôles urbains.

Ces répartitions démographiques différentes de celles observées sur l'ensemble des communes de la métropole influent sur les écarts entre ratio moyen d'une catégorie et ratio moyen national. En effet, certains de ces écarts ne sont que le reflet d'une structure démographique différente.

#### ◆ Communes de montagne.

Les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (Sources : CEMAGREF et ministère de l'Agriculture (direction de l'espace rural et de la forêt)).

La répartition démographique des communes de montagne non touristiques est très proche de celle de l'ensemble des communes de montagne : une très forte part de la population (environ les deux tiers) réside dans les communes de moins de 2 000 habitants. Cette répartition influe sur les ratios moyens calculés sur l'ensemble, le poids des plus petites communes et de leurs particularités est renforcé.

Les communes de montagne regroupent un grand nombre de communes forestières **dont communes « supports de stations de sports d'hiver » (voir "communes touristiques")** (Source : SEATM (Service d'Études et d'Aménagement Touristique de la Montagne - Secrétariat d'État au Tourisme)).

#### ◆ Intercommunalité.

L'étude des communes par **type d'intercommunalité à fiscalité propre** est intégrée dans la partie « Ratios financiers ».

#### Avertissement pour l'ensemble de la publication 2007 :

Le terme « **gestion active de la dette** » ou encore « **réaménagement de la dette** » signifie :

- . d'une part **les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt** et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »,
- . d'autre part **les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette** : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

## Disparités thématiques

### Introduction et définitions

[- Introduction et définitions](#)

### Les communes touristiques

[- Les communes touristiques en 2007](#)

[- Les communes touristiques du littoral maritime en 2007](#)

[- Les communes touristiques "supports de stations de sports d'hiver" en 2007](#)

### Les communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

[- Les communes de l'espace à dominante rurale en 2007](#)

[- Les communes appartenant à un pôle urbain en 2007](#)

[- Les communes périurbaines en 2007](#)

### Les communes de montagne non touristiques

[- Les communes de montagne non touristiques en 2007](#)

## Disparités thématiques

### Introduction et définitions

L'analyse réalisée dans les pages suivantes porte sur les communes de moins de 10 000 habitants en les regroupant en fonction de types définis par une situation géographique particulière ou par une activité dominante qui influe sur les finances communales. La liste des catégories de communes choisies n'est pas immuable, elle est amenée à évoluer au cours des exercices.

Les études thématiques sont réalisées sur les communes de moins de 10 000 habitants de métropole à partir des catégories suivantes :

- les communes touristiques (on distingue, entre autre, les communes du littoral maritime, de supports de stations de sports d'hiver, de montagne);
- les communes appartenant à l'espace à dominante rurale, à un pôle urbain ou les communes périurbaines ;
- les communes non touristiques de montagne.

#### ◆ Communes touristiques

La définition choisie est celle utilisée jusqu'en 1993 pour la dotation touristique de la DGF qui se fonde sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune (Source : Ministère de l'Intérieur, DGCL).

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

**Communes touristiques du littoral maritime** : ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer. Elle est basée sur le référentiel de l'INSEE de 1999. (Source : Institut français de l'Environnement).

- **Communes touristiques de montagne** : voir ci-après pour la définition des communes de montagne.

- **Communes touristiques « supports de stations de sports d'hiver »** : ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de stations de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et/ou de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude les communes dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (Source : SEATM, Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne).

#### Répartition des communes touristiques de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

Population totale au 01/01/2007 (RP de 1999 y c. R complém.)	Ensemble des communes touristiques	Communes du littoral	"Supports de stations de sports d'hiver"	Autres communes de montagne	Autres communes touristiques
Nombre de communes	2128	487	308	899	434
Population regroupée	2 866 821	1 263 551	325 962	566 833	710 475
Répartition : des communes de la population	100,0%	22,9%	14,5%	42,2%	20,4%
Population moyenne d'une commune	1 347	2 595	1 058	631	1 637

La population moyenne des communes de moins de 10 000 habitants en métropole au RP 1999 est de 870 habitants.

Pour la strate de population de moins de 10 000 habitants, près d'un habitant sur 10 réside dans une commune touristique. Les communes touristiques sont en moyenne des communes à population élevée. De plus, à côté de cette population résidente, il faut tenir compte d'une population saisonnière très importante ainsi que l'atteste le nombre élevé des résidences secondaires. Plus de la moitié des communes touristiques sont en zone de montagne mais c'est le littoral qui regroupe le plus d'habitants.

#### ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

Pour cette typologie, on utilise le zonage en aires urbaines élaboré par l'Insee. Ce zonage est fondé non seulement sur la continuité du bâti mais encore sur les flux de déplacement domicile - travail. Il permet de distinguer sur le territoire métropolitain :

- **Le pôle urbain** : unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
- **L'aire urbaine** : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle urbain ou dans des communes attirées par celui-ci.
- **La couronne périurbaine (d'un pôle urbain)** : ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain.

- **Les communes périurbaines** : communes des couronnes périurbaines et communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante urbaine** : ensemble des pôles urbains et des communes périurbaines ; il peut se définir également comme l'ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées.
- **L'espace à dominante rurale** : ensemble des communes rurales et unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine.
- **Les communes « rurales »** : ce sont les communes qui appartiennent à l'espace à dominante rurale. L'adjectif « rural » est encadré par des guillemets, pour bien distinguer ces communes des communes rurales définies de façon plus traditionnelle ne faisant référence qu'à la continuité du bâti et non aux flux de déplacement domicile – travail (Source : Insee).

#### Répartition des communes de moins de 10 000 habitants et de leur population (métropole) :

	Ensemble des communes de moins de 10 000 hab.	Communes Pôles urbains	Communes périurbaines	Communes "rurales"
Nombre de communes	35 672	2 254	14 894	18 524
Population regroupée	31 026 967	7 665 543	12 515 073	10 846 351
Répartition : des communes	100,0%	6,3%	41,8%	51,9%
de la population	100,0%	24,7%	40,3%	35,0%
Population moyenne d'une commune	870	3 401	840	586

Plus d'une commune de moins de 10 000 habitants sur deux appartient à l'espace à dominante rurale, mais la population correspondante ne représente que 35 % de la population totale contre 25 % dans les pôles urbains et 40 % à l'intérieur des communes périurbaines.

Depuis 1990, le nombre de communes appartenant à l'espace à dominante urbaine a fortement augmenté (+40 %), avec une conséquence mécanique sur le nombre de communes "rurales" et leur population. Les communes « rurales » sont logiquement plus représentées dans les petites strates, alors que l'inverse s'observe dans les pôles urbains.

Ces répartitions démographiques différentes de celles observées sur l'ensemble des communes de la métropole influent sur les écarts entre ratio moyen d'une catégorie et ratio moyen national. En effet, certains de ces écarts ne sont que le reflet d'une structure démographique différente.

#### ◆ Communes de montagne.

Les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (Sources : CEMAGREF et ministère de l'Agriculture (direction de l'espace rural et de la forêt)).

La répartition démographique des communes de montagne non touristiques est très proche de celle de l'ensemble des communes de montagne : une très forte part de la population (environ les deux tiers) réside dans les communes de moins de 2 000 habitants. Cette répartition influe sur les ratios moyens calculés sur l'ensemble, le poids des plus petites communes et de leurs particularités est renforcé.

Les communes de montagne regroupent un grand nombre de communes forestières **dont communes « supports de stations de sports d'hiver » (voir "communes touristiques")** (Source : SEATM (Service d'Études et d'Aménagement Touristique de la Montagne - Secrétariat d'État au Tourisme)).

#### ◆ Intercommunalité.

L'étude des communes par **type d'intercommunalité à fiscalité propre** est intégrée dans la partie « Ratios financiers ».

#### Avertissement pour l'ensemble de la publication 2007 :

Le terme « **gestion active de la dette** » ou encore « **réaménagement de la dette** » signifie :

- . d'une part **les remboursements anticipés de dette classiques refinancés par emprunt** et comptabilisés à l'article 166 « refinancement de dette »,
- . d'autre part **les mouvements de dette équilibrés en dépenses et en recettes correspondant à l'utilisation des nouveaux produits de gestion active de la dette** : crédit long terme renouvelable (CLTR), ouverture de crédit à long terme (OCLT) et prêt à capital et taux modulable (PCTM) comptabilisés à l'article 16449 « opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie ».

## ◆ Communes touristiques

### Ensemble des communes touristiques en 2007

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "touristiques"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	898	756	250	113	111	2 128	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	198 784	775 900	660 278	464 316	767 543	2 866 821	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>2 270</b>	<b>2 004</b>	<b>1 775</b>	<b>1 793</b>	<b>2 065</b>	<b>1 952</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>2 296</b>	<b>2 073</b>	<b>1 797</b>	<b>1 832</b>	<b>2 082</b>	<b>1 988</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>1 178</b>	<b>1 109</b>	<b>1 033</b>	<b>1 083</b>	<b>1 314</b>	<b>1 147</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	33,1%	30,9%	29,6%	28,0%	27,2%	<b>29,2%</b>	<b>29,6%</b>
- dont charges de personnel	34,1%	38,9%	44,6%	47,7%	49,7%	<b>44,4%</b>	<b>46,4%</b>
- dont charges d'intérêts	4,6%	5,4%	5,1%	4,7%	4,8%	<b>5,0%</b>	<b>4,3%</b>
- dont autres charges de gestion courante	25,4%	21,8%	18,9%	16,8%	15,5%	<b>18,8%</b>	<b>17,9%</b>
- dont autres	2,8%	3,0%	1,9%	2,8%	2,8%	<b>2,6%</b>	<b>1,8%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,4%	0,6%	0,9%	0,9%	1,2%	<b>0,9%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 669</b>	<b>1 545</b>	<b>1 352</b>	<b>1 390</b>	<b>1 630</b>	<b>1 507</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	9,1%	6,5%	5,9%	5,6%	6,3%	<b>6,4%</b>	<b>5,9%</b>
- dont dotations et participations	32,6%	28,4%	29,0%	28,5%	23,4%	<b>27,4%</b>	<b>32,0%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(23,3%)</i>	<i>(22,6%)</i>	<i>(23,3%)</i>	<i>(20,7%)</i>	<i>(18,0%)</i>	<i>(21,2%)</i>	<i>(23,0%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(5,2%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(3,0%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(2,1%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(4,8%)</i>
- dont impôts et taxes	38,6%	46,0%	54,6%	55,5%	58,7%	<b>52,3%</b>	<b>51,0%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(29,8%)</i>	<i>(34,0%)</i>	<i>(38,9%)</i>	<i>(37,8%)</i>	<i>(37,3%)</i>	<i>(36,2%)</i>	<i>(35,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	11,3%	7,1%	4,3%	3,7%	4,6%	<b>5,6%</b>	<b>4,7%</b>
- dont autres	8,4%	11,9%	6,2%	6,7%	6,9%	<b>8,2%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>29,4%</b>	<b>28,2%</b>	<b>23,6%</b>	<b>22,1%</b>	<b>19,4%</b>	<b>23,9%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>1 092</b>	<b>895</b>	<b>742</b>	<b>710</b>	<b>751</b>	<b>805</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	14,0%	16,4%	19,1%	20,9%	22,1%	<b>18,8%</b>	<b>16,8%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	83,2%	78,0%	73,6%	75,6%	75,5%	<b>76,6%</b>	<b>79,9%</b>
- dont autres	2,8%	5,6%	7,3%	3,5%	2,4%	<b>4,6%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>620</b>	<b>518</b>	<b>417</b>	<b>402</b>	<b>413</b>	<b>455</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	62,2%	48,2%	45,4%	44,0%	42,5%	<b>46,9%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	32,4%	45,0%	42,5%	47,9%	52,4%	<b>45,5%</b>	<b>41,4%</b>
- dont autres	5,4%	6,8%	12,1%	8,0%	5,1%	<b>7,6%</b>	<b>7,1%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	1 300	1 364	1 238	1 203	1 537	<b>1 351</b>	<b>706</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,78	0,88	0,92	0,87	0,94	<b>0,90</b>	<b>0,79</b>
- sur épargne brute	2,65	3,13	3,88	3,92	4,87	<b>3,76</b>	<b>3,45</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>524</b>	<b>562</b>	<b>584</b>	<b>593</b>	<b>689</b>	<b>604</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	464	544	591	618	673	<b>593</b>	<b>562</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	74,0%	76,7%	79,5%	75,4%	75,0%	<b>76,5%</b>	<b>65,7%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	90,3%	87,4%	88,1%	92,5%	89,8%	<b>89,2%</b>	<b>87,4%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	76,5%	77,9%	77,8%	74,7%	79,9%	<b>77,9%</b>	<b>64,7%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2007/2006 à champ constant : communes touristiques

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes touristiques	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 5,1%</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>+ 6,2%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	- 0,1%	+ 0,2%	+ 1,4%	+ 1,5%	+ 5,4%	<b>+ 2,2%</b>	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 5,2%	+ 3,8%	+ 4,6%	+ 4,5%	+ 4,3%	<b>+ 4,4%</b>	+ 3,6%
Charges d'intérêts	+ 4,8%	+ 13,7%	+ 1,6%	- 0,9%	+ 3,6%	<b>+ 5,1%</b>	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 7,9%</b>	<b>+ 7,8%</b>	<b>+ 9,8%</b>	<b>+ 12,3%</b>	<b>+ 6,7%</b>	<b>+ 8,6%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 13,8%	+ 11,2%	+ 5,0%	+ 7,9%	+ 2,7%	<b>+ 7,5%</b>	+ 10,0%
Remboursements de dette *	- 15,7%	- 8,8%	- 0,2%	+ 22,4%	+ 20,1%	<b>+ 4,2%</b>	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 9,2%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 5,5%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 5,1%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 3,5%	+ 3,3%	+ 2,9%	+ 2,3%	+ 2,8%	<b>+ 3,0%</b>	+ 3,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>+ 2,0%</i>	<i>+ 2,6%</i>	<i>+ 3,5%</i>	<i>+ 2,5%</i>	<i>+ 3,3%</i>	<i>+ 3,0%</i>	<i>+ 3,7%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	<i>+ 2,1%</i>	<i>+ 3,5%</i>	<i>+ 3,2%</i>	<i>+ 2,9%</i>	<i>+ 3,0%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 3,7%</i>
Dotations et participations	+ 2,3%	+ 0,9%	+ 0,9%	+ 3,2%	+ 1,4%	<b>+ 1,6%</b>	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>+ 11,4%</b>	<b>+ 10,7%</b>	<b>- 3,1%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 6,0%	+ 1,8%	- 2,1%	+ 11,0%	+ 0,2%	<b>+ 2,3%</b>	+ 4,5%
Emprunts *	- 10,1%	+ 0,9%	+ 11,9%	+ 14,0%	- 4,0%	<b>+ 2,3%</b>	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 11,1%</b>	<b>+ 26,3%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>+ 14,0%</b>	<b>+ 4,6%</b>	<b>+ 12,4%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 5,9%</b>	<b>+ 1,7%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 4,1%</b>

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

\* Hors gestion active de la dette

## ◆ Communes touristiques

### Ensemble des communes touristiques du littoral maritime en 2007

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	"touristiques du littoral maritime"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	64	178	115	61	69	487	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	17 187	207 437	309 815	250 393	478 719	1 263 551	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>2 180</b>	<b>1 825</b>	<b>1 734</b>	<b>1 892</b>	<b>2 227</b>	<b>1 973</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>2 178</b>	<b>1 844</b>	<b>1 730</b>	<b>1 940</b>	<b>2 259</b>	<b>1 997</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>1 226</b>	<b>1 021</b>	<b>1 022</b>	<b>1 139</b>	<b>1 443</b>	<b>1 208</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	33,7%	30,3%	29,2%	27,8%	27,5%	<b>28,4%</b>	<b>29,6%</b>
- dont charges de personnel	42,5%	47,1%	48,4%	49,3%	49,9%	<b>49,0%</b>	<b>46,4%</b>
- dont charges d'intérêts	3,7%	4,8%	4,6%	4,4%	4,8%	<b>4,7%</b>	<b>4,3%</b>
- dont autres charges de gestion courante	18,6%	15,9%	15,8%	15,2%	15,8%	<b>15,8%</b>	<b>17,9%</b>
- dont autres	1,5%	2,0%	2,0%	3,3%	2,0%	<b>2,2%</b>	<b>1,8%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,6%	0,7%	1,1%	0,8%	1,4%	<b>1,1%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 575</b>	<b>1 340</b>	<b>1 326</b>	<b>1 453</b>	<b>1 766</b>	<b>1 524</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	11,8%	6,7%	5,8%	5,3%	6,6%	<b>6,3%</b>	<b>5,9%</b>
- dont dotations et participations	32,4%	30,7%	29,4%	29,3%	22,4%	<b>26,6%</b>	<b>32,0%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(26,0%)</i>	<i>(24,8%)</i>	<i>(24,4%)</i>	<i>(21,5%)</i>	<i>(17,7%)</i>	<i>(21,0%)</i>	<i>(23,0%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(4,0%)</i>	<i>(2,9%)</i>	<i>(2,8%)</i>	<i>(2,8%)</i>	<i>(1,7%)</i>	<i>(2,3%)</i>	<i>(4,8%)</i>
- dont impôts et taxes	39,4%	48,5%	55,0%	55,5%	60,3%	<b>56,3%</b>	<b>51,0%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(26,2%)</i>	<i>(34,8%)</i>	<i>(39,1%)</i>	<i>(39,1%)</i>	<i>(38,1%)</i>	<i>(37,9%)</i>	<i>(35,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	8,9%	5,8%	3,4%	3,7%	5,0%	<b>4,6%</b>	<b>4,7%</b>
- dont autres	7,4%	8,2%	6,4%	6,1%	5,7%	<b>6,3%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>22,2%</b>	<b>23,9%</b>	<b>22,9%</b>	<b>21,7%</b>	<b>18,3%</b>	<b>20,8%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>954</b>	<b>805</b>	<b>712</b>	<b>753</b>	<b>784</b>	<b>766</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	14,2%	14,3%	17,5%	21,8%	22,3%	<b>19,6%</b>	<b>16,8%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	83,2%	82,2%	79,5%	75,4%	75,0%	<b>77,5%</b>	<b>79,9%</b>
- dont autres	2,6%	3,4%	3,0%	2,9%	2,8%	<b>2,9%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>612</b>	<b>503</b>	<b>393</b>	<b>426</b>	<b>454</b>	<b>444</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	74,6%	51,6%	46,7%	42,2%	37,4%	<b>43,7%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	22,7%	43,1%	45,8%	53,2%	58,2%	<b>51,1%</b>	<b>41,4%</b>
- dont autres	2,7%	5,3%	7,4%	4,7%	4,4%	<b>5,2%</b>	<b>7,1%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	994	995	1 168	1 174	1 687	<b>1 336</b>	<b>706</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,63	0,74	0,88	0,81	0,96	<b>0,88</b>	<b>0,79</b>
- sur épargne brute	2,84	3,11	3,84	3,73	5,22	<b>4,22</b>	<b>3,45</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>441</b>	<b>502</b>	<b>561</b>	<b>633</b>	<b>738</b>	<b>631</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	466	528	527	595	645	<b>583</b>	<b>562</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	57,4%	58,4%	69,1%	66,7%	73,8%	<b>68,5%</b>	<b>65,7%</b>
Coefficient de mobilisation de potentiel fiscal élargi	72,5%	72,7%	82,0%	86,1%	89,6%	<b>84,4%</b>	<b>87,4%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	74,1%	77,4%	81,2%	79,5%	81,5%	<b>80,4%</b>	<b>64,7%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2007/2006 à champ constant : communes touristiques du littoral maritime

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	"touristiques du littoral maritime"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 13,0%</b>	<b>+ 6,3%</b>	<b>+ 9,6%</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>+ 7,3%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 4,5%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 3,7%</b>	<b>+ 4,6%</b>	<b>+ 4,3%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	+ 0,2%	+ 1,3%	+ 3,1%	+ 3,1%	+ 8,4%	<b>+ 5,3%</b>	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 7,5%	+ 3,8%	+ 4,5%	+ 4,8%	+ 4,8%	<b>+ 4,9%</b>	+ 3,6%
Charges d'intérêts	- 1,2%	+ 27,2%	+ 5,3%	+ 3,0%	+ 3,9%	<b>+ 6,5%</b>	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>+ 28,6%</b>	<b>+ 12,4%</b>	<b>+ 21,8%</b>	<b>+ 7,8%</b>	<b>+ 14,5%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	- 0,5%	+ 31,2%	+ 11,4%	+ 16,6%	+ 2,5%	<b>+ 11,6%</b>	+ 10,0%
Remboursements de dette *	- 7,4%	+ 6,4%	+ 3,9%	+ 32,1%	+ 24,7%	<b>+ 18,4%</b>	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>+ 5,9%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 5,2%</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 5,0%	+ 4,0%	+ 4,4%	+ 2,9%	+ 2,9%	<b>+ 3,5%</b>	+ 3,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	+ 5,0%	+ 2,6%	+ 3,9%	+ 3,2%	+ 3,4%	<b>+ 3,5%</b>	+ 3,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	+ 4,7%	+ 3,5%	+ 4,1%	+ 2,9%	+ 3,2%	<b>+ 3,4%</b>	+ 3,7%
Dotations et participations	- 0,4%	+ 0,5%	+ 0,6%	+ 3,5%	+ 0,9%	<b>+ 1,5%</b>	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>+ 35,4%</b>	<b>+ 10,5%</b>	<b>+ 22,2%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 12,9%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 4,5%	+ 20,0%	- 4,9%	+ 21,9%	- 4,2%	<b>+ 4,8%</b>	+ 4,5%
Emprunts *	- 13,4%	+ 62,9%	+ 25,0%	+ 41,4%	+ 13,0%	<b>+ 25,7%</b>	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 13,1%</b>	<b>+ 13,1%</b>	<b>+ 4,3%</b>	<b>+ 9,1%</b>	<b>+ 7,9%</b>	<b>+ 7,7%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 9,2%</b>	<b>+ 4,2%</b>	<b>+ 4,6%</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>+ 4,1%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.



## ◆ Communes touristiques

### Ensemble des communes "supports stations de sports d'hiver" en 2007

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "stations de sports d'hiver"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	126	140	27	7	8	308	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	33 893	134 012	71 559	28 533	57 965	325 962	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>4 270</b>	<b>4 459</b>	<b>3 610</b>	<b>3 061</b>	<b>2 449</b>	<b>3 773</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>4 293</b>	<b>4 781</b>	<b>3 803</b>	<b>3 168</b>	<b>2 438</b>	<b>3 958</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>2 329</b>	<b>2 408</b>	<b>1 999</b>	<b>1 859</b>	<b>1 492</b>	<b>2 099</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	31,2%	31,0%	29,2%	28,9%	29,3%	<b>30,3%</b>	<b>29,6%</b>
- dont charges de personnel	27,3%	29,6%	33,4%	35,7%	44,9%	<b>32,5%</b>	<b>46,4%</b>
- dont charges d'intérêts	5,4%	6,4%	6,2%	6,3%	5,5%	<b>6,1%</b>	<b>4,3%</b>
- dont autres charges de gestion courante	31,4%	28,2%	29,4%	26,2%	18,1%	<b>27,4%</b>	<b>17,9%</b>
- dont autres	4,6%	4,9%	1,9%	2,9%	2,2%	<b>3,7%</b>	<b>1,8%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,2%	0,4%	0,4%	0,1%	0,4%	<b>0,4%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>3 240</b>	<b>3 642</b>	<b>2 728</b>	<b>2 592</b>	<b>2 016</b>	<b>3 018</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	8,9%	6,3%	6,0%	4,8%	6,2%	<b>6,4%</b>	<b>5,9%</b>
- dont dotations et participations	28,4%	22,0%	24,7%	22,9%	24,6%	<b>23,6%</b>	<b>32,0%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(19,6%)</i>	<i>(18,1%)</i>	<i>(20,7%)</i>	<i>(17,5%)</i>	<i>(18,4%)</i>	<i>(18,8%)</i>	<i>(23,0%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(5,8%)</i>	<i>(1,7%)</i>	<i>(1,9%)</i>	<i>(2,3%)</i>	<i>(1,6%)</i>	<i>(2,3%)</i>	<i>(4,8%)</i>
- dont impôts et taxes	42,1%	45,0%	57,0%	57,2%	56,9%	<b>49,4%</b>	<b>51,0%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(33,9%)</i>	<i>(34,1%)</i>	<i>(43,9%)</i>	<i>(38,6%)</i>	<i>(38,8%)</i>	<i>(36,9%)</i>	<i>(35,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	13,1%	8,0%	6,4%	4,1%	5,8%	<b>7,7%</b>	<b>4,7%</b>
- dont autres	7,4%	18,8%	5,9%	11,0%	6,5%	<b>12,9%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>28,1%</b>	<b>33,9%</b>	<b>26,7%</b>	<b>28,3%</b>	<b>26,0%</b>	<b>30,5%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>1 941</b>	<b>2 052</b>	<b>1 611</b>	<b>1 202</b>	<b>956</b>	<b>1 674</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	15,8%	17,1%	23,3%	27,1%	21,4%	<b>19,3%</b>	<b>16,8%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	80,9%	73,6%	55,9%	66,1%	74,6%	<b>70,4%</b>	<b>79,9%</b>
- dont autres	3,3%	9,3%	20,8%	6,8%	3,9%	<b>10,3%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>1 037</b>	<b>1 080</b>	<b>939</b>	<b>475</b>	<b>428</b>	<b>876</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	56,6%	39,4%	27,2%	52,1%	47,3%	<b>39,9%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	35,4%	53,9%	46,8%	40,8%	47,7%	<b>48,8%</b>	<b>41,4%</b>
- dont autres	7,9%	6,8%	26,0%	7,0%	5,1%	<b>11,3%</b>	<b>7,1%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	3 046	3 519	2 826	2 776	1 911	<b>2 967</b>	<b>706</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,94	0,97	1,04	1,07	0,95	<b>0,98</b>	<b>0,79</b>
- sur épargne brute	3,34	2,85	3,88	3,79	3,65	<b>3,23</b>	<b>3,45</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>1 123</b>	<b>1 270</b>	<b>1 213</b>	<b>1 014</b>	<b>830</b>	<b>1 142</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	534	676	767	774	779	<b>695</b>	<b>562</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	92,3%	92,8%	99,0%	101,5%	82,3%	<b>93,4%</b>	<b>65,7%</b>
Coefficient de mobilisation de potentiel fiscal élargi	107,8%	105,6%	104,5%	105,6%	91,1%	<b>103,6%</b>	<b>87,4%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	83,2%	82,1%	92,3%	90,6%	90,4%	<b>86,1%</b>	<b>64,7%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CPMF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2007/2006 à champ constant : communes "supports stations de sports d'hiver"

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "stations de sports d'hiver"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 5,2%</b>	<b>+ 8,5%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>- 8,0%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 4,5%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	- 1,0%	- 0,7%	+ 0,7%	- 1,0%	- 7,0%	- 1,4%	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 7,0%	+ 3,9%	+ 5,5%	+ 3,8%	+ 3,6%	+ 4,5%	+ 3,6%
Charges d'intérêts	+ 3,5%	+ 16,4%	- 3,1%	- 23,1%	+ 10,1%	+ 5,4%	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 5,8%</b>	<b>+ 6,5%</b>	<b>+ 18,7%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>- 17,4%</b>	<b>+ 5,3%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 24,8%	+ 13,2%	- 4,0%	- 6,3%	- 25,9%	+ 4,2%	+ 10,0%
Remboursements de dette *	- 36,9%	- 15,7%	+ 3,6%	+ 20,0%	+ 15,9%	- 9,4%	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 17,6%</b>	<b>+ 2,0%</b>	<b>+ 12,2%</b>	<b>+ 0,7%</b>	<b>+ 9,8%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 2,1%	+ 3,1%	+ 2,2%	+ 3,7%	+ 1,4%	+ 2,6%	+ 3,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	- 0,5%	+ 3,7%	+ 3,4%	+ 3,1%	+ 2,2%	+ 2,8%	+ 3,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement de fiscalité</i>	- 0,6%	+ 3,7%	+ 3,3%	+ 3,1%	+ 2,2%	+ 2,8%	+ 3,7%
Dotations et participations	+ 1,7%	+ 1,6%	- 0,9%	+ 1,0%	+ 2,4%	+ 1,0%	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 9,5%</b>	<b>- 11,1%</b>	<b>+ 44,8%</b>	<b>- 36,1%</b>	<b>- 37,1%</b>	<b>- 7,6%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 11,9%	- 8,9%	- 12,9%	+ 3,8%	- 14,3%	- 6,6%	+ 4,5%
Emprunts *	- 25,3%	- 11,8%	+ 41,2%	- 60,8%	- 52,4%	- 16,3%	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>- 1,3%</b>	<b>+ 55,7%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 43,8%</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 28,9%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 6,6%</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>- 5,2%</b>	<b>- 2,0%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 4,1%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CPMF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

## Ensemble des communes appartenant à l'espace à dominante rurale en 2007

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "rurales"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	13 015	4 406	653	230	220	18 524	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	2 603 466	4 104 651	1 693 509	965 400	1 479 325	10 846 351	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 119</b>	<b>1 172</b>	<b>1 329</b>	<b>1 347</b>	<b>1 522</b>	<b>1 247</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>1 145</b>	<b>1 186</b>	<b>1 332</b>	<b>1 360</b>	<b>1 549</b>	<b>1 264</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>609</b>	<b>657</b>	<b>770</b>	<b>815</b>	<b>956</b>	<b>718</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	32,1%	30,8%	29,4%	28,3%	26,6%	29,8%	29,6%
- dont charges de personnel	34,7%	42,1%	46,7%	49,9%	51,9%	43,9%	46,4%
- dont charges d'intérêts	3,7%	4,8%	4,8%	5,0%	5,0%	4,6%	4,3%
- dont autres charges de gestion courante	26,8%	20,1%	17,6%	15,2%	15,1%	19,6%	17,9%
- dont autres	2,7%	2,2%	1,5%	1,5%	1,5%	2,0%	1,8%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,3%	0,5%	0,8%	1,4%	1,3%	0,7%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>847</b>	<b>888</b>	<b>1 009</b>	<b>1 039</b>	<b>1 190</b>	<b>951</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	7,4%	5,7%	5,6%	5,1%	5,6%	6,0%	5,9%
- dont dotations et participations	39,6%	34,8%	33,4%	32,9%	31,2%	34,8%	32,0%
<i>dont DGF</i>	(27,3%)	(25,8%)	(25,3%)	(23,9%)	(22,9%)	(25,4%)	(23,0%)
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	(7,2%)	(5,5%)	(4,7%)	(4,7%)	(4,3%)	(5,5%)	(4,8%)
- dont impôts et taxes	37,2%	44,3%	50,4%	51,8%	54,2%	46,2%	51,0%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	(28,3%)	(33,9%)	(37,7%)	(36,6%)	(39,3%)	(34,5%)	(35,4%)
- dont autres produits courants non financiers	9,5%	7,0%	4,8%	3,8%	3,2%	6,2%	4,7%
- dont autres	6,4%	8,3%	5,9%	6,4%	5,8%	6,9%	6,3%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>28,1%</b>	<b>26,0%</b>	<b>23,6%</b>	<b>21,5%</b>	<b>19,7%</b>	<b>24,6%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>510</b>	<b>515</b>	<b>558</b>	<b>532</b>	<b>567</b>	<b>529</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	13,9%	16,7%	18,2%	22,1%	21,1%	17,4%	16,8%
- dont dépenses d'équipement brut	82,4%	79,0%	76,9%	75,1%	76,3%	78,7%	79,9%
- dont autres	3,7%	4,3%	5,0%	2,8%	2,5%	3,9%	3,2%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>296</b>	<b>293</b>	<b>311</b>	<b>305</b>	<b>329</b>	<b>303</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	61,9%	49,6%	48,4%	42,9%	40,2%	50,3%	51,5%
- dont emprunts	30,7%	42,9%	42,9%	48,0%	51,8%	41,8%	41,4%
- dont autres	7,4%	7,5%	8,7%	9,2%	8,0%	7,9%	7,1%
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	547	747	892	971	1 178	800	706
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,65	0,84	0,88	0,93	0,99	0,84	0,79
- sur épargne brute	2,30	3,23	3,74	4,34	5,02	3,42	3,45
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>253</b>	<b>340</b>	<b>442</b>	<b>480</b>	<b>567</b>	<b>378</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	382	480	580	625	671	509	562
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	55,8%	65,0%	72,1%	72,1%	80,4%	66,9%	65,7%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	77,0%	81,1%	85,1%	88,9%	94,0%	84,0%	87,4%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	71,2%	71,9%	73,9%	68,9%	73,6%	72,1%	64,7%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CPMF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Évolution 2007/2006 à champ constant : communes appartenant à l'espace à dominante rurale

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "rurales"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 4,5%</b>	<b>+ 5,5%</b>	<b>+ 6,9%</b>	<b>+ 5,8%</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	+ 2,1%	+ 1,6%	+ 1,4%	+ 1,6%	+ 1,5%	+ 1,7%	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 3,8%	+ 3,7%	+ 3,9%	+ 4,1%	+ 3,6%	+ 3,8%	+ 3,6%
Charges d'intérêts	+ 6,4%	+ 8,2%	+ 2,0%	+ 0,8%	+ 2,2%	+ 4,8%	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 4,1%</b>	<b>+ 6,8%</b>	<b>+ 11,2%</b>	<b>+ 17,1%</b>	<b>+ 14,1%</b>	<b>+ 8,7%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 5,5%	+ 9,4%	+ 10,8%	+ 16,4%	+ 16,2%	+ 10,1%	+ 10,0%
Remboursements de dette *	- 3,8%	- 5,2%	- 2,3%	+ 14,5%	- 1,6%	- 1,9%	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 3,8%	+ 3,4%	+ 3,2%	+ 2,4%	+ 2,1%	+ 3,1%	+ 3,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	+ 3,6%	+ 2,8%	+ 3,0%	+ 2,8%	+ 2,9%	+ 3,0%	+ 3,7%
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	+ 3,9%	+ 3,4%	+ 3,3%	+ 2,6%	+ 2,7%	+ 3,3%	+ 3,7%
Dotations et participations	+ 2,8%	+ 1,8%	+ 0,7%	+ 2,1%	+ 2,5%	+ 2,0%	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 4,1%</b>	<b>+ 0,2%</b>	<b>+ 10,2%</b>	<b>+ 13,2%</b>	<b>+ 11,8%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 1,3%	- 1,5%	+ 5,7%	+ 16,7%	+ 6,3%	+ 2,5%	+ 4,5%
Emprunts *	- 8,2%	+ 5,8%	+ 9,6%	+ 9,4%	+ 17,0%	+ 5,9%	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 6,2%</b>	<b>+ 10,4%</b>	<b>+ 1,5%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 6,5%</b>	<b>+ 6,7%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 5,1%</b>	<b>+ 2,7%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 4,1%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

### Ensemble des communes appartenant à un pôle urbain en 2007

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "pôles urbains"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	76	804	492	322	560	2 254	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	28 194	992 867	1 325 248	1 351 458	3 967 776	7 665 543	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>858</b>	<b>965</b>	<b>1 103</b>	<b>1 216</b>	<b>1 405</b>	<b>1 260</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>899</b>	<b>978</b>	<b>1 106</b>	<b>1 233</b>	<b>1 423</b>	<b>1 275</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>465</b>	<b>550</b>	<b>660</b>	<b>774</b>	<b>925</b>	<b>803</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	32,6%	30,8%	30,6%	28,6%	27,4%	<b>28,4%</b>	<b>29,6%</b>
- dont charges de personnel	37,1%	45,4%	48,2%	50,5%	53,2%	<b>51,3%</b>	<b>46,4%</b>
- dont charges d'intérêts	2,9%	4,2%	3,9%	3,8%	3,9%	<b>3,9%</b>	<b>4,3%</b>
- dont autres charges de gestion courante	24,5%	17,4%	15,3%	14,8%	13,7%	<b>14,5%</b>	<b>17,9%</b>
- dont autres	2,8%	2,2%	1,9%	2,4%	1,8%	<b>1,9%</b>	<b>1,8%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,7%	<b>0,6%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>659</b>	<b>736</b>	<b>857</b>	<b>968</b>	<b>1 132</b>	<b>1 003</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	9,8%	5,4%	5,1%	5,5%	5,6%	<b>5,5%</b>	<b>5,9%</b>
- dont dotations et participations	27,1%	28,5%	26,3%	27,0%	27,0%	<b>27,0%</b>	<b>32,0%</b>
dont DGF	(19,5%)	(20,5%)	(19,0%)	(18,8%)	(18,7%)	<b>(18,9%)</b>	<b>(23,0%)</b>
dont attributions de péréquation et de compensation	(4,7%)	(4,3%)	(3,7%)	(3,2%)	(3,3%)	<b>(3,5%)</b>	<b>(4,8%)</b>
- dont impôts et taxes	50,7%	56,2%	59,5%	59,1%	59,6%	<b>59,1%</b>	<b>51,0%</b>
dont produit voté 4 taxes	(32,2%)	(38,2%)	(38,4%)	(36,9%)	(36,0%)	<b>(36,7%)</b>	<b>(35,4%)</b>
- dont autres produits courants non financiers	5,6%	4,1%	3,0%	2,6%	2,4%	<b>2,7%</b>	<b>4,7%</b>
- dont autres	6,7%	5,9%	6,1%	5,8%	5,5%	<b>5,7%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>29,4%</b>	<b>25,3%</b>	<b>23,0%</b>	<b>20,1%</b>	<b>18,3%</b>	<b>20,0%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>393</b>	<b>414</b>	<b>442</b>	<b>442</b>	<b>479</b>	<b>458</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	15,8%	16,6%	16,2%	16,5%	19,2%	<b>17,9%</b>	<b>16,8%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	81,4%	80,8%	80,5%	81,1%	77,5%	<b>79,0%</b>	<b>79,9%</b>
- dont autres	2,8%	2,6%	3,3%	2,5%	3,3%	<b>3,1%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>240</b>	<b>240</b>	<b>247</b>	<b>248</b>	<b>271</b>	<b>259</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	59,0%	52,9%	48,3%	49,4%	44,8%	<b>47,2%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	33,9%	41,8%	44,6%	40,3%	48,6%	<b>45,7%</b>	<b>41,4%</b>
- dont autres	7,1%	5,4%	7,0%	10,2%	6,6%	<b>7,1%</b>	<b>7,1%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	334	557	643	704	864	<b>756</b>	<b>706</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,51	0,76	0,75	0,73	0,76	<b>0,75</b>	<b>0,79</b>
- sur épargne brute	1,72	2,99	3,27	3,62	4,18	<b>3,78</b>	<b>3,45</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>285</b>	<b>371</b>	<b>465</b>	<b>505</b>	<b>593</b>	<b>525</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	557	641	734	737	800	<b>756</b>	<b>562</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	49,4%	55,7%	61,2%	70,2%	74,3%	<b>68,5%</b>	<b>65,7%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	67,8%	79,6%	94,1%	95,3%	101,9%	<b>96,8%</b>	<b>87,4%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	60,1%	58,0%	51,7%	54,8%	54,9%	<b>54,7%</b>	<b>64,7%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Evolution 2007/2006 à champ constant : communes appartenant à un pôle urbain

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2 000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "pôles urbains"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 10,7%</b>	<b>+ 4,6%</b>	<b>+ 6,4%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 5,4%</b>	<b>+ 4,9%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	+ 6,7%	+ 2,3%	+ 2,4%	+ 0,8%	+ 3,0%	+ 2,4%	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 4,5%	+ 4,2%	+ 4,2%	+ 4,6%	+ 4,7%	+ 4,5%	+ 3,6%
Intérêts	+ 5,9%	+ 7,7%	+ 4,8%	- 1,2%	+ 0,2%	+ 1,3%	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 25,2%</b>	<b>+ 7,6%</b>	<b>+ 12,6%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 10,9%</b>	<b>+ 9,3%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 22,6%	+ 8,6%	+ 14,3%	+ 4,4%	+ 10,3%	+ 9,6%	+ 10,0%
Remboursements de dette *	+ 43,7%	+ 4,1%	- 1,6%	- 3,7%	+ 2,7%	+ 1,2%	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,4%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 6,8%	+ 3,2%	+ 2,9%	+ 2,4%	+ 3,0%	+ 2,8%	+ 3,0%
dont produit 4 taxes (voté)	+ 5,9%	+ 3,3%	+ 2,9%	+ 3,3%	+ 2,7%	+ 2,9%	+ 3,7%
dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité	+ 7,5%	+ 3,1%	+ 2,6%	+ 2,3%	+ 2,9%	+ 2,7%	+ 3,7%
Dotations et participations	- 4,3%	- 0,5%	+ 0,3%	+ 0,4%	+ 0,5%	+ 0,3%	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>+ 23,6%</b>	<b>+ 6,7%</b>	<b>+ 13,0%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>+ 13,2%</b>	<b>+ 10,2%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 6,4%	+ 3,3%	+ 9,2%	+ 11,0%	+ 10,4%	+ 9,3%	+ 4,5%
Emprunts *	+ 148,7%	+ 16,3%	+ 13,2%	+ 0,6%	+ 16,0%	+ 13,1%	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 12,4%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>+ 1,4%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 6,1%</b>	<b>+ 5,5%</b>	<b>+ 5,9%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>+ 4,5%</b>	<b>+ 4,6%</b>	<b>+ 4,1%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## ◆ Communes « rurales » / périurbaines / pôles urbains

### Ensemble des communes périurbaines en 2007

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "périurbaines"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>montants en euros par habitant</b>							
<b>Nombre total de communes</b>	7 629	5 865	888	296	216	14 894	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	1 916 659	5 638 123	2 312 084	1 226 139	1 422 068	12 515 073	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>896</b>	<b>919</b>	<b>1 064</b>	<b>1 179</b>	<b>1 310</b>	<b>1 012</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>915</b>	<b>922</b>	<b>1 067</b>	<b>1 192</b>	<b>1 315</b>	<b>1 019</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>485</b>	<b>510</b>	<b>623</b>	<b>723</b>	<b>833</b>	<b>584</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	31,5%	30,9%	31,2%	29,2%	28,2%	30,4%	29,6%
- dont charges de personnel	33,6%	43,1%	47,6%	49,3%	52,0%	45,0%	46,4%
- dont charges d'intérêts	3,2%	4,2%	4,6%	4,7%	4,1%	4,2%	4,3%
- dont autres charges de gestion courante	29,8%	20,0%	15,5%	15,4%	14,2%	18,8%	17,9%
- dont autres	1,9%	1,8%	1,2%	1,4%	1,4%	1,6%	1,8%
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,3%	0,4%	0,6%	0,9%	0,6%	0,5%	0,6%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>676</b>	<b>678</b>	<b>814</b>	<b>910</b>	<b>1 044</b>	<b>767</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	7,1%	6,2%	5,9%	6,6%	6,0%	6,3%	5,9%
- dont dotations et participations	37,8%	34,4%	32,0%	30,4%	29,3%	33,1%	32,0%
<i>dont DGF</i>	<i>(24,8%)</i>	<i>(24,9%)</i>	<i>(23,7%)</i>	<i>(22,2%)</i>	<i>(21,1%)</i>	<i>(23,8%)</i>	<i>(23,0%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(8,0%)</i>	<i>(5,7%)</i>	<i>(4,4%)</i>	<i>(3,9%)</i>	<i>(3,6%)</i>	<i>(5,2%)</i>	<i>(4,8%)</i>
- dont impôts et taxes	39,7%	47,7%	51,7%	55,1%	56,2%	49,6%	51,0%
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(29,1%)</i>	<i>(35,4%)</i>	<i>(37,3%)</i>	<i>(38,2%)</i>	<i>(37,0%)</i>	<i>(35,5%)</i>	<i>(35,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	8,0%	5,1%	3,9%	3,0%	3,0%	4,7%	4,7%
- dont autres	7,3%	6,5%	6,5%	5,0%	5,4%	6,3%	6,3%
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>28,2%</b>	<b>24,8%</b>	<b>23,5%</b>	<b>20,5%</b>	<b>20,2%</b>	<b>23,8%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>410</b>	<b>409</b>	<b>441</b>	<b>456</b>	<b>478</b>	<b>428</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	12,8%	15,1%	17,1%	16,8%	16,7%	15,5%	16,8%
- dont dépenses d'équipement brut	83,6%	82,5%	80,6%	80,9%	80,5%	81,9%	79,9%
- dont autres	3,6%	2,4%	2,4%	2,3%	2,8%	2,6%	3,2%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>239</b>	<b>243</b>	<b>248</b>	<b>269</b>	<b>247</b>	<b>246</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	62,6%	56,5%	53,6%	49,1%	51,0%	55,5%	51,5%
- dont emprunts	29,6%	36,8%	41,5%	45,1%	43,5%	38,3%	41,4%
- dont autres	7,8%	6,7%	4,9%	5,7%	5,5%	6,3%	7,1%
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	386	523	678	832	825	596	706
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,57	0,77	0,83	0,91	0,79	0,78	0,79
- sur épargne brute	2,03	3,11	3,55	4,45	3,92	3,26	3,45
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>214</b>	<b>285</b>	<b>375</b>	<b>446</b>	<b>499</b>	<b>331</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	375	462	538	597	618	494	562
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	51,8%	58,5%	70,1%	72,6%	79,2%	62,9%	65,7%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	68,7%	76,7%	85,5%	95,6%	95,9%	82,3%	87,4%
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	73,3%	68,2%	67,8%	62,5%	67,9%	67,8%	64,7%

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMFP n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Evolution 2007/2006 à champ constant : communes périurbaines

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	Ensemble communes "périurbaines"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 6,2%</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 5,2%</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	+ 2,9%	+ 2,0%	+ 2,6%	+ 2,9%	+ 1,6%	+ 2,3%	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 3,6%	+ 4,0%	+ 4,7%	+ 5,0%	+ 4,5%	+ 4,4%	+ 3,6%
Intérêts	+ 6,8%	+ 5,9%	+ 5,3%	- 0,1%	- 0,6%	+ 3,9%	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 10,3%</b>	<b>+ 8,2%</b>	<b>+ 7,5%</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 10,8%</b>	<b>+ 8,2%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 11,3%	+ 9,9%	+ 7,9%	+ 5,8%	+ 17,9%	+ 10,2%	+ 10,0%
Remboursements de dette *	+ 1,5%	- 2,6%	- 1,8%	- 8,1%	- 9,8%	- 3,6%	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 1,8%</b>	<b>+ 2,5%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 1,5%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 3,4%	+ 3,2%	+ 2,9%	+ 3,2%	+ 2,7%	+ 3,1%	+ 3,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>+ 4,2%</i>	<i>+ 3,3%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 3,6%</i>	<i>+ 2,1%</i>	<i>+ 3,2%</i>	<i>+ 3,7%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	<i>+ 4,4%</i>	<i>+ 3,5%</i>	<i>+ 2,8%</i>	<i>+ 3,1%</i>	<i>+ 3,0%</i>	<i>+ 3,3%</i>	<i>+ 3,7%</i>
Dotations et participations	+ 1,7%	+ 0,2%	+ 0,6%	+ 1,0%	- 0,1%	+ 0,5%	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 0,6%</b>	<b>+ 3,3%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 5,6%</b>	<b>+ 0,4%</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	+ 2,1%	+ 5,8%	+ 3,4%	+ 1,1%	+ 2,6%	+ 3,9%	+ 4,5%
Emprunts *	- 4,4%	+ 0,3%	+ 3,3%	+ 11,5%	- 1,2%	+ 1,3%	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 9,2%</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>- 2,2%</b>	<b>- 3,7%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 4,8%</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 4,2%</b>	<b>+ 2,2%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 4,1%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie / (2) y compris travaux en régie

## ◆ Communes de montagne

### Ensemble des communes de montagne non touristiques en 2007

montants en euros par habitant

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "montagne non touristiques"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Nombre total de communes</b>	3 345	976	107	38	36	4 502	35 672
<b>Population totale au 01/01/2007</b>	616 111	882 081	276 568	156 484	248 116	2 179 360	31 026 967
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>1 463</b>	<b>1 111</b>	<b>1 109</b>	<b>1 202</b>	<b>1 439</b>	<b>1 254</b>	<b>1 155</b>
<b>Recettes réelles totales *</b>	<b>1 484</b>	<b>1 105</b>	<b>1 110</b>	<b>1 222</b>	<b>1 463</b>	<b>1 262</b>	<b>1 159</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>729</b>	<b>581</b>	<b>622</b>	<b>720</b>	<b>875</b>	<b>672</b>	<b>685</b>
- dont charges à caractère général	34,7%	31,5%	30,3%	28,9%	25,7%	<b>31,3%</b>	<b>29,6%</b>
- dont charges de personnel	35,2%	41,2%	46,2%	48,5%	51,6%	<b>42,1%</b>	<b>46,4%</b>
- dont charges d'intérêts	3,9%	5,1%	5,1%	4,8%	4,8%	<b>4,7%</b>	<b>4,3%</b>
- dont autres charges de gestion courante	24,1%	20,3%	17,3%	15,9%	16,7%	<b>20,3%</b>	<b>17,9%</b>
- dont autres	2,1%	1,9%	1,1%	1,8%	1,2%	<b>1,7%</b>	<b>1,8%</b>
Part des travaux en régie dans les dépenses	0,4%	0,4%	0,8%	1,2%	0,9%	<b>0,6%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>1 041</b>	<b>793</b>	<b>826</b>	<b>940</b>	<b>1 106</b>	<b>914</b>	<b>890</b>
- dont ventes, produits et prestations	8,6%	6,5%	5,7%	5,4%	5,5%	<b>6,9%</b>	<b>5,9%</b>
- dont dotations et participations	40,6%	35,2%	32,1%	28,9%	30,0%	<b>35,4%</b>	<b>32,0%</b>
<i>dont DGF</i>	<i>(29,3%)</i>	<i>(26,4%)</i>	<i>(23,8%)</i>	<i>(21,5%)</i>	<i>(21,4%)</i>	<i>(26,0%)</i>	<i>(23,0%)</i>
<i>dont attributions de péréquation et de compensation</i>	<i>(6,3%)</i>	<i>(4,6%)</i>	<i>(3,8%)</i>	<i>(3,2%)</i>	<i>(3,5%)</i>	<i>(4,8%)</i>	<i>(4,8%)</i>
- dont impôts et taxes	34,2%	44,6%	51,5%	55,3%	56,9%	<b>44,5%</b>	<b>51,0%</b>
<i>dont produit voté 4 taxes</i>	<i>(24,7%)</i>	<i>(33,7%)</i>	<i>(36,4%)</i>	<i>(35,0%)</i>	<i>(36,0%)</i>	<i>(31,5%)</i>	<i>(35,4%)</i>
- dont autres produits courants non financiers	10,3%	7,1%	5,1%	5,3%	3,5%	<b>7,2%</b>	<b>4,7%</b>
- dont autres	6,2%	6,7%	5,6%	5,1%	4,2%	<b>5,9%</b>	<b>6,3%</b>
<b>Épargne brute / RRF</b>	<b>30,0%</b>	<b>26,7%</b>	<b>24,8%</b>	<b>23,4%</b>	<b>20,9%</b>	<b>26,5%</b>	<b>23,0%</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>734</b>	<b>530</b>	<b>488</b>	<b>483</b>	<b>564</b>	<b>583</b>	<b>471</b>
- dont remboursements de dette *	11,9%	15,6%	15,8%	17,9%	20,1%	<b>14,9%</b>	<b>16,8%</b>
- dont dépenses d'équipement brut	85,7%	81,4%	81,7%	79,5%	76,7%	<b>82,3%</b>	<b>79,9%</b>
- dont autres	2,4%	3,1%	2,6%	2,6%	3,2%	<b>2,8%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>441</b>	<b>311</b>	<b>284</b>	<b>276</b>	<b>340</b>	<b>345</b>	<b>269</b>
- dont dotations et subventions	67,5%	57,2%	56,4%	46,6%	44,5%	<b>58,8%</b>	<b>51,5%</b>
- dont emprunts	25,4%	34,6%	39,1%	44,7%	40,7%	<b>33,0%</b>	<b>41,4%</b>
- dont autres	7,1%	8,2%	4,5%	8,6%	14,8%	<b>8,2%</b>	<b>7,1%</b>
<b>Encours de dette au 31/12/2007</b>							
- par habitant	685	716	772	833	994	<b>754</b>	<b>706</b>
- sur recettes réelles de fonctionnement	0,66	0,90	0,93	0,89	0,90	<b>0,83</b>	<b>0,79</b>
- sur épargne brute	2,19	3,38	3,77	3,78	4,31	<b>3,12</b>	<b>3,45</b>
<b>Fiscalité</b>							
<b>Produit 4 taxes + reversement fiscalité</b>	<b>278</b>	<b>313</b>	<b>389</b>	<b>463</b>	<b>573</b>	<b>353</b>	<b>395</b>
Potentiel fiscal / population "DGF"	366	485	636	711	728	<b>505</b>	<b>562</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (3)	62,6%	61,6%	58,2%	68,5%	85,1%	<b>64,0%</b>	<b>65,7%</b>
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	74,9%	74,2%	77,5%	82,1%	97,6%	<b>78,9%</b>	<b>87,4%</b>
Produit 4 taxes com. / produit com. + gpmt	75,6%	72,0%	63,7%	61,8%	62,6%	<b>69,1%</b>	<b>64,7%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

### Évolution 2007/2006 à champ constant : communes de montagne non touristiques

	Moins de 500 habitants	De 500 à moins de 2000 hab.	De 2 000 à moins de 3 500 hab.	De 3 500 à moins de 5 000 hab.	De 5 000 à moins de 10 000 hab.	communes "montagne non touristiques"	Rappel moyenne des communes de métropole
<b>Dépenses réelles totales *</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 3,4%</b>	<b>- 1,4%</b>	<b>+ 8,8%</b>	<b>+ 3,6%</b>	<b>+ 4,9%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (1)</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 3,0%</b>	<b>+ 2,9%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 3,0%</b>
Charges à caractère général	+ 1,3%	+ 0,7%	+ 0,3%	+ 2,8%	+ 1,8%	+ 1,1%	+ 1,5%
Charges de personnel	+ 3,9%	+ 3,9%	+ 3,8%	+ 3,4%	+ 4,6%	+ 3,9%	+ 3,6%
Intérêts de la dette	+ 5,3%	+ 5,9%	+ 1,7%	- 3,2%	- 5,3%	+ 2,6%	+ 2,9%
<b>Dépenses réelles d'investissement *(2)</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 4,9%</b>	<b>+ 5,8%</b>	<b>- 6,0%</b>	<b>+ 20,5%</b>	<b>+ 5,3%</b>	<b>+ 7,8%</b>
Dépenses d'équipement brut	+ 5,4%	+ 8,0%	+ 10,2%	- 6,5%	+ 25,3%	+ 7,8%	+ 10,0%
Remboursements de dette *	- 5,1%	- 8,7%	- 14,3%	+ 2,7%	+ 3,8%	- 6,0%	- 1,7%
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>+ 4,3%</b>	<b>+ 4,0%</b>	<b>+ 0,1%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 2,3%</b>	<b>+ 3,2%</b>	<b>+ 2,9%</b>
Impôts et taxes	+ 4,7%	+ 3,3%	+ 1,4%	+ 1,5%	+ 2,4%	+ 3,0%	+ 3,0%
<i>dont produit 4 taxes (voté)</i>	<i>+ 4,3%</i>	<i>+ 3,8%</i>	<i>+ 2,8%</i>	<i>+ 2,5%</i>	<i>+ 4,1%</i>	<i>+ 3,7%</i>	<i>+ 3,7%</i>
<i>dont produit 4 taxes (voté) + reversement fiscalité</i>	<i>+ 4,3%</i>	<i>+ 3,4%</i>	<i>+ 2,0%</i>	<i>+ 0,9%</i>	<i>+ 2,7%</i>	<i>+ 3,0%</i>	<i>+ 3,7%</i>
Dotations et participations	+ 2,1%	+ 1,6%	+ 1,7%	+ 2,1%	+ 4,0%	+ 2,0%	+ 1,1%
<b>Recettes réelles d'investissement *</b>	<b>- 3,9%</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>+ 17,1%</b>	<b>- 4,1%</b>	<b>+ 50,0%</b>	<b>+ 1,9%</b>	<b>+ 4,5%</b>
Dotations et subventions d'investissement	- 1,1%	+ 1,1%	+ 12,5%	- 0,1%	+ 33,4%	+ 3,2%	+ 4,5%
Emprunts *	- 10,5%	- 13,5%	+ 29,4%	+ 14,7%	+ 41,9%	- 1,3%	+ 6,1%
<b>Épargne brute</b>	<b>+ 10,1%</b>	<b>+ 6,5%</b>	<b>- 6,1%</b>	<b>- 1,3%</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>+ 4,9%</b>	<b>+ 2,4%</b>
<b>Encours de la dette au 31/12</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 2,8%</b>	<b>+ 3,8%</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>+ 2,6%</b>	<b>+ 3,1%</b>	<b>+ 4,1%</b>

\* Hors gestion active de la dette

(1) hors travaux en régie, (2) y compris travaux en régie, (3) le CMPF n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un EPCI à TPU.

## Ratios financiers 2007

**Remarque :** cette année, le calcul des ratios a été effectué sur un champ d'étude excluant 5 communes de moins de 10 000 habitants : 4 communes de moins de 10 000 habitants manquent dans la base de données fournie par la DGFIP et il a été décidé d'exclure 1 commune dont la situation financière est exceptionnelle (niveau d'endettement particulièrement élevé par rapport aux recettes de fonctionnement) et dont l'influence sur les moyennes par strate et par région peut s'avérer trompeuse.

Les volumes en euros cités dans la première partie de ce guide comprennent bien entendu l'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants avec extrapolation pour les communes manquantes.

Pour les définitions et modes de calculs, se référer à l'annexe 1 page 28 du guide.

### ■ Volume budgétaire

1 – Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette / population

#### ● Dépenses de fonctionnement

\*1 – Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / population

2 – Charges de gestion générale / dépenses réelles de fonctionnement

\*\*3 – Frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

4 – Intérêts payés / dépenses réelles de fonctionnement

5 – Autres charges de gestion courante / dépenses réelles de fonctionnement

#### □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

\*1 – Recettes réelles de fonctionnement / population

2 – Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement

3 – Dotations, participations / recettes réelles de fonctionnement

\*4 – Dotation globale de fonctionnement / population

5 – Impôts et taxes / recettes réelles de fonctionnement

6 – Impôts et taxes / population

\*7 – Produit des 4 taxes / population

7 bis – Produit des 4 taxes des communes et groupements / population

7 ter – Produit des 4 taxes / produit des 4 taxes des communes et groupements

8 – Potentiel fiscal / population (avec résidences secondaires)

8 bis – Potentiel financier / population (avec résidences secondaires)

\*\*9 – Produit des 4 taxes / potentiel fiscal corrigé : "CMPF"

9 bis – Produit des 4 taxes des communes et groupements / potentiel fiscal corrigé : "CMPF élargi"

9 ter – Produit des 3 taxes / potentiel fiscal 3 taxes

10 – Taux d'épargne : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement

#### ★ Effort d'équipement et financement

1 – Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie hors gestion active de la dette / population

2 – Remboursements de dette hors gestion active de la dette / population

\*3 – Dépenses d'équipement brut / population

\*\*4 – Taux d'équipement : dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

5 – Dotations et subventions d'investissement / dépenses d'équipement brut

6 – Emprunts réalisés hors gestion active de la dette / population

7 – Emprunts réalisés hors gestion active de la dette / dépenses d'équipement brut

#### ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

\*1 – Encours de la dette au 31/12/2007 / population

2 – Annuité de la dette hors gestion active de la dette / population

\*3 – Encours de la dette au 31/12/2007 / recettes réelles de fonctionnement

4 – Encours de la dette au 31/12/2007 / épargne brute

\*\*5 – Dépenses réelles de fonctionnement et remboursements de dette hors gestion active de la dette/recettes réelles de foncti

6 – Produit des 4 taxes / recettes réelles totales de l'exercice hors gestion active de la dette

7 – Intérêts / encours de la dette au 01/01/2007

8 – Fonds de roulement au 01/01/2007 / dépenses réelles totales de l'exercice hors gestion active de la dette ( en jours)

**L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) définit la liste des ratios devant obligatoirement figurer en annexe aux documents budgétaires, selon la taille des communes :**

\* ratios obligatoires pour les communes de plus de 3 500 habitants,

\*\* ratios obligatoires pour les communes de plus de 10 000 habitants.

## ■ Volume du budget communal

### 1 – Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette / population

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.  
Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

*Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.*

Moyenne métropole en 2006 : 1 102 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>1 024</b>	<b>1 023</b>	<b>1 160</b>	<b>1 244</b>	<b>1 413</b>	<b>1 160</b>
<b>Métropole</b>	<b>1 023</b>	<b>1 020</b>	<b>1 158</b>	<b>1 239</b>	<b>1 411</b>	<b>1 155</b>
Alsace	1 103	965	1 156	1 058	1 303	1 082
Aquitaine	984	950	1 154	1 269	1 393	1 107
Auvergne	1 216	1 100	1 134	1 339	1 285	1 182
Bourgogne	947	917	1 201	1 165	1 353	1 054
Bretagne	1 045	1 001	1 074	1 142	1 266	1 102
Centre	901	965	1 096	1 188	1 372	1 064
Champagne-Ardenne	861	1 002	1 026	1 025	1 217	989
Corse	2 175	1 498	1 379	1 435	1 481	1 616
Franche-Comté	965	934	934	1 139	1 187	991
Ile-de-France	1 033	1 031	1 278	1 313	1 484	1 300
Languedoc-Roussillon	1 606	1 268	1 271	1 469	1 676	1 445
Limousin	1 106	1 052	1 177	1 112	1 388	1 133
Lorraine	946	885	968	1 022	1 281	1 022
Midi-Pyrénées	1 069	1 093	1 140	1 266	1 278	1 143
Nord-Pas-de-Calais	713	794	914	1 034	1 260	1 002
Basse-Normandie	686	828	1 202	1 357	1 524	962
Haute-Normandie	780	887	1 102	1 315	1 612	1 068
Pays de la Loire	912	943	1 058	1 160	1 348	1 078
Picardie	702	792	1 057	1 104	1 163	874
Poitou-Charentes	869	931	1 089	1 305	1 183	1 026
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 412	1 808	1 532	1 420	1 683	1 673
Rhône-Alpes	1 634	1 303	1 416	1 370	1 569	1 425
Outre-Mer	n.s.	2 285	1 987	1 631	1 498	1 632
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	699	714	805	735	945	840
- à une CC à 4 taxes	989	997	1 214	1 329	1 515	1 120
- à un SAN	n.s.	1 542	2 352	1 928	1 500	1 634
- à une CA ou une CU à TPU	978	986	1 079	1 207	1 317	1 186
- à une CC à TPU	993	973	1 085	1 167	1 392	1 093
- à un syndicat à contribution fiscalisée	1 600	1 290	1 724	1 730	1 577	1 550
- Non membres d'un groupement fiscalisé	1 338	1 562	1 583	1 505	1 842	1 581

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ■ Volume du budget communal

### 1 bis – Dépenses réelles totales / population

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

*Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.*

Moyenne métropole en 2006 : 1 109 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>1 024</b>	<b>1 025</b>	<b>1 165</b>	<b>1 258</b>	<b>1 434</b>	<b>1 168</b>
<b>Métropole</b>	<b>1 024</b>	<b>1 022</b>	<b>1 163</b>	<b>1 253</b>	<b>1 432</b>	<b>1 164</b>
Alsace	1 103	966	1 163	1 058	1 313	1 085
Aquitaine	984	951	1 156	1 269	1 396	1 108
Auvergne	1 216	1 102	1 134	1 339	1 288	1 183
Bourgogne	947	920	1 205	1 221	1 391	1 066
Bretagne	1 045	1 005	1 081	1 175	1 289	1 116
Centre	901	966	1 103	1 198	1 382	1 068
Champagne-Ardenne	861	1 002	1 026	1 025	1 217	989
Corse	2 175	1 498	1 379	1 435	1 481	1 616
Franche-Comté	969	936	934	1 139	1 187	993
Ile-de-France	1 033	1 035	1 289	1 321	1 489	1 306
Languedoc-Roussillon	1 606	1 268	1 275	1 517	1 717	1 464
Limousin	1 107	1 052	1 177	1 112	1 388	1 134
Lorraine	946	885	968	1 022	1 317	1 031
Midi-Pyrénées	1 069	1 095	1 140	1 291	1 306	1 151
Nord-Pas-de-Calais	713	794	914	1 035	1 284	1 011
Basse-Normandie	686	832	1 202	1 371	1 573	971
Haute-Normandie	780	888	1 103	1 315	1 613	1 069
Pays de la Loire	915	949	1 069	1 176	1 395	1 095
Picardie	702	792	1 057	1 104	1 177	875
Poitou-Charentes	870	932	1 092	1 305	1 193	1 029
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 421	1 818	1 549	1 420	1 696	1 684
Rhône-Alpes	1 634	1 308	1 422	1 401	1 607	1 441
Outre-Mer	n.s.	2 285	1 987	1 631	1 498	1 632

#### Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :

- à une CU à 4 taxes	699	714	805	735	945	840
- à une CC à 4 taxes	990	998	1 218	1 346	1 528	1 124
- à un SAN	n.s.	1 542	2 352	1 928	1 500	1 634
- à une CA ou une CU à TPU	978	989	1 082	1 218	1 338	1 199
- à une CC à TPU	993	976	1 091	1 184	1 423	1 103
- à un syndicat à contribution fiscalisée	1 600	1 290	1 724	1 730	1 584	1 552
- Non membres d'un groupement fiscalisé	1 338	1 569	1 599	1 506	1 858	1 589

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle



## ● Dépenses de fonctionnement

### 1 – Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / population

Total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.  
A ces dépenses, on retire les travaux en régie (R72) pour obtenir **les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie**.

Évaluation de la charge totale de fonctionnement, en euros par habitant.

Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 666 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>556</b>	<b>572</b>	<b>681</b>	<b>774</b>	<b>917</b>	<b>689</b>
<b>Métropole</b>	<b>556</b>	<b>570</b>	<b>679</b>	<b>767</b>	<b>913</b>	<b>685</b>
Alsace	516	482	562	611	744	561
Aquitaine	544	572	745	799	917	684
Auvergne	614	583	650	718	817	648
Bourgogne	521	531	658	766	907	628
Bretagne	538	529	600	647	718	607
Centre	553	578	675	772	923	664
Champagne-Ardenne	465	528	632	664	776	562
Corse	1 030	898	727	876	868	882
Franche-Comté	508	472	548	729	769	551
Ile-de-France	618	629	841	916	1 050	879
Languedoc-Roussillon	868	711	750	921	1 064	861
Limousin	645	621	709	722	809	673
Lorraine	457	465	539	687	830	588
Midi-Pyrénées	569	619	691	741	813	663
Nord-Pas-de-Calais	412	488	602	705	874	665
Basse-Normandie	409	481	705	868	1 024	585
Haute-Normandie	470	531	694	882	1 100	678
Pays de la Loire	515	502	579	651	817	604
Picardie	433	489	690	743	825	561
Poitou-Charentes	518	539	643	727	772	609
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 141	986	923	907	1 113	1 014
Rhône-Alpes	824	676	757	806	943	785
Outre-Mer	n.s	1 508	1 231	1 229	1 093	1 169
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	448	342	426	418	718	546
- à une CC à 4 taxes	524	558	693	806	975	643
- à un SAN	n.s	713	1 584	1 343	1 141	1 194
- à une CA ou une CU à TPU	525	543	644	760	867	741
- à une CC à TPU	555	544	637	720	876	642
- à un syndicat à contribution fiscalisée	818	750	1 044	1 153	1 132	985
- Non membres d'un groupement fiscalisé	759	888	967	991	1 212	957

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ● Dépenses de fonctionnement

### 2 – Charges de gestion générale / dépenses réelles de fonctionnement

Charges de gestion générale : dépenses de la ligne budgétaire 011

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale

**Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux charges de gestion générale.**

Moyenne métropole en 2006 : 29,9 %

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>31,9</b>	<b>30,8</b>	<b>30,3</b>	<b>28,5</b>	<b>27,3</b>	<b>29,5</b>
<b>Métropole</b>	<b>31,9</b>	<b>30,9</b>	<b>30,4</b>	<b>28,7</b>	<b>27,4</b>	<b>29,6</b>
Alsace	35,3	32,9	32,3	30,5	28,6	31,7
Aquitaine	30,2	29,8	29,0	27,3	26,1	28,4
Auvergne	33,6	31,2	28,9	28,1	26,4	30,1
Bourgogne	34,1	32,4	32,4	24,8	27,1	30,8
Bretagne	31,0	29,1	28,4	27,7	26,3	28,0
Centre	27,3	30,1	30,9	30,1	28,2	29,5
Champagne-Ardenne	34,6	32,8	31,4	27,3	27,5	31,7
Corse	33,9	27,0	31,3	28,8	31,1	30,4
Franche-Comté	37,6	33,6	31,0	29,3	26,6	32,7
Ile-de-France	33,2	34,2	33,8	31,3	30,2	31,7
Languedoc-Roussillon	31,5	29,0	29,4	27,5	25,6	28,0
Limousin	31,9	31,0	32,3	28,3	27,0	30,4
Lorraine	35,9	32,2	31,7	28,6	26,9	30,4
Midi-Pyrénées	30,1	29,7	27,8	29,3	24,8	28,4
Nord-Pas-de-Calais	32,2	31,5	31,8	29,9	28,6	30,0
Basse-Normandie	26,6	28,5	30,1	25,4	25,3	27,4
Haute-Normandie	28,0	29,7	31,0	28,8	27,7	28,9
Pays de la Loire	30,1	29,9	29,5	29,1	26,7	28,9
Picardie	31,1	32,0	30,7	30,4	30,9	31,2
Poitou-Charentes	29,3	29,8	29,5	28,9	26,6	29,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,9	31,5	29,6	27,6	27,2	28,9
Rhône-Alpes	32,6	31,7	30,8	28,8	26,7	29,8
Outre-Mer	n.s.	24,0	19,4	21,0	23,2	22,7
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	22,0	20,2	30,5	26,9	23,9	24,9
- à une CC à 4 taxes	33,1	31,4	30,5	28,8	27,1	30,5
- à un SAN	n.s.	38,2	38,6	29,8	29,9	31,0
- à une CA ou une CU à TPU	30,1	30,5	30,5	28,2	27,1	28,3
- à une CC à TPU	30,1	30,3	29,8	28,4	26,6	29,1
- à un syndicat à contribution fiscalisée	33,6	33,8	30,1	32,0	31,8	32,1
- Non membres d'un groupement fiscalisé	31,7	30,6	31,5	27,6	29,3	30,3

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ● Dépenses de fonctionnement

### 3 – Frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Frais de personnel : dépenses de la ligne budgétaire 012

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale

#### Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux frais de personnel

#### Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 45,9%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>34,3</b>	<b>43,0</b>	<b>47,5</b>	<b>50,2</b>	<b>52,9</b>	<b>46,6</b>
<b>Métropole</b>	<b>34,3</b>	<b>42,9</b>	<b>47,4</b>	<b>49,9</b>	<b>52,7</b>	<b>46,4</b>
Alsace	30,3	39,3	43,4	47,4	49,3	42,7
Aquitaine	35,5	46,2	50,9	51,7	53,3	48,1
Auvergne	38,9	45,0	48,6	50,3	54,0	46,6
Bourgogne	33,6	44,0	48,3	54,0	55,2	46,1
Bretagne	39,9	44,3	47,1	50,1	52,1	47,8
Centre	38,0	43,3	50,0	50,2	55,7	47,3
Champagne-Ardenne	29,6	42,8	45,8	50,6	52,0	41,9
Corse	41,5	44,6	48,4	51,3	44,8	45,0
Franche-Comté	24,2	37,7	47,0	48,1	52,9	38,8
Ile-de-France	33,5	41,4	48,0	51,8	54,5	50,2
Languedoc-Roussillon	37,9	45,7	49,9	50,0	52,7	48,6
Limousin	42,8	47,1	49,9	50,7	51,7	47,7
Lorraine	29,0	42,2	45,8	49,8	51,3	44,9
Midi-Pyrénées	32,5	43,9	49,5	50,0	53,1	45,1
Nord-Pas-de-Calais	39,3	46,0	49,9	52,2	53,9	50,8
Basse-Normandie	30,6	43,5	48,5	48,7	56,7	45,1
Haute-Normandie	31,1	42,5	49,4	50,9	53,1	46,0
Pays de la Loire	39,2	43,0	45,1	47,7	52,0	46,4
Picardie	34,5	43,3	49,5	51,1	52,9	45,0
Poitou-Charentes	40,6	46,2	50,8	52,4	53,8	48,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38,9	43,3	49,2	53,5	51,9	49,2
Rhône-Alpes	32,0	37,2	40,3	44,4	49,3	41,8
Outre-Mer	n.s.	61,2	58,7	60,6	58,1	59,0
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	41,9	47,0	49,2	54,2	57,8	54,7
- à une CC à 4 taxes	33,9	42,9	47,1	49,5	51,8	44,2
- à un SAN	n.s.	43,7	45,7	56,5	56,9	55,3
- à une CA ou une CU à TPU	37,4	44,8	49,4	51,5	54,7	51,7
- à une CC à TPU	35,4	44,0	48,2	50,3	52,5	46,7
- à un syndicat à contribution fiscalisée	35,9	40,2	44,5	42,5	47,6	43,6
- Non membres d'un groupement fiscalisé	31,9	37,2	41,2	48,2	48,6	41,2

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ● Dépenses de fonctionnement

### 4 - Intérêts payés / dépenses réelles de fonctionnement

Intérêts payés : dépenses du compte 661 réel

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale

**Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux intérêts de la dette.**

Moyenne métropole en 2006 : 4,2%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>3,5</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>
<b>Métropole</b>	<b>3,5</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>
Alsace	4,6	5,1	5,6	3,7	4,0	4,7
Aquitaine	3,5	3,8	4,2	5,2	4,0	4,1
Auvergne	4,2	5,7	5,7	5,3	5,1	5,2
Bourgogne	2,9	3,6	4,6	3,3	4,1	3,7
Bretagne	5,4	5,8	5,7	5,8	5,2	5,6
Centre	2,5	3,4	3,8	4,1	4,2	3,6
Champagne-Ardenne	2,7	3,6	3,0	3,3	4,4	3,4
Corse	3,0	6,4	3,1	4,5	3,0	4,2
Franche-Comté	4,3	5,3	4,7	4,7	4,4	4,7
Ile-de-France	1,7	2,6	2,7	3,3	2,9	2,8
Languedoc-Roussillon	3,6	5,1	4,7	5,3	5,8	5,1
Limousin	2,8	4,2	4,5	6,2	5,6	4,4
Lorraine	3,6	4,1	4,3	3,6	4,4	4,1
Midi-Pyrénées	4,1	4,9	4,9	5,7	4,2	4,7
Nord-Pas-de-Calais	3,2	3,5	3,6	3,7	3,6	3,6
Basse-Normandie	3,0	4,5	4,6	3,9	3,8	4,0
Haute-Normandie	2,1	2,7	3,3	3,9	4,1	3,2
Pays de la Loire	4,3	5,6	5,1	5,0	4,8	5,1
Picardie	2,3	3,0	3,5	3,2	3,5	3,1
Poitou-Charentes	2,9	4,1	4,7	4,1	4,5	4,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,6	4,6	3,5	3,6	3,7	3,8
Rhône-Alpes	5,6	5,3	5,7	4,9	4,5	5,1
Outre-Mer	n.s.	0,8	1,2	1,1	1,9	1,6
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	3,2	6,6	4,1	4,8	3,0	3,7
- à une CC à 4 taxes	3,5	4,4	4,7	4,4	4,4	4,3
- à un SAN	n.s.	0,5	1,2	0,9	0,8	0,9
- à une CA ou une CU à TPU	3,1	4,2	4,1	4,1	3,9	4,0
- à une CC à TPU	3,4	4,5	4,6	4,8	4,5	4,5
- à un syndicat à contribution fiscalisée	2,6	4,1	4,4	4,5	2,9	3,8
- Non membres d'un groupement fiscalisé	4,0	4,3	4,0	3,6	3,8	4,0

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ● Dépenses de fonctionnement

### 5 - Autres charges de gestion courante / dépenses réelles de fonctionnement

Autres charges de gestion courante : dépenses du compte 65

Dépenses réelles de fonctionnement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale

**Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux autres charges de gestion courante.**

Moyenne métropole en 2006 : 18,1%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>27,9</b>	<b>19,8</b>	<b>16,2</b>	<b>15,1</b>	<b>14,1</b>	<b>17,8</b>
<b>Métropole</b>	<b>27,9</b>	<b>19,8</b>	<b>16,2</b>	<b>15,1</b>	<b>14,1</b>	<b>17,9</b>
Alsace	27,3	20,1	15,0	15,7	16,3	18,4
Aquitaine	29,2	18,9	15,2	13,7	14,9	18,0
Auvergne	21,9	16,8	15,8	14,8	12,5	16,6
Bourgogne	28,0	18,7	13,5	16,3	12,1	18,0
Bretagne	22,5	19,6	17,3	15,6	15,3	17,3
Centre	29,8	21,9	14,0	14,9	10,6	18,2
Champagne-Ardenne	31,8	19,3	17,4	16,8	14,8	21,5
Corse	20,5	15,8	16,6	15,3	16,0	17,2
Franche-Comté	32,0	22,1	16,5	16,8	15,4	22,4
Ile-de-France	30,5	20,6	13,1	12,2	10,7	13,6
Languedoc-Roussillon	24,6	18,6	15,5	15,6	14,0	16,7
Limousin	21,0	16,3	12,0	12,5	13,0	15,7
Lorraine	30,1	19,4	17,0	16,9	13,8	18,3
Midi-Pyrénées	29,8	19,9	16,6	13,3	16,8	20,0
Nord-Pas-de-Calais	23,1	16,0	13,5	13,4	13,0	14,2
Basse-Normandie	28,9	19,8	13,8	14,5	13,8	18,7
Haute-Normandie	36,7	22,4	14,5	15,9	14,1	20,1
Pays de la Loire	23,0	19,1	18,5	16,8	14,5	17,6
Picardie	30,3	19,9	14,0	12,9	11,8	18,9
Poitou-Charentes	26,1	18,3	14,0	13,7	14,0	17,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,9	18,8	16,9	14,2	15,8	16,7
Rhône-Alpes	27,0	22,8	21,5	18,5	17,5	20,8
Outre-Mer	n.s.	13,3	18,2	15,8	15,0	15,1
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	32,9	20,1	11,1	13,3	15,0	15,0
- à une CC à 4 taxes	28,2	19,7	16,3	15,5	14,6	19,4
- à un SAN	n.s.	16,6	8,2	11,0	11,1	10,8
- à une CA ou une CU à TPU	26,5	17,8	14,4	14,4	12,7	14,2
- à une CC à TPU	26,5	19,1	15,9	14,9	15,0	17,8
- à un syndicat à contribution fiscalisée	26,7	20,8	19,7	17,8	15,1	18,5
- Non membres d'un groupement fiscalisé	30,6	25,0	21,9	18,5	16,9	22,5

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 1 - Recettes réelles de fonctionnement / population

Recettes réelles de fonctionnement :

total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

*Evaluation de l'ensemble des recettes courantes, en euros par habitant.*

Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 866 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>774</b>	<b>766</b>	<b>888</b>	<b>972</b>	<b>1 128</b>	<b>893</b>
<b>Métropole</b>	<b>773</b>	<b>764</b>	<b>886</b>	<b>967</b>	<b>1 126</b>	<b>890</b>
Alsace	770	716	837	848	1 011	810
Aquitaine	736	733	923	964	1 129	864
Auvergne	876	772	847	905	1 009	854
Bourgogne	701	699	833	932	1 113	807
Bretagne	777	735	830	875	951	830
Centre	725	747	855	937	1 112	839
Champagne-Ardenne	692	734	811	866	1 019	776
Corse	1 298	989	988	1 047	1 051	1 072
Franche-Comté	785	679	730	908	965	772
Ile-de-France	834	816	1 038	1 100	1 220	1 062
Languedoc-Roussillon	1 140	896	915	1 151	1 275	1 066
Limousin	839	793	906	882	1 035	860
Lorraine	708	659	735	868	1 016	790
Midi-Pyrénées	791	806	867	928	997	856
Nord-Pas-de-Calais	561	614	757	830	1 046	813
Basse-Normandie	542	633	900	1 095	1 199	747
Haute-Normandie	624	684	875	1 060	1 288	843
Pays de la Loire	714	695	814	879	1 070	824
Picardie	569	624	848	847	1 010	704
Poitou-Charentes	683	715	822	954	966	792
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 604	1 236	1 098	1 068	1 310	1 227
Rhône-Alpes	1 215	986	1 076	1 090	1 258	1 101
Outre-Mer	n.s.	1 615	1 382	1 314	1 192	1 272
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	615	460	587	508	879	688
- à une CC à 4 taxes	740	751	904	1 013	1 220	852
- à un SAN	n.s.	788	1 892	1 757	1 240	1 354
- à une CA ou une CU à TPU	711	720	837	935	1 052	924
- à une CC à TPU	755	718	829	911	1 094	833
- à un syndicat à contribution fiscalisée	1 204	983	1 390	1 556	1 393	1 289
- Non membres d'un groupement fiscalisé	1 054	1 249	1 280	1 272	1 466	1 267

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 2 - Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement

Ventes de produits, prestations de services, marchandises : recettes du compte 70.

Recettes réelles de fonctionnement : total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement

#### Part relative des ventes de produits, prestations de services, marchandises dans le total des recettes réelles de fonctionnement

Moyenne métropole en 2006 : 5,7%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>7,3</b>	<b>5,9</b>	<b>5,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>
<b>Métropole</b>	<b>7,3</b>	<b>5,9</b>	<b>5,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,7</b>	<b>5,9</b>
Alsace	13,8	9,6	5,1	7,8	5,7	8,1
Aquitaine	5,2	6,3	6,5	6,9	5,8	6,1
Auvergne	6,3	6,0	5,2	5,6	5,4	5,8
Bourgogne	8,1	5,8	5,4	5,4	5,0	6,0
Bretagne	4,2	5,5	5,7	6,4	7,3	6,1
Centre	3,7	5,7	6,8	7,0	6,2	5,9
Champagne-Ardenne	11,2	6,7	5,2	4,0	3,5	7,1
Corse	9,1	4,1	3,8	5,4	2,9	5,3
Franche-Comté	23,7	12,4	7,1	4,9	5,1	13,4
Ile-de-France	3,5	6,2	6,5	7,2	7,2	6,8
Languedoc-Roussillon	5,3	5,2	5,3	5,3	6,3	5,6
Limousin	4,9	6,2	6,9	7,1	6,6	6,2
Lorraine	13,8	6,4	5,3	4,8	4,3	6,6
Midi-Pyrénées	5,3	6,1	6,3	6,1	5,9	5,9
Nord-Pas-de-Calais	3,1	4,3	4,2	4,5	3,9	4,1
Basse-Normandie	3,5	5,4	5,2	5,3	6,7	5,2
Haute-Normandie	3,1	5,4	5,0	4,8	5,8	5,1
Pays de la Loire	4,1	5,4	5,4	5,1	6,0	5,4
Picardie	3,3	4,0	4,9	4,4	3,7	4,0
Poitou-Charentes	2,7	4,9	5,5	5,4	5,2	4,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,3	6,9	6,4	6,3	5,9	6,5
Rhône-Alpes	6,8	5,1	4,9	4,9	5,2	5,2
Outre-Mer	n.s.	0,9	1,2	1,6	1,3	1,3
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	15,1	10,2	6,8	8,4	5,8	6,9
- à une CC à 4 taxes	7,8	6,0	5,4	5,6	5,2	6,1
- à un SAN	n.s.	3,8	6,6	8	7,5	7,3
- à une CA ou une CU à TPU	6,2	5,5	5,4	5,5	5,7	5,6
- à une CC à TPU	6,2	5,8	5,6	5,9	5,7	5,8
- à un syndicat à contribution fiscalisée	7,0	6,3	6,1	5,7	5,2	5,8
- Non membres d'un groupement fiscalisé	8,2	5,7	5,8	4,9	5,3	5,9

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 3 - Dotations, participations / recettes réelles de fonctionnement

Dotations, participations : recettes du compte 74.

Recettes réelles de fonctionnement :

total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

**Part relative des dotations, subventions et participations dans le total des recettes réelles de fonctionnement.**

Moyenne métropole en 2006 : 32,6%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>38,8</b>	<b>34,0</b>	<b>31,1</b>	<b>29,8</b>	<b>28,2</b>	<b>32,0</b>
<b>Métropole</b>	<b>38,8</b>	<b>34,1</b>	<b>31,1</b>	<b>29,8</b>	<b>28,4</b>	<b>32,0</b>
Alsace	40,3	32,0	27,2	25,1	28,7	30,3
Aquitaine	43,5	36,0	30,9	30,7	25,7	33,0
Auvergne	44,3	37,7	32,3	26,8	29,9	35,7
Bourgogne	37,0	34,1	33,3	31,2	29,3	33,2
Bretagne	39,7	37,2	34,0	31,4	27,3	33,0
Centre	39,5	35,1	31,8	30,8	28,3	33,2
Champagne-Ardenne	35,6	36,5	39,8	41,2	40,2	37,6
Corse	42,9	40,5	32,5	42,5	37,7	39,2
Franche-Comté	28,0	29,6	30,3	31,5	34,4	30,1
Ile-de-France	32,6	26,8	24,7	27,7	29,5	28,1
Languedoc-Roussillon	38,6	31,8	31,4	28,5	26,3	30,2
Limousin	43,7	38,2	32,2	36,2	27,8	36,6
Lorraine	36,2	34,8	35,2	33,3	33,9	34,7
Midi-Pyrénées	41,4	35,7	29,9	31,5	28,3	34,1
Nord-Pas-de-Calais	38,2	37,1	33,9	36,8	33,5	35,0
Basse-Normandie	40,8	38,9	35,7	34,0	31,9	36,9
Haute-Normandie	49,8	41,7	39,3	33,6	27,6	37,6
Pays de la Loire	37,0	36,4	33,9	32,4	28,5	33,2
Picardie	41,6	36,3	33,2	33,0	32,1	35,9
Poitou-Charentes	44,0	37,7	35,1	28,7	32,1	35,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,5	27,3	24,7	24,1	23,1	25,2
Rhône-Alpes	34,4	27,6	26,1	24,4	23,1	26,3
Outre-Mer	n.s.	28,8	29,6	29,1	23,9	25,8
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	55,7	53,3	41,3	39,6	46,6	45,7
- à une CC à 4 taxes	40,7	37,9	35,7	35,2	33,4	37,1
- à un SAN	n.s.	25,7	17,9	31,9	38,3	34,4
- à une CA ou une CU à TPU	32,6	29,3	27,2	27,5	26,0	27,0
- à une CC à TPU	38,0	33,7	30,7	28,7	27,8	31,7
- à un syndicat à contribution fiscalisée	31,0	30,3	26,0	25,6	30,1	28,5
- Non membres d'un groupement fiscalisé	34,5	26,5	28,4	27,9	25,6	28,0

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle



## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 4 - Dotation globale de fonctionnement / population

Dotation globale de fonctionnement : recettes du compte 741.

**Produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF), en euros par habitant.**

**Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT**

Moyenne métropole en 2006 : 201 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>204</b>	<b>191</b>	<b>205</b>	<b>208</b>	<b>226</b>	<b>205</b>
<b>Métropole</b>	<b>204</b>	<b>190</b>	<b>205</b>	<b>207</b>	<b>226</b>	<b>205</b>
Alsace	149	149	160	156	200	161
Aquitaine	212	197	209	222	205	206
Auvergne	294	232	223	187	213	236
Bourgogne	186	182	209	202	239	198
Bretagne	223	205	221	209	200	209
Centre	187	189	204	214	225	200
Champagne-Ardenne	162	176	227	245	265	194
Corse	392	304	245	174	308	301
Franche-Comté	159	153	152	199	252	170
Ile-de-France	145	153	178	210	240	201
Languedoc-Roussillon	314	204	219	231	243	234
Limousin	288	240	220	240	183	239
Lorraine	160	166	192	225	257	198
Midi-Pyrénées	239	211	189	193	203	211
Nord-Pas-de-Calais	150	162	192	209	260	206
Basse-Normandie	162	187	238	286	279	206
Haute-Normandie	175	182	226	231	235	200
Pays de la Loire	188	200	220	225	233	214
Picardie	164	169	217	216	235	186
Poitou-Charentes	203	200	223	205	209	207
Provence-Alpes-Côte d'Azur	399	255	187	171	215	220
Rhône-Alpes	247	194	200	181	190	196
Outre-Mer	n.s.	265	272	256	207	226
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	158	171	183	174	304	234
- à une CC à 4 taxes	204	208	244	260	296	228
- à un SAN	n.s.	122	234	186	247	234
- à une CA ou une CU à TPU	161	154	164	178	189	175
- à une CC à TPU	200	178	189	189	217	191
- à un syndicat à contribution fiscalisée	252	212	260	293	310	265
- Non membres d'un groupement fiscalisé	228	244	278	258	281	256

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 5 - Impôts et taxes / recettes réelles de fonctionnement

Impôts et taxes : recettes du compte 73.

Recettes réelles de fonctionnement :

total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

**Part relative des impôts et taxes dans le total des recettes réelles de fonctionnement.**

Moyenne métropole en 2006 : 50,9%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>38,2</b>	<b>47,0</b>	<b>53,1</b>	<b>55,8</b>	<b>57,9</b>	<b>51,1</b>
<b>Métropole</b>	<b>38,2</b>	<b>46,9</b>	<b>53,1</b>	<b>55,7</b>	<b>57,7</b>	<b>51,0</b>
Alsace	34,1	45,3	52,0	57,6	54,6	49,2
Aquitaine	37,4	44,1	51,5	52,7	58,5	49,0
Auvergne	35,1	44,9	53,0	60,0	58,3	48,0
Bourgogne	39,2	46,9	53,0	57,6	56,3	49,0
Bretagne	43,7	46,3	51,1	54,1	57,6	51,5
Centre	43,7	48,6	53,2	53,6	58,6	51,4
Champagne-Ardenne	37,8	45,1	43,9	47,6	48,4	43,6
Corse	32,3	45,0	52,0	43,0	51,4	43,8
Franche-Comté	26,9	40,9	51,6	52,7	50,9	40,6
Ile-de-France	56,6	58,3	60,2	57,5	57,4	58,0
Languedoc-Roussillon	39,4	47,3	52,8	55,9	57,6	52,0
Limousin	38,7	43,3	51,2	50,5	53,4	45,8
Lorraine	27,7	42,1	45,5	50,4	49,2	43,4
Midi-Pyrénées	36,9	45,5	53,6	53,1	58,3	48,2
Nord-Pas-de-Calais	45,1	48,0	52,5	50,8	54,9	52,0
Basse-Normandie	38,3	41,3	48,5	51,9	53,6	45,4
Haute-Normandie	34,8	41,8	46,2	52,6	60,8	48,1
Pays de la Loire	43,7	45,6	50,4	54,6	57,8	51,0
Picardie	41,6	48,4	52,2	57,6	56,6	49,7
Poitou-Charentes	41,4	45,8	50,4	57,9	53,6	49,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37,1	53,8	60,1	61,9	64,4	58,9
Rhône-Alpes	42,3	50,0	57,9	60,4	62,3	55,5
Outre-Mer	n.s.	59,9	61,7	62,6	65,4	64,1
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	19,6	22,9	44,5	42,5	41,0	39,5
- à une CC à 4 taxes	35,3	42,7	48,2	50,3	51,8	44,4
- à un SAN	n.s.	63,2	71,7	49,6	50,0	52,8
- à une CA ou une CU à TPU	47,6	54,1	57,8	58,9	61,5	59,1
- à une CC à TPU	40,3	48,4	53,1	56,8	56,9	51,4
- à un syndicat à contribution fiscalisée	41,3	54,3	53,9	55,7	57,9	54,6
- Non membres d'un groupement fiscalisé	43,2	48,8	57,7	57,8	60,8	53,2

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 6 - Impôts et taxes / population

Impôts et taxes : recettes du compte 73.

**Impôts et taxes, en euros par habitant.**

Moyenne métropole en 2006 : 441 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>296</b>	<b>360</b>	<b>472</b>	<b>543</b>	<b>653</b>	<b>457</b>
<b>Métropole</b>	<b>295</b>	<b>358</b>	<b>471</b>	<b>539</b>	<b>650</b>	<b>454</b>
Alsace	262	325	435	489	552	399
Aquitaine	275	324	476	508	660	423
Auvergne	307	346	449	543	588	410
Bourgogne	275	327	441	537	626	396
Bretagne	340	340	424	473	548	428
Centre	317	363	454	502	652	431
Champagne-Ardenne	262	331	356	412	493	338
Corse	419	445	513	450	540	469
Franche-Comté	211	278	377	479	491	313
Ile-de-France	472	476	625	633	701	616
Languedoc-Roussillon	450	424	483	644	735	554
Limousin	324	343	464	446	553	394
Lorraine	196	278	335	437	500	343
Midi-Pyrénées	292	367	464	492	582	413
Nord-Pas-de-Calais	253	295	397	422	574	423
Basse-Normandie	208	261	437	568	643	339
Haute-Normandie	217	286	404	558	783	406
Pays de la Loire	312	317	410	480	618	421
Picardie	236	302	442	488	572	350
Poitou-Charentes	283	328	414	552	518	388
Provence-Alpes-Côte d'Azur	596	665	660	661	844	723
Rhône-Alpes	514	493	622	659	784	611
Outre-Mer	n.s.	967	853	822	780	815
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	120	105	261	216	360	272
- à une CC à 4 taxes	261	320	436	510	633	378
- à un SAN	n.s.	498	1 357	871	620	715
- à une CA ou une CU à TPU	339	389	484	551	646	547
- à une CC à TPU	305	348	441	517	623	428
- à un syndicat à contribution fiscalisée	497	534	750	866	807	704
- Non membres d'un groupement fiscalisé	455	609	738	735	891	673

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 7 - Produit des 4 taxes / population

Produit des 4 taxes : produit voté lors de l'élaboration des budgets primitifs et figurant sur les états de notification des taux d'imposition 1259. Source : DGFIP (direction générale des finances publiques).

#### Produit des 4 taxes, en euros par habitant

Moyenne métropole en 2006 : 306 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>221</b>	<b>267</b>	<b>334</b>	<b>357</b>	<b>409</b>	<b>314</b>
<b>Métropole</b>	<b>221</b>	<b>267</b>	<b>334</b>	<b>360</b>	<b>415</b>	<b>315</b>
Alsace	201	246	361	348	442	309
Aquitaine	198	238	321	371	437	296
Auvergne	240	253	288	321	395	283
Bourgogne	219	263	353	346	464	305
Bretagne	213	239	304	313	351	290
Centre	240	276	317	317	449	309
Champagne-Ardenne	204	278	301	291	407	274
Corse	300	331	337	369	358	332
Franche-Comté	155	213	247	337	267	218
Ile-de-France	290	343	442	484	486	436
Languedoc-Roussillon	318	310	350	413	496	385
Limousin	234	253	315	348	369	281
Lorraine	144	207	270	328	336	250
Midi-Pyrénées	216	285	336	338	356	294
Nord-Pas-de-Calais	169	196	240	271	303	249
Basse-Normandie	181	211	304	395	413	254
Haute-Normandie	164	216	304	343	437	270
Pays de la Loire	232	242	293	324	390	294
Picardie	195	248	362	402	452	285
Poitou-Charentes	215	255	334	361	379	293
Provence-Alpes-Côte d'Azur	428	458	437	405	501	457
Rhône-Alpes	390	352	412	399	449	396
Outre-Mer	n.s.	233	269	160	173	184
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	119	102	243	189	305	237
- à une CC à 4 taxes	205	277	388	424	528	320
- à un SAN	n.s.	378	1 203	746	456	558
- à une CA ou une CU à TPU	216	245	293	329	361	319
- à une CC à TPU	209	227	271	292	341	261
- à un syndicat à contribution fiscalisée	371	424	620	724	588	553
- Non membres d'un groupement fiscalisé	366	497	584	592	650	528

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 7' - Produit des 4 taxes / population

Produit des 4 taxes : recettes du compte 7311

#### Produit des 4 taxes, en euros par habitant

Moyenne métropole en 2006 : 311 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>224</b>	<b>270</b>	<b>339</b>	<b>362</b>	<b>415</b>	<b>318</b>
<b>Métropole</b>	<b>224</b>	<b>270</b>	<b>339</b>	<b>364</b>	<b>420</b>	<b>319</b>
Alsace	202	252	365	361	445	314
Aquitaine	200	241	324	376	441	300
Auvergne	242	254	291	322	398	285
Bourgogne	221	265	355	353	467	308
Bretagne	217	241	308	317	354	293
Centre	242	279	321	322	459	313
Champagne-Ardenne	206	281	304	292	416	278
Corse	311	346	341	403	369	345
Franche-Comté	158	215	249	340	269	220
Ile-de-France	292	341	445	491	493	440
Languedoc-Roussillon	320	319	355	418	502	390
Limousin	236	254	322	351	374	284
Lorraine	145	210	272	331	339	252
Midi-Pyrénées	222	288	338	347	362	298
Nord-Pas-de-Calais	171	197	245	274	306	252
Basse-Normandie	182	211	310	345	417	251
Haute-Normandie	165	218	308	350	440	272
Pays de la Loire	234	245	299	328	396	298
Picardie	196	249	365	402	458	287
Poitou-Charentes	216	258	338	365	383	296
Provence-Alpes-Côte d'Azur	431	464	441	413	507	463
Rhône-Alpes	395	357	425	406	455	402
Outre-Mer	n.s.	238	274	211	205	215
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	120	103	245	192	310	241
- à une CC à 4 taxes	208	280	393	429	534	324
- à un SAN	n.s.	380	1 188	744	461	561
- à une CA ou une CU à TPU	218	247	297	336	365	323
- à une CC à TPU	211	230	275	293	345	264
- à un syndicat à contribution fiscalisée	379	429	621	735	616	565
- Non membres d'un groupement fiscalisé	370	505	594	609	675	540

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 7 " - Produit des 4 taxes y compris le reversement de TP du groupement à TPU / population

Produit des 4 taxes y compris le reversement de la taxe professionnelle du groupement à TPU : produit voté lors de l'élaboration des budgets primitifs et recettes du compte 732.

**Produit des 4 taxes y compris le reversement de TP du groupement à TPU, en euros par habitant**

Moyenne métropole en 2006 : 384 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>237</b>	<b>314</b>	<b>418</b>	<b>473</b>	<b>558</b>	<b>394</b>
<b>Métropole</b>	<b>237</b>	<b>314</b>	<b>418</b>	<b>478</b>	<b>567</b>	<b>395</b>
Alsace	206	284	402	433	501	354
Aquitaine	219	285	427	453	581	370
Auvergne	265	318	409	478	549	371
Bourgogne	225	294	390	502	580	353
Bretagne	257	296	375	421	482	375
Centre	261	330	425	469	595	391
Champagne-Ardenne	206	301	316	372	437	294
Corse	327	360	404	390	412	373
Franche-Comté	170	250	345	446	434	277
Ile-de-France	319	390	557	566	607	529
Languedoc-Roussillon	342	355	421	526	596	457
Limousin	266	312	437	424	525	358
Lorraine	152	251	315	397	426	301
Midi-Pyrénées	235	328	417	451	515	363
Nord-Pas-de-Calais	192	263	365	387	525	382
Basse-Normandie	187	235	338	463	513	287
Haute-Normandie	175	260	379	457	736	367
Pays de la Loire	249	281	372	449	541	375
Picardie	201	276	413	465	520	318
Poitou-Charentes	226	287	377	498	459	341
Provence-Alpes-Côte d'Azur	457	528	527	564	650	574
Rhône-Alpes	411	419	537	569	695	526
Outre-Mer	n.s.	233	269	165	191	196
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	119	102	245	196	321	247
- à une CC à 4 taxes	206	278	389	425	529	321
- à un SAN	n.s.	431	1 206	796	535	626
- à une CA ou une CU à TPU	286	351	438	485	566	483
- à une CC à TPU	249	306	394	466	546	377
- à un syndicat à contribution fiscalisée	372	425	620	724	588	553
- Non membres d'un groupement fiscalisé	366	498	585	592	651	529

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 7 bis – Produit des 4 taxes des communes et groupements / population

Produit des quatre taxes levé sur le territoire communal au titre de la commune et des groupements.

Produit des 4 taxes encaissé par l'ensemble communes et groupements, en euros par habitant.

Ce ratio mesure le surcroît de fiscalité lié aux groupements de communes, si on le compare au ratio 7.

Source : DGFIP (direction générale des finances publiques).

*Remarque : ce ratio 7 bis, ainsi que les ratios 7 ter et 9 bis, sont les seuls de ce guide qui prennent en compte des données financières des groupements de communes.*

Moyenne métropole en 2006 : 469 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>308</b>	<b>389</b>	<b>515</b>	<b>586</b>	<b>670</b>	<b>485</b>
<b>Métropole</b>	<b>308</b>	<b>389</b>	<b>516</b>	<b>591</b>	<b>682</b>	<b>487</b>
Alsace	267	363	528	590	685	468
Aquitaine	292	351	525	510	695	451
Auvergne	304	365	487	530	636	427
Bourgogne	265	342	445	581	670	410
Bretagne	299	336	433	475	654	452
Centre	289	388	493	480	638	439
Champagne-Ardenne	284	416	404	603	546	400
Corse	362	403	413	692	506	432
Franche-Comté	222	327	570	751	467	383
Ile-de-France	371	450	821	660	651	618
Languedoc-Roussillon	413	399	482	589	673	519
Limousin	301	349	481	459	577	398
Lorraine	199	346	471	480	545	402
Midi-Pyrénées	313	405	498	499	549	431
Nord-Pas-de-Calais	231	423	445	564	714	532
Basse-Normandie	401	348	443	590	630	427
Haute-Normandie	292	390	459	561	1 093	533
Pays de la Loire	304	332	439	537	678	452
Picardie	274	372	532	570	645	416
Poitou-Charentes	280	350	462	640	596	426
Provence-Alpes-Côte d'Azur	586	623	580	859	693	682
Rhône-Alpes	480	492	648	677	820	623
Outre-Mer	n.s.	284	313	215	227	237
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	358	323	542	351	548	472
- à une CC à 4 taxes	292	367	483	520	626	412
- à un SAN	n.s.	2 090	3 298	2 423	690	1 196
- à une CA ou une CU à TPU	361	468	603	685	741	648
- à une CC à TPU	312	368	464	519	602	438
- à un syndicat à contribution fiscalisée	412	467	697	798	656	615
- Non membres d'un groupement fiscalisé	366	497	584	592	650	528

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 7 ter – Produit des 4 taxes / produit des 4 taxes des communes et groupements

Produit des 4 taxes : produit voté lors de l'élaboration des budgets primitifs et figurant sur les états de notification des taux d'imposition 1259 (source : DGFIP)

Produit des 4 taxes encaissé par l'ensemble communes et groupements, en euros par habitant (source : DGFIP)

**Part de la fiscalité directe perçue par la commune dans la fiscalité directe totale prélevée sur le territoire communal par les communes et groupements.**

Remarque : ce ratio 7 ter, ainsi que les ratios 7 bis et 9 bis, sont les seuls de ce guide qui prennent en compte des données financières des groupements de communes.

Moyenne métropole en 2006 : 65,2%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>71,9</b>	<b>68,6</b>	<b>64,8</b>	<b>61,0</b>	<b>61,0</b>	<b>64,8</b>
<b>Métropole</b>	<b>71,9</b>	<b>68,5</b>	<b>64,8</b>	<b>60,9</b>	<b>60,9</b>	<b>64,7</b>
Alsace	75,4	67,7	68,4	58,9	64,6	66,0
Aquitaine	67,7	67,6	61,1	72,8	62,8	65,8
Auvergne	79,1	69,3	59,1	60,5	62,1	66,2
Bourgogne	82,8	77,0	79,2	59,5	69,2	74,5
Bretagne	71,2	71,0	70,3	65,9	53,7	64,2
Centre	83,0	71,2	64,3	66,0	70,4	70,3
Champagne-Ardenne	71,8	66,8	74,6	48,2	74,5	68,6
Corse	82,9	82,3	81,5	53,3	70,8	76,9
Franche-Comté	69,9	65,0	43,4	44,9	57,3	56,8
Ile-de-France	78,3	76,2	53,8	73,4	74,6	70,4
Languedoc-Roussillon	76,9	77,6	72,6	70,2	73,7	74,1
Limousin	77,7	72,4	65,5	76,0	63,9	70,7
Lorraine	72,2	60,0	57,2	68,5	61,6	62,1
Midi-Pyrénées	68,8	70,4	67,6	67,6	64,8	68,1
Nord-Pas-de-Calais	73,2	46,4	54,0	48,2	42,5	46,9
Basse-Normandie	45,2	60,5	68,6	66,9	65,5	59,5
Haute-Normandie	56,1	55,5	66,2	61,2	39,9	50,6
Pays de la Loire	76,3	72,8	66,7	60,4	57,5	65,0
Picardie	71,2	66,6	68,1	70,5	70,1	68,6
Poitou-Charentes	76,8	73,0	72,2	56,5	63,6	68,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	73,0	73,5	75,3	47,2	72,3	67,0
Rhône-Alpes	81,2	71,6	63,5	58,9	54,7	63,5
Outre-Mer	n.s.	82,0	86,0	74,2	76,1	77,4
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	33,3	31,4	44,9	53,9	55,7	50,3
- à une CC à 4 taxes	70,2	75,4	80,3	81,5	84,3	77,7
- à un SAN	n.s.	18,1	36,5	30,8	66,1	46,7
- à une CA ou une CU à TPU	59,9	52,3	48,6	48,1	48,8	49,2
- à une CC à TPU	67,0	61,7	58,4	56,2	56,7	59,5
- à un syndicat à contribution fiscalisée	90,0	90,8	89,0	90,6	89,7	90,0
- Non membres d'un groupement fiscalisé	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle



## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 8 – Potentiel fiscal / population (avec résidences secondaires)

#### Indicateur de richesse fiscale

Le potentiel fiscal est obtenu en multipliant les bases d'imposition de chaque taxe par le taux moyen national de chaque taxe (cf. mode de calcul précis au lexique), le produit obtenu est majoré des compensations versées au titre de la suppression dans les bases TP de la part "salaires". La population retenue ici comporte le nombre de résidences secondaires, ce critère étant celui utilisé pour la répartition de la DGF de chaque commune. Les bases utilisées sont les bases brutes servant à l'assiette des impositions communales, minorées le cas échéant des bases écartées de taxe professionnelle.

Le potentiel fiscal ainsi calculé sur l'exercice 2006 est celui utilisé pour la répartition des dotations de l'État en 2007.

Moyenne métropole en 2006 : 544 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>380</b>	<b>485</b>	<b>599</b>	<b>651</b>	<b>720</b>	<b>559</b>
<b>Métropole</b>	<b>380</b>	<b>486</b>	<b>600</b>	<b>656</b>	<b>732</b>	<b>562</b>
Alsace	396	576	815	883	932	701
Aquitaine	359	441	570	566	678	506
Auvergne	347	452	587	668	713	505
Bourgogne	386	494	635	695	796	544
Bretagne	340	387	483	513	596	475
Centre	396	482	580	609	735	535
Champagne-Ardenne	429	564	567	669	710	545
Corse	321	455	541	898	554	474
Franche-Comté	407	573	742	804	674	575
Ile-de-France	618	689	860	798	856	798
Languedoc-Roussillon	348	401	442	546	567	470
Limousin	332	395	541	504	687	446
Lorraine	341	502	632	703	674	554
Midi-Pyrénées	346	445	549	536	575	465
Nord-Pas-de-Calais	331	447	513	541	638	528
Basse-Normandie	376	438	509	591	644	469
Haute-Normandie	381	484	567	698	1 093	607
Pays de la Loire	372	394	527	548	679	503
Picardie	352	484	621	662	702	506
Poitou-Charentes	337	429	509	743	632	492
Provence-Alpes-Côte d'Azur	467	590	670	708	719	659
Rhône-Alpes	458	588	756	845	939	717
Outre-Mer	n.s	264	349	248	253	263
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	410	390	653	365	603	531
- à une CC à 4 taxes	365	456	571	617	724	496
- à un SAN	-	-	-	-	-	-
- à une CA ou une CU à TPU	460	552	668	664	733	670
- à une CC à TPU	380	469	556	622	677	528
- à un syndicat à contribution fiscalisée	496	644	761	884	896	760
- Non membres d'un groupement fiscalisé	444	608	701	831	777	644

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 8 bis – Potentiel financier / population (avec résidences secondaires)

#### Indicateur de ressources

Le potentiel financier se substitue au potentiel fiscal pour la répartition de la dotation de péréquation 2006 de la DGF des communes à partir de 2006 et suite à la loi de finances initiale de 2004 qui organise la refonte de l'architecture des dotations de l'Etat. Le potentiel fiscal ne mesure que la capacité de la collectivité à mobiliser ses ressources fiscales, il ne tient pas compte de la richesse tirée par les collectivités de certaines dotations versées par l'État de manière mécanique et récurrente. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal de la collectivité auquel sont ajoutées les dotations récurrentes de l'État.

Moyenne métropole en 2006 : 682 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>523</b>	<b>616</b>	<b>737</b>	<b>794</b>	<b>874</b>	<b>699</b>
<b>Métropole</b>	<b>523</b>	<b>616</b>	<b>737</b>	<b>799</b>	<b>887</b>	<b>702</b>
Alsace	503	680	919	990	1 050	808
Aquitaine	514	577	711	711	818	648
Auvergne	549	612	745	811	872	673
Bourgogne	511	615	766	843	953	675
Bretagne	500	530	628	652	739	618
Centre	530	612	724	758	894	675
Champagne-Ardenne	548	683	716	844	872	676
Corse	523	618	695	1 014	715	643
Franche-Comté	528	686	858	945	859	701
Ile-de-France	726	799	988	942	1 024	940
Languedoc-Roussillon	541	536	581	691	718	619
Limousin	528	550	688	657	827	607
Lorraine	460	620	770	855	848	693
Midi-Pyrénées	511	582	672	660	709	605
Nord-Pas-de-Calais	442	570	655	702	815	677
Basse-Normandie	489	563	660	779	822	606
Haute-Normandie	507	617	723	864	1 268	752
Pays de la Loire	507	535	673	700	838	650
Picardie	473	603	762	806	853	634
Poitou-Charentes	483	565	647	881	778	631
Provence-Alpes-Côte d'Azur	670	735	791	832	867	802
Rhône-Alpes	611	716	884	973	1 072	849
Outre-Mer	n.s	462	564	432	404	429
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	538	520	757	494	776	676
- à une CC à 4 taxes	504	587	711	767	887	636
- à un SAN	-	-	-	-	-	-
- à une CA ou une CU à TPU	583	673	795	804	879	806
- à une CC à TPU	526	600	694	763	835	668
- à un syndicat à contribution fiscalisée	651	774	907	1 052	1 058	910
- Non membres d'un groupement fiscalisé	595	753	857	971	930	793

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 9 – Produit des 4 taxes / potentiel fiscal "corrige"

#### CMPF : "coefficient communal de mobilisation du potentiel fiscal"

Produit des 4 taxes : produit voté lors de l'élaboration du budget primitif (source : DGFIP)

Le potentiel fiscal "corrige" est égal au potentiel fiscal diminué des compensations versées au titre de la suppression de la part "salaires".

**Ce ratio n'est calculé que pour les communes n'appartenant pas à un groupement à TPU.**

*Indicateur général de pression fiscale, égal au rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique (potentiel fiscal)*

Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 66,1%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>54,3</b>	<b>61,5</b>	<b>69,6</b>	<b>71,8</b>	<b>77,4</b>	<b>65,8</b>
<b>Métropole</b>	<b>54,3</b>	<b>61,4</b>	<b>69,6</b>	<b>71,7</b>	<b>77,4</b>	<b>65,7</b>
Alsace	50,0	49,4	49,3	52,9	63,6	52,5
Aquitaine	55,3	62,3	80,2	85,7	89,2	70,9
Auvergne	68,2	74,2	81,5	79,2	94,8	76,0
Bourgogne	50,5	58,6	67,7	69,8	83,3	63,0
Bretagne	73,0	70,6	68,8	58,2	69,0	67,9
Centre	61,3	68,4	78,6	81,1	85,6	73,0
Champagne-Ardenne	45,9	54,7	57,5	56,2	64,5	53,6
Corse	65,4	58,0	59,0	50,5	74,3	61,9
Franche-Comté	38,9	41,8	51,2	63,7	60,2	44,5
Ile-de-France	51,4	56,4	74,0	73,5	76,5	68,5
Languedoc-Roussillon	81,1	85,1	95,9	96,2	102,9	89,7
Limousin	71,1	76,1	85,0	90,6	81,0	78,0
Lorraine	41,6	48,5	55,3	60,7	74,8	56,2
Midi-Pyrénées	59,2	72,0	92,1	88,4	91,2	74,3
Nord-Pas-de-Calais	56,6	62,6	75,7	83,6	94,7	72,3
Basse-Normandie	35,3	46,6	57,1	63,3	81,9	51,5
Haute-Normandie	40,3	54,7	70,0	66,7	78,3	58,4
Pays de la Loire	56,1	64,3	66,7	74,9	66,9	66,0
Picardie	52,3	55,5	72,3	81,1	72,2	62,1
Poitou-Charentes	64,2	64,4	72,2	81,7	85,3	68,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	64,8	75,9	73,8	71,7	85,7	76,8
Rhône-Alpes	77,4	73,0	76,5	74,2	73,2	74,4
Outre-Mer	n.s.	88,0	77,4	76,5	78,8	78,3
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	27,7	26,4	40,8	53,8	55,3	48,0
- à une CC à 4 taxes	51,0	58,8	67,8	71,0	76,9	63,1
- à un SAN	-	-	-	-	-	-
- à une CA ou une CU à TPU	-	-	-	-	-	-
- à une CC à TPU	-	-	-	-	-	-
- à un syndicat à contribution fiscalisée	61,7	60,0	75,9	76,6	70,6	69,6
- Non membres d'un groupement fiscalisé	70,8	74,3	75,3	72,9	81,8	75,8

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 9 bis – Produit des 4 taxes des communes et groupements / potentiel fiscal "corrigé"

#### CMPF élargi : "coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi"

Produit des quatre taxes levé sur le territoire communal au titre de la commune et des groupements (source : DGFIP)  
Le potentiel fiscal : c.f. lexique. Le potentiel fiscal "corrigé" est égal au potentiel fiscal diminué des compensations versées au titre de la suppression de la part "salaires".

**Indicateur de pression fiscale globale, égal au rapport entre le produit fiscal encaissé sur le territoire communal par la commune et les groupements, et le potentiel fiscal communal.**

Remarque : ce ratio 9 bis, ainsi que les ratios 7 ter et 7 quater, sont les seuls de ce guide qui prennent en compte des données financières des groupements de communes.

Moyenne métropole en 2006 : 87,1%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>73,6</b>	<b>78,8</b>	<b>87,8</b>	<b>93,6</b>	<b>99,1</b>	<b>87,4</b>
<b>Métropole</b>	<b>73,6</b>	<b>78,8</b>	<b>87,8</b>	<b>93,7</b>	<b>99,2</b>	<b>87,4</b>
Alsace	66,4	65,8	68,7	74,1	84,1	71,7
Aquitaine	77,3	78,6	92,5	92,9	103,9	88,9
Auvergne	74,6	78,8	85,5	85,8	95,4	83,3
Bourgogne	60,7	68,6	75,2	91,3	95,2	75,9
Bretagne	81,3	82,0	85,5	87,9	112,0	92,1
Centre	66,8	80,5	92,5	86,8	98,6	85,1
Champagne-Ardenne	63,9	76,9	75,6	102,0	85,5	76,3
Corse	72,7	66,4	69,8	88,3	90,7	73,9
Franche-Comté	52,0	58,0	83,9	102,2	74,7	68,4
Ile-de-France	59,6	67,0	102,3	87,8	82,6	82,5
Languedoc-Roussillon	92,9	92,9	100,0	95,2	106,8	99,2
Limousin	77,2	85,0	94,4	98,1	94,1	87,8
Lorraine	57,1	71,8	80,4	74,2	89,5	77,0
Midi-Pyrénées	79,9	87,4	95,0	100,0	101,1	91,2
Nord-Pas-de-Calais	70,7	101,1	99,6	114,5	127,1	111,7
Basse-Normandie	98,6	76,7	80,1	92,5	103,3	87,3
Haute-Normandie	72,5	82,4	88,3	88,4	109,8	91,6
Pays de la Loire	76,5	82,7	83,4	101,5	99,9	89,8
Picardie	75,7	79,8	92,6	95,7	100,9	85,8
Poitou-Charentes	79,6	80,7	89,0	93,0	101,5	87,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	82,3	84,2	82,7	121,0	95,0	94,6
Rhône-Alpes	84,8	78,5	85,8	85,1	97,7	86,7
Outre-Mer	n.s	104,9	86,9	85,6	90,8	89,9
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	83,2	84,1	90,8	99,7	99,3	95,4
- à une CC à 4 taxes	72,7	78,0	84,4	87,1	91,2	81,2
- à un SAN	-	-	-	-	-	-
- à une CA ou une CU à TPU	77,2	88,7	97,4	108,9	112,7	104,9
- à une CC à TPU	75,8	77,8	85,7	87,3	91,7	83,5
- à un syndicat à contribution fiscalisée	68,6	66,0	85,3	84,5	78,8	77,3
- Non membres d'un groupement fiscalisé	70,8	74,3	75,3	72,9	81,8	75,8

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 9 ter – Produit des 3 taxes / potentiel fiscal 3 taxes

#### Pression fiscale sur les ménages

Produit des trois taxes : produit de la taxe d'habitation et des taxes foncières voté lors de l'élaboration du budget primitif et figurant sur les états de notification des taux d'imposition 1259 (source DGFIP)

Potentiel fiscal 3 taxes : potentiel fiscal hors taxe professionnelle.

**Indicateur de pression fiscale "ménages", égal au rapport entre le produit fiscal 3 taxes effectif et le produit fiscal 3 taxes théorique (potentiel fiscal 3 taxes).**

Moyenne métropole en 2006 : 76,7%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>59,4</b>	<b>70,1</b>	<b>78,7</b>	<b>84,2</b>	<b>90,4</b>	<b>77,0</b>
<b>Métropole</b>	<b>59,5</b>	<b>70,0</b>	<b>78,7</b>	<b>84,3</b>	<b>90,4</b>	<b>77,0</b>
Alsace	52,1	52,4	52,7	62,5	69,3	57,2
Aquitaine	58,3	67,0	81,0	82,6	91,3	75,6
Auvergne	67,6	74,0	77,2	88,6	93,7	78,1
Bourgogne	54,2	64,8	77,5	92,0	92,3	70,2
Bretagne	85,1	85,3	87,7	89,5	93,4	88,7
Centre	66,3	78,8	95,7	96,2	106,3	85,9
Champagne-Ardenne	51,2	68,9	76,9	84,4	87,6	66,8
Corse	63,7	60,5	67,9	64,0	78,3	65,2
Franche-Comté	44,5	52,6	61,3	70,6	84,1	56,9
Ile-de-France	51,2	59,6	73,1	79,6	81,6	73,6
Languedoc-Roussillon	78,3	86,3	93,6	93,6	101,2	92,9
Limousin	67,4	77,2	81,4	89,1	91,2	79,3
Lorraine	44,6	56,4	64,1	62,7	76,0	61,7
Midi-Pyrénées	59,6	72,7	82,3	88,5	93,5	76,7
Nord-Pas-de-Calais	67,8	78,7	94,7	113,6	121,4	100,6
Basse-Normandie	52,5	63,9	73,1	82,5	92,9	67,9
Haute-Normandie	48,5	67,1	91,8	91,0	99,3	75,4
Pays de la Loire	73,1	83,4	83,9	97,1	88,2	85,9
Picardie	61,4	72,7	90,4	87,8	97,0	77,1
Poitou-Charentes	67,4	74,7	82,6	82,9	97,2	80,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	62,6	70,2	72,2	80,8	87,5	78,1
Rhône-Alpes	68,7	66,0	67,8	74,0	81,6	71,6
Outre-Mer	n.s	92,4	63,1	75,0	87,2	82,5
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	27,3	25,4	38,1	52,7	60,8	48,5
- à une CC à 4 taxes	51,6	61,8	71,8	74,3	78,6	64,5
- à un SAN	-	-	-	-	-	-
- à une CA ou une CU à TPU	68,4	77,6	82,3	90,4	97,4	89,6
- à une CC à TPU	69,3	75,3	82,6	87,3	91,3	80,7
- à un syndicat à contribution fiscalisée	51,8	58,9	71,7	73,7	66,0	65,8
- Non membres d'un groupement fiscalisé	68,6	73,1	73,3	73,4	82,6	74,8

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## □ Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne

### 10 – Taux d'épargne : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie.

**Part des recettes réelles de fonctionnement affectée à la couverture des dépenses d'investissement.**

Moyenne métropole en 2006 : 23,1%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>28,1</b>	<b>25,3</b>	<b>23,3</b>	<b>20,4</b>	<b>18,7</b>	<b>22,8</b>
<b>Métropole</b>	<b>28,1</b>	<b>25,4</b>	<b>23,4</b>	<b>20,7</b>	<b>19,0</b>	<b>23,0</b>
Alsace	33,0	32,6	32,9	28,0	26,4	30,7
Aquitaine	26,1	22,1	19,3	17,1	18,8	20,8
Auvergne	29,9	24,5	23,3	20,7	19,0	24,1
Bourgogne	25,7	24,0	21,0	17,9	18,5	22,2
Bretagne	30,8	28,0	27,7	26,0	24,5	26,8
Centre	23,8	22,7	21,1	17,6	17,0	20,8
Champagne-Ardenne	32,7	28,1	22,0	23,3	23,8	27,6
Corse	20,7	9,2	26,5	16,3	17,4	17,8
Franche-Comté	35,3	30,4	25,0	19,7	20,3	28,7
Ile-de-France	25,9	23,0	19,1	16,7	14,0	17,2
Languedoc-Roussillon	23,9	20,7	18,1	20,0	16,6	19,2
Limousin	23,1	21,7	21,7	18,2	21,9	21,7
Lorraine	35,4	29,5	26,6	20,9	18,3	25,5
Midi-Pyrénées	28,0	23,2	20,3	20,1	18,5	22,6
Nord-Pas-de-Calais	26,6	20,5	20,5	15,0	16,4	18,2
Basse-Normandie	24,5	23,9	21,7	20,7	14,6	21,7
Haute-Normandie	24,6	22,4	20,7	16,8	14,6	19,6
Pays de la Loire	27,9	27,7	28,9	26,0	23,7	26,7
Picardie	23,9	21,6	18,6	12,3	18,4	20,3
Poitou-Charentes	24,1	24,6	21,8	23,8	20,2	23,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28,8	20,2	16,0	15,0	15,0	17,3
Rhône-Alpes	32,2	31,4	29,6	26,1	25,1	28,7
Outre-Mer	n.s.	6,6	11,0	6,5	8,3	8,1
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	27,2	25,7	27,4	17,7	18,4	20,6
- à une CC à 4 taxes	29,2	25,7	23,3	20,5	20,1	24,5
- à un SAN	n.s.	9,6	16,3	n.s.	8,0	11,8
- à une CA ou une CU à TPU	26,1	24,6	23,1	18,7	17,6	19,8
- à une CC à TPU	26,5	24,3	23,2	20,9	19,9	22,9
- à un syndicat à contribution fiscalisée	32,0	23,8	24,9	25,9	18,7	23,6
- Non membres d'un groupement fiscalisé	27,9	28,9	24,4	22,1	17,3	24,5

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ★ Effort d'équipement et financement

### 1 – Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie hors gestion active de la dette / population

Dépenses réelles d'investissement : total des dépenses de la colonne mouvements réels de la balance générale en section d'investissement. Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette, on ajoute les travaux en régie (R72) pour obtenir les dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie.

#### Niveau des dépenses d'investissement réalisées, en euros par habitant.

Moyenne métropole en 2006 : 437 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>468</b>	<b>451</b>	<b>480</b>	<b>470</b>	<b>495</b>	<b>471</b>
<b>Métropole</b>	<b>467</b>	<b>450</b>	<b>479</b>	<b>471</b>	<b>498</b>	<b>471</b>
Alsace	587	483	594	447	559	520
Aquitaine	440	378	409	469	476	423
Auvergne	602	517	484	621	468	534
Bourgogne	426	386	543	399	446	426
Bretagne	507	472	474	495	548	495
Centre	349	387	421	417	449	400
Champagne-Ardenne	395	474	394	361	441	427
Corse	1 145	600	652	558	613	735
Franche-Comté	457	461	386	410	418	440
Ile-de-France	415	402	437	397	434	421
Languedoc-Roussillon	738	557	521	548	612	584
Limousin	461	431	468	391	579	460
Lorraine	489	420	429	335	451	434
Midi-Pyrénées	500	474	449	525	465	480
Nord-Pas-de-Calais	300	306	312	328	385	337
Basse-Normandie	277	347	497	488	500	378
Haute-Normandie	309	357	408	434	512	390
Pays de la Loire	397	441	478	510	531	474
Picardie	269	303	368	361	338	313
Poitou-Charentes	351	392	446	578	411	417
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 271	822	609	513	570	659
Rhône-Alpes	810	627	658	564	627	640
Outre-Mer	n.s.	777	757	403	405	463
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	251	372	379	317	228	294
- à une CC à 4 taxes	465	440	521	524	540	477
- à un SAN	n.s.	n.s.	768	585	359	440
- à une CA ou une CU à TPU	453	443	435	447	450	446
- à une CC à TPU	438	429	449	447	516	451
- à un syndicat à contribution fiscalisée	782	540	679	577	445	565
- Non membres d'un groupement fiscalisé	578	674	616	515	631	624

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ★ Effort d'équipement et financement

### 2- Remboursements de dette hors gestion active de la dette / population

Remboursements de dette : dépenses du compte 16 calculées hors gestion active de la dette

**Niveau des remboursements de dette, en euros par habitant.**

Moyenne métropole en 2006 : 81 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>63</b>	<b>72</b>	<b>83</b>	<b>86</b>	<b>94</b>	<b>79</b>
<b>Métropole</b>	<b>63</b>	<b>72</b>	<b>83</b>	<b>86</b>	<b>96</b>	<b>79</b>
Alsace	88	77	107	66	109	87
Aquitaine	70	71	82	98	89	79
Auvergne	73	91	93	102	107	91
Bourgogne	47	58	116	105	101	72
Bretagne	67	78	84	117	84	86
Centre	52	62	85	82	93	71
Champagne-Ardenne	61	67	58	65	62	63
Corse	99	64	81	72	41	73
Franche-Comté	74	81	67	84	80	77
Ile-de-France	42	46	51	65	67	58
Languedoc-Roussillon	83	85	83	90	131	98
Limousin	63	79	89	108	119	85
Lorraine	51	54	59	50	110	68
Midi-Pyrénées	80	85	95	129	79	89
Nord-Pas-de-Calais	42	47	50	55	71	57
Basse-Normandie	42	62	89	111	133	73
Haute-Normandie	38	48	66	70	108	62
Pays de la Loire	63	80	83	92	106	86
Picardie	36	46	64	47	74	50
Poitou-Charentes	49	65	93	75	87	73
Provence-Alpes-Côte d'Azur	152	119	90	82	97	101
Rhône-Alpes	109	95	113	97	126	107
Outre-Mer	n.s.	61	63	35	42	44
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	52	108	74	38	47	60
- à une CC à 4 taxes	61	71	92	96	118	80
- à un SAN	n.s.	20	34	28	27	28
- à une CA ou une CU à TPU	59	65	71	73	78	73
- à une CC à TPU	60	69	78	88	98	77
- à un syndicat à contribution fiscalisée	74	88	130	122	71	96
- Non membres d'un groupement fiscalisé	87	99	107	89	135	106

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle



## ★ Effort d'équipement et financement

### 3 – Dépenses d'équipement brut / population

Dépenses d'équipement brut : dépenses réelles des comptes 20, 21, 23, 45, auxquelles il convient d'ajouter le cas échéant les travaux en régie (recettes du compte 72)

#### Evaluation de l'effort d'équipement, en euros par habitant

#### Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 342 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>387</b>	<b>365</b>	<b>380</b>	<b>373</b>	<b>386</b>	<b>377</b>
<b>Métropole</b>	<b>387</b>	<b>364</b>	<b>379</b>	<b>373</b>	<b>387</b>	<b>376</b>
Alsace	477	391	460	373	441	417
Aquitaine	356	298	315	357	364	330
Auvergne	514	412	380	486	346	427
Bourgogne	366	319	420	285	335	344
Bretagne	427	376	377	364	451	394
Centre	282	311	327	323	346	316
Champagne-Ardenne	323	390	314	282	360	348
Corse	1 034	534	531	487	572	649
Franche-Comté	369	365	307	318	327	350
Ile-de-France	360	351	384	324	360	357
Languedoc-Roussillon	634	453	429	452	474	474
Limousin	387	342	365	282	447	365
Lorraine	406	351	365	267	301	343
Midi-Pyrénées	403	376	346	388	369	378
Nord-Pas-de-Calais	253	255	255	267	308	275
Basse-Normandie	218	271	407	363	365	293
Haute-Normandie	253	294	332	357	392	314
Pays de la Loire	301	344	382	407	405	371
Picardie	220	247	286	314	247	251
Poitou-Charentes	288	316	342	485	314	333
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 099	689	503	420	462	546
Rhône-Alpes	677	503	484	451	474	500
Outre-Mer	n.s.	715	690	359	356	413
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	161	263	298	277	180	231
- à une CC à 4 taxes	385	354	401	416	407	380
- à un SAN	n.s.	n.s.	734	512	323	400
- à une CA ou une CU à TPU	381	370	352	363	363	363
- à une CC à TPU	362	347	360	348	394	360
- à un syndicat à contribution fiscalisée	685	442	505	426	368	450
- Non membres d'un groupement fiscalisé	475	531	494	414	482	494

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ★ Effort d'équipement et financement

### 4-Taux d'équipement : dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Dépenses d'équipement brut : dépenses réelles des comptes 20, 21, 23, 45, auxquelles il convient d'ajouter le cas échéant les travaux en régie (recettes du compte 72)

Recettes réelles de fonctionnement :

total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement

#### Comparaison de l'effort d'équipement au niveau des recettes réelles de fonctionnement

##### Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 39,5%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>50,0</b>	<b>47,6</b>	<b>42,8</b>	<b>38,4</b>	<b>34,3</b>	<b>42,2</b>
<b>Métropole</b>	<b>50,1</b>	<b>47,7</b>	<b>42,8</b>	<b>38,6</b>	<b>34,4</b>	<b>42,3</b>
Alsace	62,0	54,7	55,0	44,0	43,6	51,5
Aquitaine	48,4	40,6	34,2	37,0	32,3	38,2
Auvergne	58,6	53,4	44,8	53,7	34,3	50,0
Bourgogne	52,2	45,7	50,4	30,6	30,1	42,6
Bretagne	54,9	51,2	45,4	41,6	47,4	47,5
Centre	38,8	41,7	38,3	34,5	31,1	37,7
Champagne-Ardenne	46,7	53,0	38,8	32,6	35,3	44,8
Corse	79,7	54,0	53,7	46,5	54,4	60,5
Franche-Comté	47,0	53,8	42,1	35,1	33,9	45,3
Ile-de-France	43,2	43,0	37,0	29,5	29,5	33,6
Languedoc-Roussillon	55,6	50,6	46,9	39,2	37,2	44,5
Limousin	46,1	43,1	40,3	32,0	43,2	42,4
Lorraine	57,4	53,3	49,6	30,7	29,6	43,4
Midi-Pyrénées	50,9	46,6	39,9	41,8	37,0	44,1
Nord-Pas-de-Calais	45,1	41,5	33,7	32,2	29,5	33,8
Basse-Normandie	40,1	42,9	45,2	33,1	30,4	39,2
Haute-Normandie	40,5	42,9	38,0	33,7	30,4	37,3
Pays de la Loire	42,1	49,5	46,9	46,3	37,8	45,0
Picardie	38,7	39,6	33,8	37,1	24,4	35,7
Poitou-Charentes	42,2	44,2	41,6	50,9	32,4	42,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	68,5	55,8	45,8	39,4	35,3	44,5
Rhône-Alpes	55,7	51,1	44,9	41,4	37,7	45,4
Outre-Mer	n.s.	44,3	50,0	27,3	29,9	32,5
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	26,1	57,2	50,8	54,6	20,4	33,6
- à une CC à 4 taxes	52,1	47,2	44,3	41,1	33,4	44,7
- à un SAN	n.s.	n.s.	38,8	29,2	26,1	29,5
- à une CA ou une CU à TPU	53,6	51,4	42,1	38,8	34,5	39,2
- à une CC à TPU	47,9	48,4	43,4	38,2	36,0	43,2
- à un syndicat à contribution fiscalisée	56,9	45,0	36,3	27,4	26,4	34,9
- Non membres d'un groupement fiscalisé	45,1	42,5	38,6	32,5	32,9	39,0

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ★ Effort d'équipement et financement

### 5 – Dotations et subventions d'investissement / dépenses d'équipement brut

Dotations et subventions d'investissement : recettes des comptes 13 et 10 (hors 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé)

Dépenses d'équipement brut : dépenses réelles des comptes 20, 21, 23, 45, auxquelles il convient d'ajouter le cas échéant les travaux en régie (recettes du compte 72)

#### Rapport entre les dotations et subventions d'investissement et les dépenses d'équipement brut

Moyenne métropole en 2006 : 38,8%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>43,5</b>	<b>38,5</b>	<b>35,9</b>	<b>35,0</b>	<b>33,0</b>	<b>37,1</b>
<b>Métropole</b>	<b>43,5</b>	<b>38,3</b>	<b>35,7</b>	<b>34,4</b>	<b>32,2</b>	<b>36,8</b>
Alsace	41,4	36,7	39,1	30,6	26,4	35,0
Aquitaine	42,6	36,8	30,6	29,9	26,6	34,0
Auvergne	41,4	40,9	38,8	24,9	32,5	37,8
Bourgogne	40,8	38,1	26,1	37,7	31,6	36,0
Bretagne	38,2	37,0	31,2	29,9	27,0	32,1
Centre	43,8	37,4	35,6	39,7	31,0	37,1
Champagne-Ardenne	38,1	32,4	31,6	35,6	32,1	34,2
Corse	71,3	57,2	51,4	83,7	42,5	60,8
Franche-Comté	32,0	33,2	29,4	31,0	28,1	31,6
Ile-de-France	46,6	42,3	39,1	39,1	36,9	39,3
Languedoc-Roussillon	50,2	43,6	39,3	35,4	33,5	40,0
Limousin	45,1	37,9	36,9	32,5	29,0	37,5
Lorraine	48,9	43,1	38,6	41,1	38,5	42,4
Midi-Pyrénées	41,2	37,5	41,4	39,8	36,4	39,1
Nord-Pas-de-Calais	41,4	40,0	33,6	36,4	36,8	37,4
Basse-Normandie	38,2	32,3	29,8	30,0	34,3	33,0
Haute-Normandie	46,8	43,4	32,6	41,3	30,9	39,2
Pays de la Loire	44,3	34,3	34,8	30,6	30,7	33,6
Picardie	40,4	38,3	33,2	33,7	34,0	37,0
Poitou-Charentes	40,0	36,1	36,0	29,4	30,9	34,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	53,0	50,5	52,8	46,5	38,6	47,0
Rhône-Alpes	43,5	35,6	30,0	29,9	26,4	32,7
Outre-Mer	n.s.	76,4	72,4	80,9	63,8	69,4
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	104,7	37,6	18,4	13,8	24,2	24,1
- à une CC à 4 taxes	43,4	37,9	35,6	32,7	32,9	37,7
- à un SAN	n.s.	n.s.	21,1	27,3	33,2	33,1
- à une CA ou une CU à TPU	46,2	40,1	36,5	35,5	34,4	36,3
- à une CC à TPU	43,2	39,1	36,1	36,8	32,1	37,4
- à un syndicat à contribution fiscalisée	49,5	45,5	35,3	33,7	36,6	39,9
- Non membres d'un groupement fiscalisé	44,0	34,8	35,5	32,6	28,8	35,2

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ★ Effort d'équipement et financement

### 6 – Emprunts réalisés hors gestion active de la dette / population

Emprunts réalisés : recettes du compte 16 calculées hors gestion active de la dette

#### Produit des emprunts réalisés, en euros par habitant

Moyenne métropole en 2006 : 105 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>82</b>	<b>104</b>	<b>114</b>	<b>119</b>	<b>134</b>	<b>111</b>
<b>Métropole</b>	<b>82</b>	<b>104</b>	<b>114</b>	<b>120</b>	<b>135</b>	<b>111</b>
Alsace	124	78	110	114	126	101
Aquitaine	100	96	124	175	132	117
Auvergne	106	139	138	226	107	137
Bourgogne	88	89	176	149	125	108
Bretagne	111	121	115	158	168	136
Centre	67	87	113	94	134	96
Champagne-Ardenne	72	100	74	70	113	88
Corse	105	118	71	97	74	96
Franche-Comté	85	112	81	121	102	99
Ile-de-France	57	68	104	93	111	95
Languedoc-Roussillon	120	133	158	155	257	173
Limousin	63	94	114	135	166	103
Lorraine	60	79	95	43	93	78
Midi-Pyrénées	92	124	123	186	111	120
Nord-Pas-de-Calais	69	69	58	80	80	72
Basse-Normandie	55	103	129	106	180	102
Haute-Normandie	44	63	84	116	171	87
Pays de la Loire	71	126	102	117	136	117
Picardie	43	56	89	103	104	66
Poitou-Charentes	57	97	130	103	83	96
Provence-Alpes-Côte d'Azur	198	196	133	91	178	157
Rhône-Alpes	140	140	140	116	149	139
Outre-Mer	n.s.	42	49	50	94	78
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	19	155	86	218	40	98
- à une CC à 4 taxes	83	102	128	143	147	110
- à un SAN	n.s.	n.s.	136	61	75	77
- à une CA ou une CU à TPU	91	97	101	105	117	108
- à une CC à TPU	77	100	109	117	146	109
- à un syndicat à contribution fiscalisée	86	96	166	135	68	107
- Non membres d'un groupement fiscalisé	96	160	122	98	194	144

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ★ Effort d'équipement et financement

### 7 – Emprunts réalisés hors gestion active de la dette / dépenses d'équipement brut

Emprunts réalisés : recettes du compte 16 calculées hors gestion active de la dette

Dépenses d'équipement brut : dépenses réelles des comptes 20, 21, 23, 45, auquel il convient d'ajouter le cas échéant les travaux en régie (recettes du compte 72).

#### Rapport entre les emprunts réalisés et les dépenses d'équipement brut.

Moyenne métropole en 2006 : 30,7%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>21,2</b>	<b>28,6</b>	<b>30,0</b>	<b>31,9</b>	<b>34,7</b>	<b>29,5</b>
<b>Métropole</b>	<b>21,3</b>	<b>28,7</b>	<b>30,2</b>	<b>32,2</b>	<b>34,9</b>	<b>29,6</b>
Alsace	26,0	19,8	24,0	30,7	28,6	24,1
Aquitaine	28,0	32,3	39,4	49,0	36,2	35,4
Auvergne	20,6	33,8	36,2	46,6	31,0	32,0
Bourgogne	24,2	27,8	42,0	52,1	37,2	31,5
Bretagne	26,0	32,3	30,5	43,4	37,3	34,5
Centre	23,7	27,8	34,4	29,2	38,8	30,5
Champagne-Ardenne	22,4	25,7	23,5	25,0	31,3	25,2
Corse	10,2	22,1	13,3	20,0	13,0	14,8
Franche-Comté	23,1	30,8	26,5	37,8	31,1	28,4
Ile-de-France	15,8	19,3	27,0	28,8	30,9	26,5
Languedoc-Roussillon	18,8	29,3	36,9	34,2	54,3	36,6
Limousin	16,2	27,5	31,2	47,7	37,1	28,3
Lorraine	14,8	22,5	26,0	16,0	31,0	22,8
Midi-Pyrénées	22,9	33,0	35,6	47,8	29,9	31,7
Nord-Pas-de-Calais	27,4	27,1	22,9	30,0	25,9	26,4
Basse-Normandie	25,5	38,0	31,8	29,2	49,3	35,0
Haute-Normandie	17,4	21,3	25,4	32,4	43,7	27,7
Pays de la Loire	23,7	36,5	26,6	28,6	33,7	31,6
Picardie	19,3	22,8	31,1	32,8	42,2	26,5
Poitou-Charentes	19,8	30,6	38,2	21,2	26,6	28,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,0	28,5	26,4	21,5	38,5	28,8
Rhône-Alpes	20,7	27,9	29,0	25,7	31,5	27,8
Outre-Mer	n.s.	5,9	7,1	13,9	26,4	18,9
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	11,7	58,9	28,9	78,8	22,2	42,4
- à une CC à 4 taxes	21,5	28,8	32,0	34,3	36,0	29,0
- à un SAN	n.s.	n.s.	18,5	11,9	23,4	19,2
- à une CA ou une CU à TPU	23,9	26,1	28,6	29,0	32,2	29,7
- à une CC à TPU	21,4	28,9	30,3	33,7	37,1	30,3
- à un syndicat à contribution fiscalisée	12,6	21,7	33,0	31,7	18,4	23,7
- Non membres d'un groupement fiscalisé	20,2	30,2	24,7	23,7	40,2	29,2

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 1 – Encours de la dette au 31/12/2007 / population

*Evaluation de l'endettement total en fin d'exercice, en euros par habitant*

Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 679 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>477</b>	<b>611</b>	<b>736</b>	<b>814</b>	<b>912</b>	<b>704</b>
<b>Métropole</b>	<b>477</b>	<b>612</b>	<b>737</b>	<b>821</b>	<b>923</b>	<b>706</b>
Alsace	581	586	745	596	746	641
Aquitaine	505	559	807	1 012	901	702
Auvergne	624	835	920	988	985	842
Bourgogne	406	499	808	663	927	601
Bretagne	696	732	831	914	936	828
Centre	370	493	658	796	977	609
Champagne-Ardenne	336	489	463	619	745	478
Corse	687	537	378	653	555	545
Franche-Comté	541	624	603	818	822	636
Ile-de-France	255	392	560	732	740	605
Languedoc-Roussillon	771	844	891	1 109	1 553	1 076
Limousin	444	650	738	1 063	1 157	723
Lorraine	387	448	552	550	820	556
Midi-Pyrénées	565	748	803	1 068	843	760
Nord-Pas-de-Calais	327	393	483	608	698	539
Basse-Normandie	289	527	806	815	969	575
Haute-Normandie	252	357	572	869	1 102	548
Pays de la Loire	493	677	714	783	986	750
Picardie	250	354	565	626	678	415
Poitou-Charentes	357	535	745	705	840	612
Provence-Alpes-Côte d'Azur	972	1 066	768	737	1 011	920
Rhône-Alpes	1 008	871	1 012	932	1 027	953
Outre-Mer	n.s	262	316	322	491	427
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	318	545	462	615	500	517
- à une CC à 4 taxes	454	594	792	888	1 033	669
- à un SAN	n.s	n.s	613	299	280	305
- à une CA ou une CU à TPU	433	558	638	734	805	709
- à une CC à TPU	468	597	716	816	985	697
- à un syndicat à contribution fiscalisée	530	712	1 047	1 207	737	851
- Non membres d'un groupement fiscalisé	675	903	915	827	1 109	901

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 2 – Annuité de la dette hors gestion active de la dette / population

Annuité de la dette : dépenses du compte 661 et du compte 16 calculées hors gestion active de la dette

*Evaluation de la charge de la dette payée, en euros par habitant pour l'exercice considéré.*

Moyenne métropole en 2006 : 109 €/hab

en euros/habitant

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>83</b>	<b>97</b>	<b>113</b>	<b>120</b>	<b>132</b>	<b>108</b>
<b>Métropole</b>	<b>83</b>	<b>97</b>	<b>113</b>	<b>121</b>	<b>134</b>	<b>109</b>
Alsace	111	102	138	88	139	114
Aquitaine	89	93	114	140	126	107
Auvergne	99	125	130	141	150	125
Bourgogne	62	77	147	131	138	95
Bretagne	96	108	118	155	121	120
Centre	66	82	111	114	132	95
Champagne-Ardenne	74	86	77	87	97	82
Corse	130	121	103	111	67	110
Franche-Comté	96	106	92	118	114	103
Ile-de-France	52	62	74	95	97	83
Languedoc-Roussillon	114	121	118	139	194	142
Limousin	81	105	121	153	166	114
Lorraine	67	73	82	75	147	92
Midi-Pyrénées	103	115	129	173	114	120
Nord-Pas-de-Calais	56	64	71	81	103	81
Basse-Normandie	54	84	122	145	172	96
Haute-Normandie	47	62	90	105	153	84
Pays de la Loire	85	108	112	125	145	117
Picardie	46	60	88	70	104	67
Poitou-Charentes	64	88	124	105	122	98
Provence-Alpes-Côte d'Azur	193	165	123	116	139	140
Rhône-Alpes	155	131	156	136	169	148
Outre-Mer	n.s	72	78	49	64	63
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	67	131	92	58	69	80
- à une CC à 4 taxes	80	96	125	132	161	108
- à un SAN	n.s	n.s	53	40	37	38
- à une CA ou une CU à TPU	75	88	97	105	112	103
- à une CC à TPU	79	94	107	122	138	106
- à un syndicat à contribution fiscalisée	95	119	177	174	104	133
- Non membres d'un groupement fiscalisé	117	137	146	125	182	144

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 3 – Encours de la dette au 31/12/2007 / recettes réelles de fonctionnement

Recettes réelles de fonctionnement :

total des recettes de la colonne mouvements réels de la balance générale en section de fonctionnement.

Encours de la dette au 31/12 rapporté au volume des recettes de fonctionnement,

*Ce ratio exprime le poids de la dette en nombre d'années de recettes courantes.*

Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 0,78

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>0,62</b>	<b>0,80</b>	<b>0,83</b>	<b>0,84</b>	<b>0,81</b>	<b>0,79</b>
<b>Métropole</b>	<b>0,62</b>	<b>0,80</b>	<b>0,83</b>	<b>0,85</b>	<b>0,82</b>	<b>0,79</b>
Alsace	0,75	0,82	0,89	0,70	0,74	0,79
Aquitaine	0,69	0,76	0,87	1,05	0,80	0,81
Auvergne	0,71	1,08	1,09	1,09	0,98	0,99
Bourgogne	0,58	0,71	0,97	0,71	0,83	0,74
Bretagne	0,90	1,00	1,00	1,04	0,98	1,00
Centre	0,51	0,66	0,77	0,85	0,88	0,73
Champagne-Ardenne	0,49	0,67	0,57	0,72	0,73	0,62
Corse	0,53	0,54	0,38	0,62	0,53	0,51
Franche-Comté	0,69	0,92	0,83	0,90	0,85	0,82
Ile-de-France	0,31	0,48	0,54	0,67	0,61	0,57
Languedoc-Roussillon	0,68	0,94	0,97	0,96	1,22	1,01
Limousin	0,53	0,82	0,81	1,21	1,12	0,84
Lorraine	0,55	0,68	0,75	0,63	0,81	0,70
Midi-Pyrénées	0,71	0,93	0,93	1,15	0,85	0,89
Nord-Pas-de-Calais	0,58	0,64	0,64	0,73	0,67	0,66
Basse-Normandie	0,53	0,83	0,90	0,74	0,81	0,77
Haute-Normandie	0,40	0,52	0,65	0,82	0,86	0,65
Pays de la Loire	0,69	0,97	0,88	0,89	0,92	0,91
Picardie	0,44	0,57	0,67	0,74	0,67	0,59
Poitou-Charentes	0,52	0,75	0,91	0,74	0,87	0,77
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,61	0,86	0,70	0,69	0,77	0,75
Rhône-Alpes	0,83	0,88	0,94	0,86	0,82	0,87
Outre-Mer	n.s	0,16	0,23	0,24	0,41	0,34
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	0,52	1,18	0,79	1,21	0,57	0,75
- à une CC à 4 taxes	0,61	0,79	0,88	0,88	0,85	0,79
- à un SAN	n.s	n.s	0,32	0,17	0,23	0,23
- à une CA ou une CU à TPU	0,61	0,77	0,76	0,79	0,77	0,77
- à une CC à TPU	0,62	0,83	0,86	0,90	0,90	0,84
- à un syndicat à contribution fiscalisée	0,44	0,72	0,75	0,78	0,53	0,66
- Non membres d'un groupement fiscalisé	0,64	0,72	0,71	0,65	0,76	0,71

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle



## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 4 – Encours de la dette au 31/12/2007 / épargne brute

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie.

Encours de la dette au 31/12 rapporté au volume de l'épargne brute,

*Ce ratio exprime le poids de la dette en nombre d'années d'épargne.*

Moyenne métropole en 2006 : 3,4

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>2,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>	<b>3,5</b>
<b>Métropole</b>	<b>2,2</b>	<b>3,2</b>	<b>3,6</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>	<b>3,4</b>
Alsace	2,3	2,5	2,7	2,5	2,8	2,6
Aquitaine	2,6	3,5	4,5	6,1	4,2	3,9
Auvergne	2,4	4,4	4,7	5,3	5,1	4,1
Bourgogne	2,3	3,0	4,6	4,0	4,5	3,4
Bretagne	2,9	3,6	3,6	4,0	4,0	3,7
Centre	2,1	2,9	3,7	4,8	5,2	3,5
Champagne-Ardenne	1,5	2,4	2,6	3,1	3,1	2,2
Corse	2,6	5,9	1,4	3,8	3,0	2,9
Franche-Comté	1,9	3,0	3,3	4,6	4,2	2,9
Ile-de-France	1,2	2,1	2,8	4,0	4,3	3,3
Languedoc-Roussillon	2,8	4,6	5,4	4,8	7,3	5,3
Limousin	2,3	3,8	3,8	6,6	5,1	3,9
Lorraine	1,5	2,3	2,8	3,0	4,4	2,8
Midi-Pyrénées	2,6	4,0	4,6	5,7	4,6	3,9
Nord-Pas-de-Calais	2,2	3,1	3,1	4,9	4,1	3,6
Basse-Normandie	2,2	3,5	4,1	3,6	5,5	3,6
Haute-Normandie	1,6	2,3	3,2	4,9	5,9	3,3
Pays de la Loire	2,5	3,5	3,0	3,4	3,9	3,4
Picardie	1,8	2,6	3,6	6,0	3,7	2,9
Poitou-Charentes	2,2	3,0	4,2	3,1	4,3	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,1	4,3	4,4	4,6	5,1	4,3
Rhône-Alpes	2,6	2,8	3,2	3,3	3,3	3,0
Outre-Mer	n.s.	2,4	2,1	3,8	5,0	4,2
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	1,9	4,6	2,9	6,9	3,1	3,6
- à une CC à 4 taxes	2,1	3,1	3,8	4,3	4,2	3,2
- à un SAN	n.s.	n.s.	2,0	n.s.	2,8	1,9
- à une CA ou une CU à TPU	2,3	3,1	3,3	4,2	4,4	3,9
- à une CC à TPU	2,3	3,4	3,7	4,3	4,5	3,7
- à un syndicat à contribution fiscalisée	1,4	3,0	3,0	3,0	2,8	2,8
- Non membres d'un groupement fiscalisé	2,3	2,5	2,9	2,9	4,4	2,9

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 5 – Dépenses réelles de fonctionnement et remboursements de dette hors gestion active de la dette/recettes réelles de fonctionnement

#### Marge d'autofinancement courant

Total des remboursements de dette calculés hors gestion active de la dette et des dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie, duquel on retire le cas échéant la recette d'ordre 79 correspondant aux charges à répartir sur plusieurs exercices (ces charges pouvant être financées par emprunt).

#### Rapport entre les charges courantes augmentées de l'annuité de la dette et les recettes courantes.

Un ratio supérieur à 100 exprime que la charge de la dette n'est pas totalement financée par les recettes courantes.

#### Ratio de l'article L.2313-1 du CGCT

Moyenne métropole en 2006 : 86,2%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>80,0</b>	<b>84,0</b>	<b>86,0</b>	<b>88,4</b>	<b>89,7</b>	<b>86,0</b>
<b>Métropole</b>	<b>80,0</b>	<b>84,0</b>	<b>85,9</b>	<b>88,3</b>	<b>89,5</b>	<b>85,9</b>
Alsace	78,4	78,2	79,8	79,7	84,4	80,1
Aquitaine	83,4	87,6	89,6	93,1	89,1	88,3
Auvergne	78,4	87,3	87,7	90,6	91,6	86,6
Bourgogne	81,0	84,2	92,9	93,4	90,5	86,7
Bretagne	77,8	82,6	82,4	87,4	84,2	83,5
Centre	83,4	85,6	88,9	91,1	91,4	87,7
Champagne-Ardenne	76,1	81,1	85,1	84,2	82,3	80,5
Corse	87,0	97,3	81,7	90,5	86,4	89,1
Franche-Comté	74,1	81,5	84,2	89,5	88,0	81,3
Ile-de-France	79,1	82,7	85,9	89,2	91,5	88,3
Languedoc-Roussillon	83,4	88,8	90,9	87,8	93,7	90,0
Limousin	84,4	88,2	88,2	94,0	89,6	88,1
Lorraine	71,8	78,8	81,3	84,9	92,6	83,1
Midi-Pyrénées	82,1	87,3	90,6	93,8	89,5	87,8
Nord-Pas-de-Calais	81,0	87,2	86,1	91,6	90,4	88,8
Basse-Normandie	83,2	85,9	88,2	89,4	96,4	88,0
Haute-Normandie	81,4	84,6	86,9	89,8	93,8	87,7
Pays de la Loire	80,8	83,8	81,3	84,5	86,2	83,7
Picardie	82,4	85,7	88,9	93,2	89,0	86,7
Poitou-Charentes	83,1	84,5	89,6	84,1	88,8	86,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	80,6	89,4	92,3	92,7	92,4	90,9
Rhône-Alpes	76,8	78,2	80,9	82,8	84,9	81,0
Outre-Mer	n.s.	97,1	93,6	96,1	95,2	95,4
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	81,4	97,9	85,2	89,8	87,0	88,1
- à une CC à 4 taxes	79,1	83,8	86,8	89,0	89,5	84,8
- à un SAN	n.s.	92,9	85,5	n.s.	94,2	90,3
- à une CA ou une CU à TPU	82,1	84,4	85,4	89,2	89,8	88,1
- à une CC à TPU	81,5	85,3	86,2	88,7	89,1	86,3
- à un syndicat à contribution fiscalisée	74,1	85,2	84,5	81,9	86,4	83,9
- Non membres d'un groupement fiscalisé	80,3	79,1	83,9	84,8	91,9	83,9

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 6 – Produit des 4 taxes / recettes réelles totales de l'exercice hors gestion active de la dette

Produit des 4 taxes : produit voté lors de l'élaboration des budgets primitifs et figurant sur les états de notification des taux d'imposition 1259. Source : DGFIP.

Recettes réelles totales : recettes réelles de fonctionnement + recettes réelles d'investissement hors gestion active de la dette

#### Part des recettes totales de l'exercice provenant des contributions directes.

Moyenne métropole en 2006 : 27,2%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>21,2</b>	<b>25,9</b>	<b>28,9</b>	<b>28,7</b>	<b>29,1</b>	<b>27,0</b>
<b>Métropole</b>	<b>21,2</b>	<b>26,0</b>	<b>29,0</b>	<b>29,1</b>	<b>29,6</b>	<b>27,2</b>
Alsace	17,8	25,3	31,0	31,7	34,9	28,4
Aquitaine	19,8	25,0	27,8	29,3	31,7	26,8
Auvergne	19,9	23,0	25,1	24,1	31,4	24,1
Bourgogne	22,7	28,4	30,7	28,9	34,0	28,8
Bretagne	19,9	23,6	28,4	27,1	28,0	26,3
Centre	25,8	28,8	28,9	26,9	32,7	29,0
Champagne-Ardenne	22,6	27,9	30,0	27,9	31,3	27,2
Corse	14,1	23,2	24,7	23,8	26,1	21,1
Franche-Comté	15,3	22,4	26,4	29,6	23,0	21,5
Ile-de-France	27,2	32,9	34,0	36,5	33,0	33,4
Languedoc-Roussillon	19,9	24,7	27,8	28,1	29,7	26,8
Limousin	21,5	24,6	26,5	31,3	27,2	25,2
Lorraine	14,5	22,6	27,5	31,7	26,8	24,1
Midi-Pyrénées	19,9	26,0	29,3	26,2	28,0	25,5
Nord-Pas-de-Calais	22,7	24,8	26,4	26,7	24,2	25,0
Basse-Normandie	26,2	25,1	26,3	30,0	27,3	26,5
Haute-Normandie	20,5	24,3	28,1	25,7	27,5	25,3
Pays de la Loire	24,7	25,4	27,6	28,4	28,9	27,2
Picardie	27,4	31,4	34,0	37,7	37,3	32,4
Poitou-Charentes	24,6	27,2	30,8	28,4	32,3	28,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17,4	25,2	28,8	29,3	29,8	27,4
Rhône-Alpes	23,2	26,6	29,3	28,9	28,7	27,6
Outre-Mer	n.s.	10,6	13,5	9,6	11,8	11,4
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	14,8	14,1	33,3	24,7	31,7	28,2
- à une CC à 4 taxes	20,3	27,5	32,2	32,2	34,8	28,4
- à un SAN	n.s.	24,6	n.s.	38,1	32,0	35,6
- à une CA ou une CU à TPU	21,6	25,0	27,2	27,6	27,6	27,0
- à une CC à TPU	20,8	23,4	25,0	24,9	24,7	23,9
- à un syndicat à contribution fiscalisée	22,4	32,4	35,4	39,2	36,7	34,8
- Non membres d'un groupement fiscalisé	26,3	30,8	36,6	38,6	36,0	32,9

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 7 – Intérêts / encours de la dette au 31/12/2007

Poids moyen des charges d'intérêts par rapport à l'encours de la dette.

Moyenne métropole en 2006 : 4,2%

en pourcentage

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>
<b>Métropole</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>
Alsace	4,1	4,3	4,2	3,8	4,0	4,1
Aquitaine	3,7	3,9	4,0	4,2	4,1	4,0
Auvergne	4,1	4,0	4,1	3,9	4,3	4,1
Bourgogne	3,7	3,8	3,8	3,8	4,0	3,9
Bretagne	4,2	4,2	4,2	4,1	4,0	4,1
Centre	3,8	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
Champagne-Ardenne	3,8	3,9	4,1	3,6	4,6	4,0
Corse	4,5	10,7	6,0	6,1	4,7	6,9
Franche-Comté	4,0	4,0	4,2	4,2	4,2	4,1
Ile-de-France	4,2	4,1	4,0	4,2	4,1	4,1
Languedoc-Roussillon	4,0	4,3	4,0	4,5	4,1	4,2
Limousin	4,1	4,0	4,3	4,3	4,1	4,1
Lorraine	4,3	4,2	4,2	4,5	4,5	4,3
Midi-Pyrénées	4,2	4,1	4,2	4,0	4,0	4,1
Nord-Pas-de-Calais	4,1	4,4	4,5	4,3	4,5	4,4
Basse-Normandie	4,2	4,1	4,1	4,2	4,1	4,1
Haute-Normandie	3,8	4,0	4,1	4,0	4,1	4,0
Pays de la Loire	4,5	4,2	4,1	4,2	4,0	4,1
Picardie	3,9	4,1	4,3	3,8	4,3	4,1
Poitou-Charentes	4,2	4,2	4,0	4,3	4,2	4,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,2	4,3	4,2	4,5	4,1	4,3
Rhône-Alpes	4,6	4,1	4,3	4,2	4,2	4,2
Outre-Mer	n.s	4,5	4,7	4,5	4,4	4,4
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	4,5	4,2	3,8	3,3	4,3	4,0
- à une CC à 4 taxes	4,0	4,2	4,1	4,0	4,2	4,1
- à un SAN	n.s	6,8	3,1	4,0	3,4	3,5
- à une CA ou une CU à TPU	3,7	4,1	4,1	4,2	4,2	4,2
- à une CC à TPU	4,1	4,1	4,1	4,2	4,1	4,1
- à un syndicat à contribution fiscalisée	4,0	4,4	4,4	4,3	4,5	4,4
- Non membres d'un groupement fiscalisé	4,6	4,2	4,3	4,4	4,2	4,3

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle

## ◆ Charge de la dette et marge de manœuvre

### 8 - Fonds de roulement au 01/01/2007 / dépenses réelles totales de l'exercice hors gestion active de la dette (en jours)

Fonds de roulement au 01/01/2007

Dépenses réelles totales de l'exercice : dépenses réelles de fonctionnement + dépenses réelles d'investissement hors gestion active de la dette

Équivalent, en jours de dépenses réelles totales, du fonds de roulement en début d'exercice (ratio multiplié par 360 pour obtenir le nombre de jours).

**1 mois = 30 jours et 1 an = 360 jours.**

Moyenne métropole en 2006 : 92 j

en jours

Communes de moins de 10 000 habitants	Moins de 500 habitants	De 500 à 2 000 habitants	De 2 000 à 3 500 habitants	De 3 500 à 5 000 habitants	De 5 000 à 10 000 habitants	Pour l'ensemble
<b>France entière</b>	<b>194</b>	<b>111</b>	<b>83</b>	<b>62</b>	<b>49</b>	<b>94</b>
<b>Métropole</b>	<b>194</b>	<b>111</b>	<b>84</b>	<b>63</b>	<b>50</b>	<b>95</b>
Alsace	166	123	84	82	78	105
Aquitaine	180	107	64	44	44	88
Auvergne	153	74	66	29	47	80
Bourgogne	169	113	87	67	53	105
Bretagne	128	79	68	48	42	64
Centre	183	124	85	58	40	101
Champagne-Ardenne	275	162	120	106	82	172
Corse	164	75	139	110	123	124
Franche-Comté	226	101	74	27	33	118
Ile-de-France	276	158	96	62	47	86
Languedoc-Roussillon	180	92	67	48	38	75
Limousin	171	98	55	39	28	90
Lorraine	275	146	103	75	61	128
Midi-Pyrénées	177	98	78	57	52	99
Nord-Pas-de-Calais	208	151	120	67	59	97
Basse-Normandie	211	138	93	66	39	118
Haute-Normandie	259	125	82	57	36	107
Pays de la Loire	146	86	77	60	33	70
Picardie	226	156	97	89	68	141
Poitou-Charentes	160	96	66	71	52	87
Provence-Alpes-Côte d'Azur	180	110	77	69	60	86
Rhône-Alpes	149	98	90	81	50	87
Outre-Mer	n.s	37	36	14	22	24
<b>Communes selon l'appartenance à un groupement au 01/01/2007 (1) :</b>						
- à une CU à 4 taxes	184	82	135	7	57	68
- à une CC à 4 taxes	201	112	83	66	54	112
- à un SAN	n.s	n.s.	65	68	43	55
- à une CA ou une CU à TPU	174	119	90	63	50	72
- à une CC à TPU	180	107	78	53	43	89
- à un syndicat à contribution fiscalisée	202	126	71	73	50	90
- Non membres d'un groupement fiscalisé	202	110	98	84	50	106

(1) Si une commune appartient à la fois à un groupement à fiscalité propre et à un syndicat à contribution fiscalisée, elle est classée parmi les communes appartenant à un groupement à fiscalité propre et non pas dans la catégorie "syndicat à contribution fiscalisée".

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC : communauté de communes, SAN : Syndicat d'Agglomération Nouvelle